Association Marocaine de lutte contre la violence à l'égard des femmes

(AMVEF)

Projet :

GENRE ET GOUVERNANCE. REDEVABILITÉ ENVERS LES FEMMES.

Projet spécifique :

ETUDE/ENQUÊTE SUR LES PERCEPTIONS DES FEMMES DU STYLE DE GOUVERNANCE LOCALE.

Rapport 15.1.2013 – AMVEF-PV/PBS –J.Khalil

Perceptions de la violence à Casablanca : Préfecture Bernoussi Sidi Moumen

Pr. Jamal Khalil

Rapport 15.1.2013 – AMVEF-PV/PBS – J.Khalil

Perceptions de la violence à Casablanca : Préfecture Bernoussi Sidi Moumen

Sommaire

I. INTRODUCTION 3
II. DE CASABLANCA A SIDI BERNOUSSI 7
1. CASABLANCA 7
2. LA PREFECTURE DE BERNOUSSI SIDI MOUMEN 8
A. DECOUPAGE ADMINISTRATIF 8
B. POPULATIONS ET ESPACE 8
C. ENSEIGNEMENT : 2010/2011 14
D. INFRASTRUCTURE SANTE 2010 15
E. SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE 16
3. TERRITOIRE ET APPARTENANCE 18
III. PROFIL DE LA POPULATION INTERROGEE 21
4. POPULATION RENCONTREE 21
1. ENVIRONNEMENT FAMILIAL 23
2. PARCOURS SCOLAIRE 26
3. PARCOURS PROFESSIONNEL 30
IV. RELATIONS 34
4. FAMILIALES ET PROCHES 34
5. PROFESSIONNELLES 38
6. POLITIQUES ET SYNDICALES 38
7. SOCIALES ET ASSOCIATIVES 39
V. ESPACES ET HABITATIONS 42
8. AMBIVALENCE DES QUARTIERS 42
9. LA MIGRATION DE LA FAMILLE A CASABLANCA 42
10. LOGEMENTS 43
11. FEMMES ET ESPACES 46
VI. VIE QUOTIDIENNE 49
12. SERVICES EXISTANTS 49
13. ACCEDER A L'ESPACE PUBLIC 54
14. UTILISER LES ESPACES MOBILES 59
VII. PERCEPTIONS ET REPRESENTATIONS 64
15. PERCEPTION DE LA VIOLENCE 64
16. PERCEPTIONS DE LA SECURITE 68
17. REPRESENTATION DE LA SOCIETE 73
VIII. CHANGER 78

18. COMMENT REDUIRE LA VIOLENCE 78
F. SOCIETE CIVILE 78
G. ECOLE 80
H. AGENTS DE SECURITE 82
I. MEDIAS 83
J. EMPLOI 84
K. COLLECTIVITES 85
19. COMMENT CHANGER 86
IX. CONCLUSION 89

I. Introduction

Le traitement sociologique de la thématique de la violence, dans un territoire donné, peut prendre plusieurs formes. Il est possible de la mesurer à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs construits à partir de données tirées de statistiques de différents ministères ayant des directions qui sont confrontées de façon quotidienne à la question de la violence et dont les plus importants sont ceux de la Santé, de l'Intérieur, de l'Education et de la Justice. Cette démarche permet grâce à la construction d'un certain nombre d'indicateurs de faire des mesures régulières aux temps T0, T1….et ainsi de mettre en relations les décisions prises afin d'opérer les correctifs nécessaires.

Néanmoins, cette approche, en apparence simple est difficilement réalisable, et ce pour plusieurs raisons qui interférent entre elles. D'abord la violence est étroitement liée à la question de la sécurité. De ce fait la construction des données concernant ces questions reste généralement confidentielle puisqu'elles font l'objet d'enjeux multiples : politiques, institutionnels et autres... Il est donc difficile d'obtenir des données quantitatives officielles qui sont fiables.

Ensuite, quand bien même on aurait ces données, elles seraient construites selon des critères qui correspondent aux objectifs du ministère considéré, chacun définissant un fait violent selon son approche. Et même si ces données étaient accessibles/publiques/disponibles elles ne feraient pas nécessairement sens dans la mesure où la violence serait définie différemment selon les objectifs des ministères commanditaires. Le traitement de ces données disparates demandera une harmonisation des approches, une certaine coordination. Chose difficile à réaliser étant donné les différences de parcours des uns et des autres : types de formation, cultures organisationnelles et modes opératoires des différents groupes concernés.

Pour illustrer cette situation, même la remarquable étude sur la prévalence de la violence, faite par le Haut Commissariat au Plan, avec tous les moyens qu'il peut mobiliser est perçue variablement par les différents acteurs politiques. Parler rationnellement de violence dérange. Mais traiter de violence à l'égard des femmes dérange encore plus.

Dans cette étude il ressort des données de l'enquête que, sur une population de 9,5 millions de femmes âgées de 18 à 64 ans, près de 6 millions, soit 62,8%, ont subi un acte de

violence sous une forme ou une autre durant les douze mois précédant l'enquête, 3,8 millions en milieu urbain et 2,2 millions en milieu rural.[1]

Ces chiffres objectivement construits mettront du temps pour être intégrés par différents acteurs sociopolitiques. Cela retardera finalement tout projet visant à mettre en place des actions réductrices de cette violence. Pourquoi donc une telle résistance ? La question de la violence se trouve à l'intersection des relations hommes/femmes. Elle touche des aspects anthropologiques profonds de différentes institutions souvent résistantes au changement. Son traitement nécessite une approche ou l'on tient compte des rôles assignés socialement aux hommes et aux femmes, des relations existantes entre eux et des différentes opportunités qui leur sont variablement offertes dans leur développement socio économique voire politique.

Ces hypothèses de départ impliquent une approche différentielle. Analyser des données sur la violence, c'est d'abord trouver, voire construire des données qui tiennent compte de la dimension genre. Pour cela il y a un recoupement à effectuer entre les nombreuses statistiques construites par des organismes étatiques et des données qualitatives qui viennent alimenter ces mêmes données.

La plupart des actes de violence se déroule dans des espaces opaques voire fermés et sous des formes nécessitant la plupart du temps un déchiffrement. Les victimes de ces actes sont rarement enclines à les exposer. Collecter et décoder ces données est donc un travail de longue haleine difficile à réaliser sans une certaine écoute et empathie.

C'est une approche qualitative qui sera construite dans ce travail quitte à la corréler par la suite avec des données quantitatives.

Ainsi pour comprendre la violence dans un environnement donné, il convient de récolter les informations les plus proches de la réalité, pour cela l'enquête de terrain est primordiale. Une fois ce travail réalisé les résultats peuvent être croisés aux données officielles existantes.

---

1 Etude sur la prévalence de la violence à l'égard des femmes .HCP 2011. L'ENVF a couvert l'ensemble du territoire national entre juin 2009 et janvier 2010. Elle a porté sur un échantillon de 8300 femmes âgées de 18 à 65 ans et sur les actes de violence qu'elles ont du subir au cours de l'année 2009. Elle s'est proposée pour objectif de mesurer la prévalence de la violence à l'égard de cette catégorie de femmes sous toutes ses formes et dans les différents cadres de vie où elle a été commise : public, social, familial, conjugal, extraconjugal, professionnel et éducatif. L'enquête tire son référentiel conceptuel de la déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes qui définit cette dernière comme « tout acte de violence contre le sexe féminin et causant ou pouvant causer un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou la vie privée ».

Il est donc nécessaire de partir de ce qui fait sens pour les individus. En d'autres termes comprendre les significations multiples des perceptions et des représentations des femmes et des hommes de la violence c'est aussi les circonscrire dans les différents espaces de vie de leurs territoires.

Une fois ces représentations cernées, il devient possible d'identifier les besoins des hommes et surtout ceux des femmes en termes de sécurisation de leur espace de vie. Cette identification devra s'effectuer en rapport avec le style de gouvernance menée dans leur territoire. Elle devrait se faire aussi en lien avec nombre d'aspects de la vie quotidienne : mobilité et liberté de mouvement, sécurité et violence, bien être, loisirs, santé, éducation, accès à l'information, participation à la vie communale, écoles, préscolaires, gardes des enfants.

La connaissance des attentes des femmes, leurs confrontations avec l'existant, leur vie de tous les jours, leur comparaison avec celles des hommes quant à la question de la réduction de la violence vécue permettra d'élaborer des pistes d'actions et des recommandations dans la perspective de la mise en œuvre de la régionalisation avancée.

Afin d'atteindre les objectifs précédemment cités voici la méthodologie opérationnelle préconisée. Elle privilégie tout d'abord une présentation sommaire de la préfecture de Sidi Bernoussi à travers les données existantes tirées du Haut Commissariat au plan et des différents travaux de chercheurs et d'ONG. Cette délimitation spatiale a pour objectif d'insérer les résultats obtenus à travers une démarche scientifique à un contexte ou territoire donné.

Par la suite une approche terrain, la rencontre avec les acteurs sociaux devraient permettre d'effectuer les comparaisons utiles avec la réalité sociale et comprendre ce qui fait sens pour les gens. Pour cela deux outils de recherche ont été mobilisés : le focus groupe et l'entretien semi directif.

Le premier permet de rencontrer des hommes et femmes impliqués dans la vie associative et sensibles à la question du genre. Ceci dans le but de réfléchir à la question de la violence dans la ville en général et ses répercussions dans la vie quotidienne des femmes, et de penser le changement.

Le second permet d'approfondir les questions posées lors des focus groupes de saisir le vécu des femmes dans leurs communes, de comprendre leurs perceptions de la violence et de la sécurité ainsi que leurs attentes spécifiques vis-à-vis des décideurs de leurs communes.

Enfin réaliser des entretiens semi directifs avec des hommes habitants la préfecture de Sidi Bernoussi pour comprendre leurs perceptions de la notion de violence envers les femmes. Il s'agit aussi de mesurer les décalages pouvant exister dans la représentation de la violence et de la sécurité du point de vue du genre. L'objectif étant de déceler les obstacles potentiels à la construction d'une réflexion tenant compte de la notion de genre.

II. De Casablanca à Sidi Bernoussi

1. Casablanca

Casablanca est la première métropole du Maghreb. En un siècle elle s'est rapidement développée en accueillant d'abord des migrants venus d'Europe et ensuite en intégrant des migrants de l'intérieur. Au fil du temps elle est devenue un carrefour où se rencontrent les populations de toutes les autres régions du Maroc. D'un point de vue urbain elle s'est construite par l'établissement de ceintures ou de zones périphériques successives où venaient s'installer des catégories sociales poussées pour des raisons économiques et sociales du monde rural vers la ville. Certaines populations étaient expulsées du centre de la ville vers la périphérie. Dans ce double mouvement plusieurs types de population se côtoient.

Durant plusieurs années la ville de Casablanca a vécu dans une situation de non respect des différentes tentatives de réglementation des espaces. Les zonages établis par différents intervenants publics sont souvent effectués à posteriori, pour constater une situation de fait plutôt que réellement transformer la ville.

Au sein de la ville se sont créés des espaces qui offrent des opportunités de survie à celles et ceux qui sont de passage ou nomades. Le transit peut parfois se transformer en installation provisoire qui devient définitive. Certains espaces sont devenus des lieux de passage et de transit, d'autres des lieux d'installation quasi définitive.

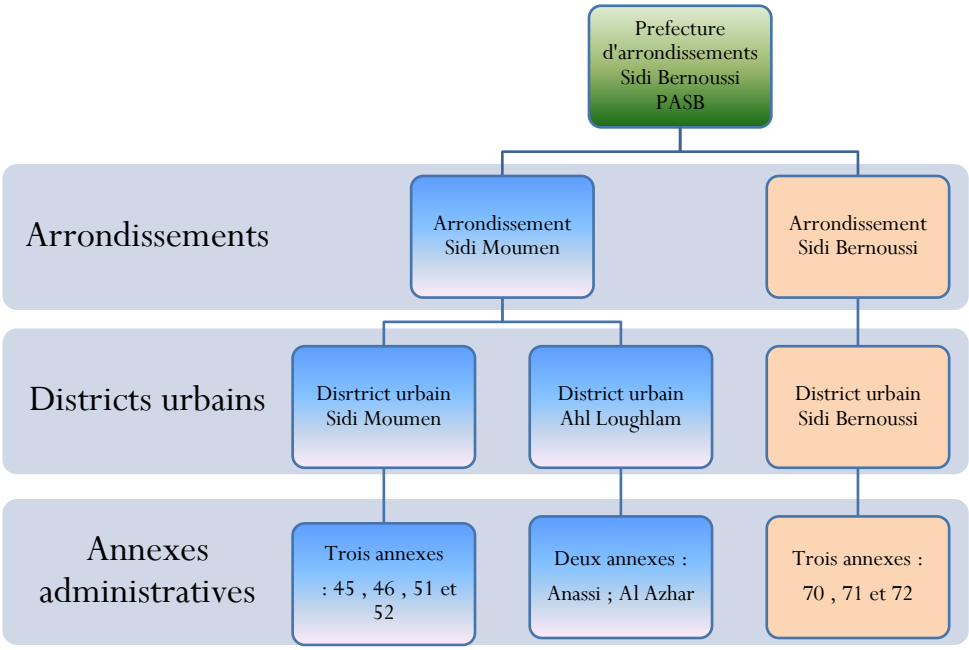
La ville offre de l'anonymat de façon rapide, elle permet à celles et ceux qui le veulent de se mouvoir dans un large espace urbain sans avoir à rendre compte à la famille et aux proches. A l'image des grandes métropoles, Casablanca permet une large mobilité et un mode de vie anonyme.

Cette configuration qui en principe devrait permettre aux individus une plus grande indépendance et une certaine autonomie a ses effets pervers.

Les personnes en situation de difficulté économique et sociale, à faible niveau scolaire voire analphabètes, sont souvent les plus vulnérables face aux différents types de violences existant.

2. La préfecture de Bernoussi Sidi Moumen

a. Découpage administratif



Le découpage administratif de 2003 avait pour but de mettre en place une nouvelle stratégie de gouvernance des territoires basée sur un partenariat public-privé associant tous les intervenants (Amajoud, 2006). Les programmes de l'Etat, ayant pour but la lutte contre la pauvreté et la précarité et principalement l'INDH, ont occasionné une nouvelle dynamique territoriale. L'importance donnée à la composante socio-économique a permis de relever des besoins sociaux et économiques. A côté des efforts de l'Etat, la société civile a participé au chantier social. Mais des difficultés structurelles handicapent encore ses efforts et les améliorations sont parfois palpables mais continuent à être insuffisantes.

b. Populations et espace

L'arrondissement de Sidi Moumen bénéficie d'une surface lui offrant des possibilités d'extension vers l'est. L'énorme développement immobilier à Sidi Moumen n'a été possible que grâce à la disponibilité de vastes terrains parfois agricoles transformés dans le tissu urbain de l'arrondissement. Par contre l'arrondissement de Sidi Bernoussi a une extension limitée par la zone industrielle vers l'ouest et l'autoroute Casa-Rabat vers l'est. L'ancien Bernoussi a fait son

extension vers le nord à travers le quartier Al Qods. En général la population de la préfecture Sidi Bernoussi est d'une densité moyenne par rapport à celle de la préfecture de Casablanca.

Superficie des deux arrondissements de la PASB : 38,28 Km2	
Sidi Bernoussi	11,99 Km2
Sidi Moumen	26,29 Km2

La population de Sidi Moumen est la plus importante. Les projets de recasement de bidonvilles et d'investissements immobiliers ont constitué des opportunités d'installation et de réinstallation de la population. Celle de Sidi Bernoussi se caractérise par un flux relativement stable constitué par les entrées et les sorties de migrants attirés aussi bien par les avantages de locations disponibles que par les opportunités qu'offre la zone industrielle de Bernoussi.

Une grande population de Sidi Moumen habite sommairement. Malgré les efforts de recasement des bidonvilles, le nombre des ménages de ces habitations augmente. Paradoxalement, la population, de ces bidonvilles qui devraient logiquement diminuer à travers ces opérations de relogement, augmente. Souvent, les enfants d'un ménage en bidonville fondent eux aussi d'autres ménages au sein des bidonvilles. En 2004 d'après un recensement non officiel, la population des bidonvilles de Sidi Moumen s'élève à 73341 (Amajoud, 2005) .

Population des deux arrondissements de PASB 2010 : 482 672	
Sidi Bernoussi	183 018
Sidi Moumen	299 654

Population par groupe d'âge, sexe et arrondissement						
RGPH2004	**Sidi Bernoussi**			**Sidi Moumen**		
	masculin	féminin	Total	masculin	féminin	total
0-4 ans	6883	6902	13785	14982	14640	29622
5- 9 ans	6641	6703	13344	14317	14114	28431
10- 14 ans	7023	7085	14108	14584	14382	28966
15- 19 ans	7613	7595	15208	14287	14425	28712
20- 24 ans	8364	8782	17146	14118	15090	29208
25- 29	7675	8507	16182	11859	13621	25480
30- 34 ans	7183	7857	15040	11158	13005	24163
35- 39 ans	6354	6776	13130	10217	11678	21895
40- 44 ans	5812	6447	12259	10563	10925	21488
45- 49 ans	5100	5108	10208	9237	7906	17143
50- 54 ans	4330	3630	7960	7205	5255	12460
55- 59 ans	2356	2287	4643	3419	3010	6429
60- 64 ans	1760	1959	3719	2411	2645	5056
65- 69 ans	1131	1569	2700	1471	1799	3270
70- 74 ans	1109	1325	2434	1320	1568	2888
75 et plus	1519	1346	2865	1450	1807	3257
Non déclarés	85	59	144	106	103	209
Total	80938	83937	164875	142704	145973	288677

Il existe une différence dans la pyramide des âges entre les arrondissements de Sidi Bernoussi et de Sidi Moumen. Ce dernier a une pyramide aplatie par le bas et qui confirme la prédominance des enfants et des jeunes parmi la population. Par contre l'arrondissement de Sidi Bernoussi a une population plutôt gonflée par le milieu centré sur les 20-24 ans. La structure démographique de Sidi Moumen ressemble à une forme rurale ou semi-rurale au Maroc, par contre celle de Sidi Bernoussi ressemble à une structure typiquement urbaine.

		Sidi Bernoussi	Sidi Moumen
Population	population	164 875	288677
	ménages	33562	58029
	Taille moyenne	4,9	5,0
Type d'habitat	villa	4,1	0,3
	appartement	12,9	44,6
	Maison marocaine	71,5	17,1
	Habitat sommaire	7,2	34,9
	Logement type rural	0,0	0,2
	autres	4,3	3,0
Statut d'occupation	propriétaire	53,6	82,2
	locataire	34,0	10,3
	autres	12,4	7,4
Âge logement	Moins de 10 ans	10,4	48,3
	Entre 10 et 19 ans	27,4	17,5
	Entre 20 et 49 ans	56,7	31,7
	50 ans et plus	5,4	2,6
Pers./pièce		1,6	1,9
Equipements de base	cuisine	84,2	84,4
	W.C	97,8	96,4
	Bain	44,1	49,1
	Eau potable	90,4	67,9
	électricité	97,4	94,5
Evacuation des eaux usées	Réseau public	93,2	77,7
	Fosse sceptique	2,4	7,0
	autres	2 ,2	13,0
Autres équipements	Télévision	93,3	92,8
	Parabole	53,5	41,7
	Téléphone fixe	32,2	18,6
	Téléphone mobile	80,0	76,2

Conditions d'habitations des ménages, RGPH2004

L'habitat à Sidi Bernoussi se caractérise par sa diversité avec la prédominance de la maison de type marocain. L'extension de l'ancien Sidi Bernoussi vers le Nord a favorisé la construction de villas et d'appartements essentiellement dans le quartier Al Qods. Mais malgré les efforts de recasement au profit de populations mal logées, plusieurs poches d'habitats sommaires continuent d'être présentes au milieu du tissu urbain Sidi Bernoussi. Prenant le nom de Douar ou de Kariane. Cet habitat sommaire contraste fortement avec les villas et les appartements qui les entourent.

L'arrondissement de Sidi Bernoussi est plutôt locatif. Le cercle de l'offre et de la demande fait de Bernoussi un quartier qui offre des produits diversifiés à une population à la recherche d'un logement de transit ou définitif. Face à la rareté et l'augmentation des prix de l'immobilier, Sidi Bernoussi a été et est encore une destination importante des familles qui ne peuvent acquérir un appartement ou qui veulent améliorer leur habitat à des prix abordables.

Cette attractivité se fait aussi pour une population de migrants précaires, hommes et femmes, qui doivent trouver un logement compatible avec leurs faibles revenus.

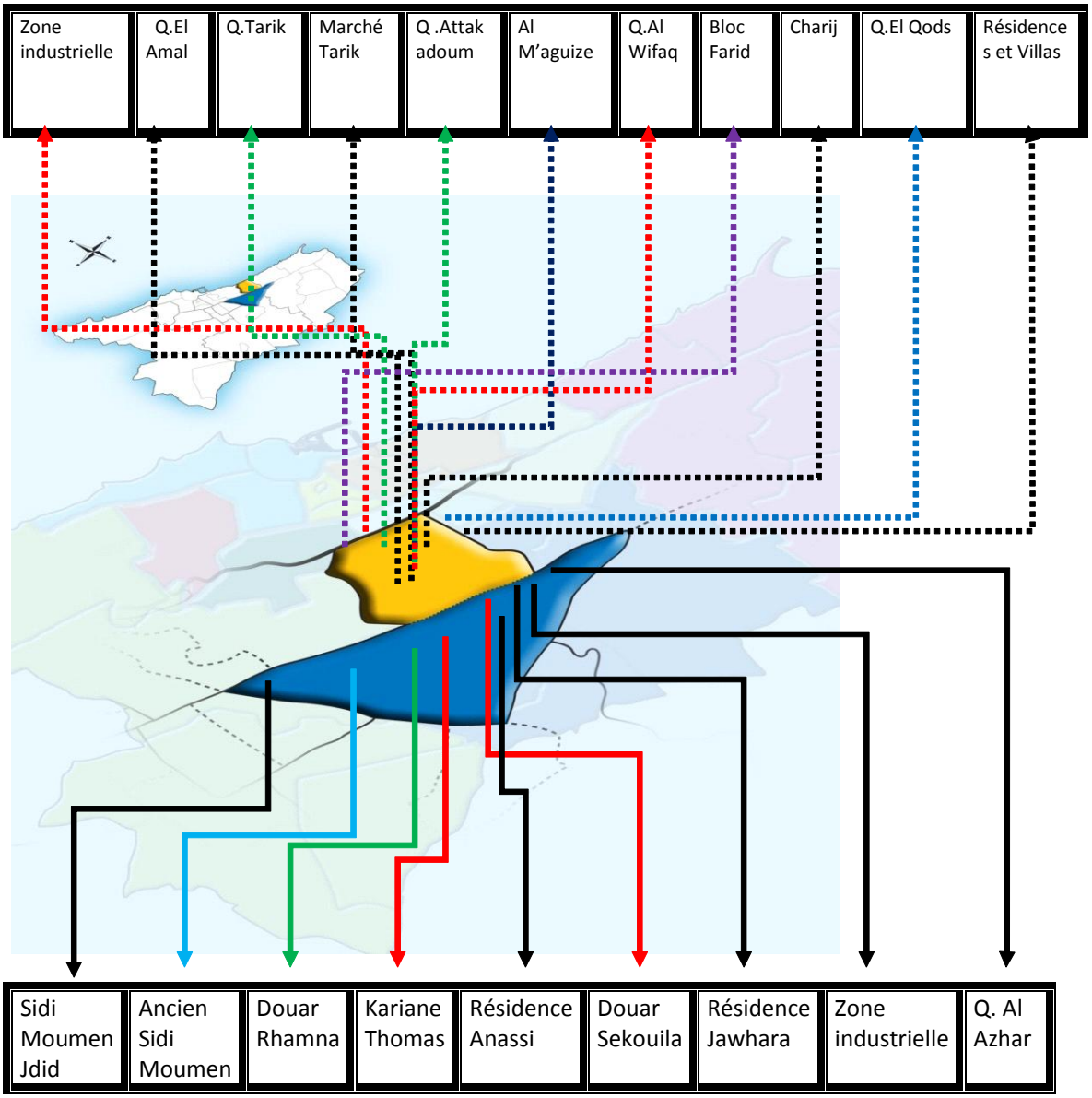
Bien que les statistiques officielles ne permettent pas d'affiner la description des modes de location, la location des lits ou «seddari » est une pratique locative courante dans plusieurs arrondissements de Casablanca. A Sidi Bernoussi, certains quartiers tels que «Lem'aguizes » ou « Bloc Farid » sont le lieu d'un marché locatif très important. On y trouve des appartements, des chambres et des lits à louer.

A Sidi Moumen le locatif est moins développé, car on est souvent propriétaire soit de son propre appartement soit de son habitat sommaire. Les programmes de recasement ont permis à une grande population d'accéder à la propriété d'appartement à des prix abordables et subventionnés par l'Etat. Mais l'essor immobilier de Sidi Moumen a aussi attiré plusieurs familles du tout Casablanca qui voulaient accéder à la propriété. Le projet Anassi a attiré une importante population hétérogène aspirant à la propriété.

La propriété d'un habitat sommaire est souvent très convoitée par des familles qui veulent bénéficier des programmes de recasement initiés par l'Etat. En effet, l'achat d'un «numéro» (nemra) dans un Kariane ou un groupement d'habitat décrit comme sommaire, est un investissement à moyen et à long terme. La convoitise de ce passage, soutenu et subventionné en majorité par l'Etat, entre habitat sommaire et appartement a donné naissance à un marché de ventes et d'achats de propriétés, officieuses « numéros », de ces habitats sommaires.

Carte de Bernoussi Sidi Moumen avec quelques lieux importants.

Sidi Bernoussi



Sidi Moumen

c. Enseignement : 2010/2011

	Sidi Bernoussi			Sidi Moumen		
	Nombre d'unités	Inscrits		Nombre d'unités	Inscrits	
		Masculin	Féminin		Masculin	Féminin
Préscolaire traditionnel (écoles coranique)	63	1402	1381	85	2496	2622
Préscolaire moderne	14	519	495	30	1321	1126
Préscolaire public	19	346	394	16	419	443
Primaire public	21	6001	5857	35	17369	16694
Primaire privé	19	2706	2412	36	5555	4973
Collège public	6	3615	3463	19	10764	10483
Collège privé	8	723	601	11	626	552
Qualifiant Lycée public	6	3502	4153	11	7243	8565
Qualifiant Lycée privé	6	968	801	3	108	104

Le préscolaire traditionnel (écoles coraniques) est fort présent, surtout dans l'arrondissement de Sidi Moumen. Cette importance peut être due à l'accessibilité financière et géographique de ce type d'école. En effet, les frais de scolarité sont souvent abordables pour des populations modestes et de plus ces écoles sont intégrées dans plusieurs zones d'habitation même dans celles qui sont précaires. La part du préscolaire public est très faible malgré l'importance qui lui a été officiellement reconnu comme fondement d'un meilleur parcours scolaire.

Sidi Moumen connait les plus grands effectifs d'élèves, du primaire au lycée. Cette importance est compatible avec une pyramide des âges qui est élargie par le bas. L'effort des dernières années pour la scolarisation obligatoire par l'Etat explique l'importance de tels effectifs dans le primaire.

Plusieurs jeunes de la préfecture de Sidi Bernoussi s'orientent vers la formation professionnelle. Cette offre consiste en cinq Instituts supérieurs de technologies appliquées (ISTA), un centre de formation professionnelle (CFP), deux foyers féminins et plusieurs centres de formations privés.

d. Infrastructure Santé 2010

		Sidi Bernoussi		Sidi Moumen	
Hôpital public	Polyclinique CNSS	1	0	0	0
Centre de santé		3		8	
Médecins publics		62		30	
Chirurgien dentiste public		1		0	
Gynécologue public		4		0	
Pneumo-phtisiologue public		2		0	
Infirmier diplômé d'Etat		86		20	
Infirmier	auxiliaire	16		19	

La couverture médicale de la préfecture en médecins publics demeure faible. Plusieurs spécialités et services n'existent pas. La population est souvent obligée de se diriger soit vers le secteur privé soit vers d'autres structures publiques plus importantes se trouvant à Casablanca tel que le CHU Ibn Rochd.

Centres de santé à la préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi		
Sidi Bernoussi 3	Bernoussi	CSU
	Amal II	CSU
	Bernoussi	CRPF
Sidi Moumen 8	Ahl Logglam I (Azhar)	CSU
	Anassi	CSU
	Sidi Moumen	CSU
	Ahl Logglam II	CSU
	Walaa (Tacharouk)	CSU
	Wahaa	CSU
	Essalam I	CSU
	Essalam	CSU

CSU : Centre de santé de santé urbain CRSR : Centre de référence en santé reproductive

Malgré la présence de ces centres de santé, la préfecture de Sidi Bernoussi a enregistré en 2010 une forte prévalence de la tuberculose avec 661 cas, avec les préfectures de Casa Anfa (653 cas), Hay Hassani (625 cas) et Al Fida (560 cas). C'est le territoire le plus touché par la tuberculose dans le Grand Casablanca. Aussi bien les formes de l'habiter, la précarité de certains logements ainsi que la dynamique migratoire des populations peuvent participer à cette prévalence.

La préfecture comporte six maisons de jeunes avec une capacité de 1850 individus dont 2 à Sidi Bernoussi et 4 à Sidi Moumen, une garderie d'enfants avec une capacité de 76 enfants à Sidi Bernoussi, un foyer féminin avec une capacité de 220 bénéficiaires. Le terrain de football le plus important est celui de *Sidi Bernoussi* qui est en même temps le terrain du club de football Rachad El Bernoussi. Le complexe culturel Hassan Skalli à Sidi Bernoussi et le centre culturel de Sidi Moumen offrent des espaces d'activités culturelles diverses mais restent insuffisants pour répondre à la demande des jeunes.

L'Entraide Nationale est fortement présente dans la préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi. Les 15 centres de cet établissement public profitent à 1170 bénéficiaires dont 271 à Sidi Bernoussi et 899 à Sidi Moumen. Deux garderies d'enfants d'une capacité de 106 enfants et une maison d'enfants accueillant 278 bénéficiaires participent à combler le vide qui existe par rapport à ces structures. Deux établissements de prévoyance sociale, un asile de personnes âgées et deux centres pour handicapés dont un à sidi Bernoussi et un autre à Sidi Moumen renforcent les espaces de soutien social à des catégories spécifiques de la population.

L'Entraide Nationale participe aussi à la formation professionnelle avec un centre d'initiation professionnelle et deux centres de formation par apprentissage.

e. Situation socio-économique

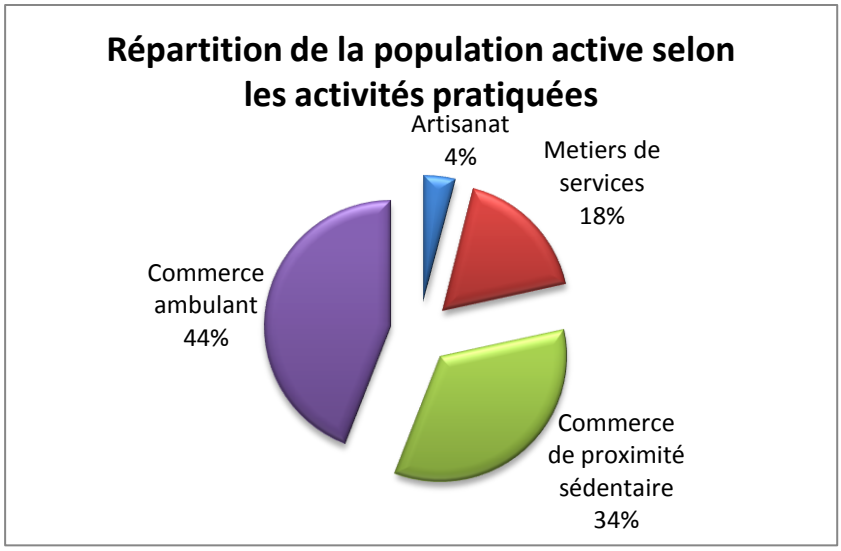
Sidi Moumen est l'un des territoires qui a attiré le plus de migrants dans le Grand Casablanca. Certaines régions sont un point de départ important de migrants tel que la province de Settat. La proximité de cette province et les possibilités de l'habiter (réglementaire ou sommaire) qu'offrait Sidi Moumen sont parmi les facteurs de cette attractivité.

La zone industrielle de Sidi Bernoussi est parmi les zones industrielles les plus importantes à Casablanca. Se situant comme un prolongement de la zone industrielle de Aïn Sebaa et Roches Noires, cette zone absorbe de la main d'œuvre et se positionne comme un pôle d'emploi régional et national attirant et retenant un grand nombre d'hommes et de femmes. Selon l'association principale des industriels de la Zone Industrielle de Sidi Bernoussi (Association Izdihar 2) près de 600 unités sont installées dans le parc d'activités sur une superficie de 1.000 ha. Ces entreprises génèrent un chiffre d'affaires de plus de 67 milliards MAD par an et emploient 50.000 salariés. Les industries du textile et cuir, IMMEE (industrie métallique, métallurgique, électrique et électronique) et l'industrie chimique et para-chimique sont les plus dynamiques dans cette zone.

[2] http://www.izdihar.ma/zone_chiffres.php

Au sein de la population active, la catégorie socioprofessionnelle prédominante dans la préfecture de Sidi Bernoussi est celle des salariés du secteur privé. Une part importante de cette population est féminine. Mais bien que le taux d'activité de la préfecture de Sidi Bernoussi soit assez proche de la moyenne de la préfecture de Casablanca et soit au dessus de la moyenne nationale, la population inactive demeure assez importante. Parmi les jeunes l'inadéquation entre formation et offres du marché de travail local est parmi l'une des causes du chômage des jeunes (USAID, NEF, Abderebbi,2009)[3].

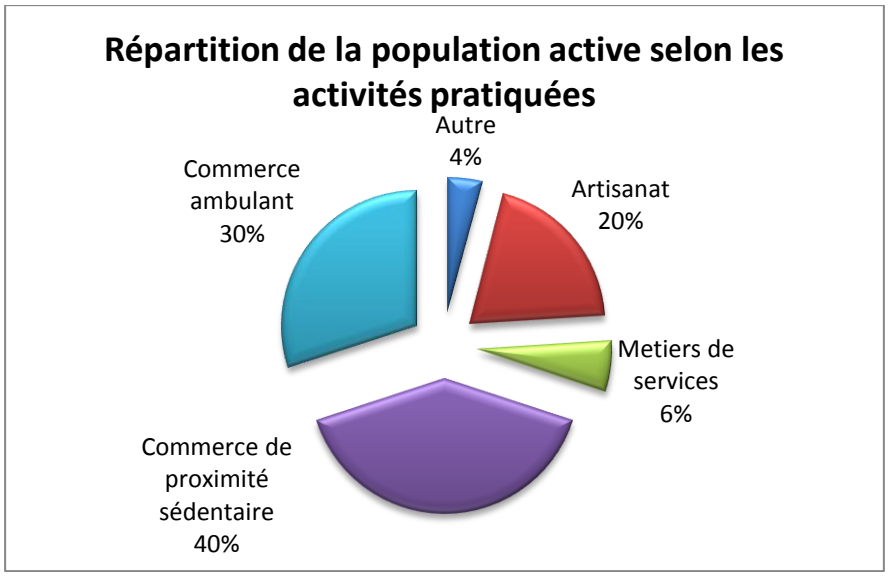
L'industrie est le secteur le plus développé dans la préfecture et le commerce vient en seconde place. Mais comparé à d'autres préfectures à Casablanca, ce commerce est peu développé. Le commerce ambulant est côte à côte avec le commerce sédentaire de proximité.



Douar Sekouila /Sidi Moumen (USAID; NEF, 2009)

Le commerce ambulant et le commerce de proximité sédentaire se partagent l'activité commerciale.

[3] Etude d'évaluation du marché de l'emploi et des besoins et exigences en matière de formation professionnelle, projet de renforcement des capacités des jeunes des quartiers pauvres de la région de Casablanca , USAID, Near East Foundation, Mhammed Abderebbi, juin 2009.



Kariane Thomas /Sidi Moumen (USAID/NEF,2009)

3. Territoire et appartenance

Le concept de territoire permet de relater les liens d'appartenance que des individus ou des groupes entretiennent vis à vis de leur ville. L'intensité de leur lien et leur variabilité d'un lieu à l'autre.

Le territoire suppose une appropriation de l'espace par les individus ou les groupes. Cette appropriation s'opère sous trois dimensions : celle du lieu de vie, celles de l'espace créateur de richesse celles du lieu de loisir. C'est grâce à une centralité coordinatrice que leur harmonisation peut se faire. Les individus s'identifient à un territoire lorsque les conditions d'harmonisation de ces trois dimensions existent et quand elles se traduisent par une histoire partagée qui permet au territoire de devenir l'expression au sol des sociabilités

Une ville comme Casablanca est multi territoriale. L'identification des individus à un territoire donné varie selon leurs attractivités. On bascule d'un territoire à l'autre.

A Sidi Bernoussi les notions d'ancien et de nouveau sont importants. Des territoires prennent le nom d' « ancien » : Lekdim tel que Bernoussi Lekdim et Sidi Moumen Lekdim. Cet aspect d'ancienneté est rattaché à une histoire, une mémoire. A Sidi Bernoussi il y a une séparation entre le quartier ancien et les nouveaux quartiers. Par exemple le quartier Al Qods est un nouveau quartier qui prend l'aspect d'un quartier dortoir, un quartier fermé. Les habitants de Al Qods sont obligés d'aller à la partie ancienne de Sidi Bernoussi pour faire des courses, pour

se distraire et surtout pour se déplacer vers d'autres quartiers de Casablanca. Sidi Bernoussi Lekdim a ici la fonction d'un Hub, un pôle centralisateur qui connecte le reste du quartier avec Casablanca.

Cette ancienneté est aussi un aspect de mémoire. Sidi Bernoussi Lekdim porte la mémoire des événements de 1981 et toute la charge affective voire mythique du quartier.

A Sidi Moumen c'est la même logique d'ancien /nouveau qui est en place. Mais à Sidi Moumen la dimension d'ancienneté est liée à la mémoire de pauvreté, de précarité et de désespoir. Dans un site internet ou tout le monde peut mettre des noms des lieux sur une carte satellite on peut lire sur le territoire délimitant l'ancien Sidi Moumen : « Sidi Moumen Dyal Bessah », c'est-à-dire : le vrai Sidi Moumen, l'authentique. Cette authenticité est opposée à un Sidi Moumen nouveau, construit en dur avec des logements à petite surface mais modernes. L'ancrage de cette ancienneté est rattaché à une triste mémoire, celle des événements du 16 mai 2002.

A Sidi Bernoussi les territoires sont aussi segmentés en ceux qui sont sécurisés et ceux qui ne le sont pas. Les appellations non officielles des lieux étiquettent et classifient les endroits à risque. Si les noms de rues, de quartiers et de places sont gravés dans une signalétique discrète, les personnes utilisent une nomenclature différente et des appellations significatives. Ainsi des lieux sont classés comme risqués, fiefs de crime et de dangers en tout genre. Par contre d'autre sont plus attractifs et moins risqués.

Le cycle diurne/nocturne est un cycle fortement organisateur de cette dangerosité. Certains de ces endroits sont infranchissables la nuit, le coucher de soleil prenant la forme d'un portique d'ouverture et de fermeture de ces espaces.

L'attrait foncier de Sidi Bernoussi a fait que plusieurs projets immobiliers se sont implantés sur la préfecture. Au quartier Al Qods des résidences de standing et des villas avoisinent des endroits moins aisés tel que le quartier Addebane « les mouches ». Ces résidences fonctionnent dans une sorte de communauté fermée, des « gated community » qui isolent et s'isolent dans l'espace du quartier. Toutes les conséquences sociales de cette segmentation sont visibles à travers les histoires de crimes, de vols et d'agressions quotidiennes et qui sont imputées principalement aux délinquants habitant les « mauvais quartiers ».

L'attractivité de Sidi Bernoussi pour un nombre important de migrants et de migrantes lui donne un aspect de territoire migratoire. La location est la forme prédominante d'habitation de ces migrants. Des quartiers entiers de Sidi Bernoussi sont désignés comme des quartiers de migrants et de migrantes. L'opposition migrant/non-migrant est parfois mal négociée et quand elle l'est, elle se fait dans la violence et dans la domination voire la persécution des migrants et migrantes. Par exemple, l'utilisation de l'espace par les migrantes est centrée sur le trajet : lieu de travail (usines de la zone industrielle) – habitation. L' « étiquetage » des locaux impose à ces migrantes un mode de comportement et de conduite implicite.

III. Profil de la population interrogée

4. Population rencontrée.

L'enquête sur le terrain s'est effectuée en deux temps. Il a fallu d'abord organiser des focus groupes avec des acteurs associatifs, hommes et femmes pour mieux cerner la problématique et après des entretiens semi directifs ont été réalisés. Au départ 35 entretiens étaient prévus, par la suite nous sommes arrivés à 52 (27 hommes et 25 femmes). Le différentiel est quelque part lié à la question du genre. Il est plus difficile de réaliser des entretiens d'une heure ou deux avec des femmes. Ces dernières ont moins de disponibilité.

Le choix de rencontrer et de questionner des acteurs associatifs répond à une question d'ordre méthodologique. Un associatif est connecté à une population diversifiée. Il n'est pas seulement encastré dans la catégorie sociale à laquelle il appartient. Il est de par son activité associative en contact avec d'autres couches sociales. En questionnant des associatifs sur leurs perceptions, on a des chances de toucher d'autres couches sociales.

Dans une approche méthodologique quantitative il est possible de toucher un effectif étendu de personnes. En choisissant un échantillon représentatif d'une population donnée, utilisant par conséquent des outils statistiques, on peut avoir des tendances de groupes par rapport à la question qui nous intéresse : la violence à l'égard des femmes. La méthode qualitative est basée sur l'entretien, la population est automatiquement réduite. Rencontrer des acteurs associatifs, syndicaux ou politiques est un choix médian. Il est toutefois nécessaire de donner un aperçu sur la population interrogée.

Croisement sexe/situation familiale

	Marié	Célibataire	Divorcé	Total
Masculin	19	7	1	27
Féminin	13	10	2	25
Total	**32**	**17**	**3**	**52**

La population rencontrée est majoritairement mariée, les personnes divorcées sont rares.

Croisement sexe/enfants

	Avec enfants	Sans enfants	Total
Masculin	18	9	27
Féminin	10	15	25
Total	**28**	**24**	**52**

La majorité des personnes rencontrées a des enfants.

Croisement sexe/niveau d'étude

	Université	Lycée	Collège	Primaire	Total
Masculin	17	7	2	1	27
Féminin	10	13	1	1	25
Total	**27**	**20**	**3**	**2**	**52**

La majorité des personnes rencontrées est de niveau universitaire, une vingtaine a le niveau du lycée, très peu sont du niveau du collège ou celui du primaire.

Croisement sexe/tranche d'âge

	20/29	30/39	40/49	50/59	Plus de 60	Total
Masculin	5	4	6	9	3	27
Féminin	7	6	5	6	1	25
Total	**12**	**10**	**11**	**15**	**4**	**52**

Les différentes tranches d'âge sont représentées. Les personnes âgées le sont moins.

Croisement sexe/lieu d'habitation

	Sidi Bernoussi	Sidi Moumen	Total
Masculin	15	12	27
Féminin	17	8	25
Total	**32**	**20**	**52**

La majorité des personnes rencontrées est originaire de Sidi Bernoussi.

Le profil de la population rencontrée ne répond pas à un échantillonnage préalable, pour la simple raison que cet aspect n'est pas recherché dans une étude qualitative. Le choix a été fait en considérant que les acteurs associatifs sont en contact avec une population diversifiée.

1. Environnement familial

Les interviewés appartiennent à différentes couches sociales. Dans la majorité des cas, ce sont des personnes issues d'un environnement modeste, voire même pauvre pour certains enquêtés. Au sein des plus vieilles générations le modèle familial se présente de la sorte : la famille est nombreuse, les filles sont pour la plupart destinées à devenir femmes au foyer, elles fréquentent donc très peu l'école et les garçons quant-à eux, ne continuent que rarement leurs études pour suivre des formations professionnelles. Ils sont dans la majorité des cas mariés, ayant 3 à 4 des enfants scolarisés, souvent au niveau du supérieur.

« Ma famille est nombreuse comme c'est le cas des familles marocaines traditionnelles, les garçons représentent un tiers, les filles les deux autres tiers. Les filles sont plus nombreuses que les garçons...malheureusement les filles n'ont pas été scolarisées, la famille marocaine n'instruisait pas les filles ». (E 37, homme, 55 ans)

Les parents des enquêtés, sont généralement analphabètes. La mère est très souvent femme au foyer. Pourtant, c'est généralement elle qui s'occupe de la scolarité des enfants et de leur suivi à l'école. Le père est le seul pourvoyeur de la famille, il est aidé par ses enfants lorsqu'ils arrivent à trouver un poste de travail.

Dans la majorité des cas, les grands parents des interviewés ne sont pas originaires de Casablanca. Ils restent souvent dans leur milieu d'origine. La migration vers la ville s'est effectuée par leurs enfants. Les hommes migrent pour rechercher un travail à Casablanca ou suite à une affectation ministérielle. Pour les femmes, elles migrent à Casablanca surtout après leur mariage, elles y viennent pour rejoindre leurs époux.

Chez la plus jeune génération la fratrie a tendance à être plus réduite. Les enfants sont tous allés à l'école et leur niveau d'instruction est même souvent supérieur au Baccalauréat. Ceux qui n'ont pas suivi une formation universitaire, ont opté pour une formation professionnelle.

Le parcours migratoire est souvent entrepris par les enfants, notamment le fils ainé. Ce dernier occupe parfois la place du père surtout après son décès en prenant en charge l'ensemble de la famille.

« J'ai assumé la responsabilité de ma fratrie jusqu'à ce que les frères et sœurs ont grandi, se sont mariés, et ont eu leur propre logement. Dés que j'ai eu mon brevet j'ai migré à Casablanca le temps de m'installer, de trouver un logement et un travail et j'ai fait venir mes parents. Je me rappelle bien que c'était le jour de l'an de 1975. On a habité le bidonville à Sidi Moumen, après nous avons changé de baraque, de bidonville mais pas de région. C'est là où j'habite toujours à Douar Rhamna… J'ai quatre frères et cinq sœurs ».

Vivre à Casablanca n'implique pas forcément le partage des valeurs du milieu urbain. En effet, les parents demeurent souvent attachés aux valeurs communautaires de leur milieu d'origine. Cet attachement se manifeste entre autre par les visites fréquentes de la grande famille et par le pouvoir délégué par les parents au frère ainé au sein de la maison. La bénédiction des enfants par leurs parents est étroitement liée à l'obéissance de ceux-ci et leur soumission aux coutumes sociales.

« C'est vrai que mon père est arrivé très tôt à Casablanca mais il a gardé des relations très étroites avec son espace d'origine qui est un espace rural et traditionnel, de la région des Mzamza à Settat ». (E Homme)

« Mes parents sont casablancais, je suis née à Casablanca, née dans un quartier populaire, il est connu par Hay Mohammadi »

« Je ne suis pas de Casa, je suis de Meknès et je me suis mariée à Casa à l'âge de 21 ans ».

Habiter à Sidi Moumen c'est vivre dans un environnement où le taux de chômage est élevé et où les conditions de vie sont précaires. Habiter à Sidi Moumen c'est vivre dans un environnement où le taux de chômage est élevé et où les conditions de vie sont précaires. Les populations sont souvent obligées d'arrêter leurs études pour travailler ou avoir un job précaire afin de subvenir aux besoins de toute la famille.

En parlant de leur environnement familial, certains interviewés mettent en relief les principales difficultés marquantes de leur enfance et jeunesse. Les retombées néfastes du quartier habité sur leurs personnalités et leur parcours scolaires reviennent souvent. Sidi Moumen et Al Qods sont des exemples de quartiers caractérisés par la déviance et la violence présentes dans l'espace extérieur, s'incrustant aussi dans leur espace privé.

Très souvent après le mariage, la tendance est celle d'avoir un logement personnel. Quand ce n'est pas possible, on continue à habiter chez les parents après le mariage, même en ayant plusieurs enfants. La famille communautaire patrilocale dans les couches populaires est souvent une solution économiquement rationnelle dans le sens où une famille, nombreuse ou pas, vit chez le père du mari le temps d'acquérir son indépendance. C'est une situation qui peut perdurer tant que le ratio avantages/inconvénients demeure positif.

Les interviewés masculins parlant de leur environnement ont tendance à évoquer la migration, les difficultés économiques et financières vécues. Même quand ils parlent de leur famille, père mère et sœurs, c'est en relation avec cet ensemble de difficultés. Chez les interviewées féminines, la tendance change, la famille est observée sous un autre angle.

Parlant de leurs parents, les femmes célibataires focalisent leur discours sur les rapports de force qui s'installent au sein de la famille. Ces rapports s'exercent essentiellement par le père.

Il est décrit comme étant ‘conservateur’ et ‘dur’. Il transfère son pouvoir aux fils qui exercent à leur tour un pouvoir sur les sœurs. Le pouvoir du frère au sein de la maison se renforce lorsque ce dernier est indépendant financièrement.

« Mon père était dur et très sérieux ».

« En l’absence de mon frère, c’est moi qui ouvre s’il y a quelqu’un à la porte. Par exemple, ma mère peut intervenir dans les discussions. Mais une fois que mon frère arrive à la maison, il a 4 ans ? C’est nous qui devons le servir, on lui laisse la grande part de ce qu’on mange, c’est lui qui tient la télécommande de la TV et du DVD, si quelqu’un frappe à la porte c’est lui qui ouvre la porte, il acquiert un pouvoir supérieur à celui de mon père, c’est parce que c’est lui qui remplacera mon père (الخلافة) surtout qu’il est indépendant financièrement ».

Les femmes mariées, quand à elles, ont plus tendance à parler davantage de leurs enfants et à mettre en valeur leur réussite scolaire et professionnelle. Pour elles, avoir des enfants réussissant dans leurs études et carrières est un indicateur de la réussite de leur rôle de mères, comme objectif de leur vie.

« Mes frères sont à l'étranger, mes fils aussi étaient là-bas; j'ai trois enfants, M1 a 31ans est marié, il est gérant d'Hôtel à l'étranger, F1 a 27 ans et travaille dans le domaine de l'aviation, il a un diplôme de l'étranger mais il n'a pas pu travailler ici parce que son équivalent n'est pas reconnu; et M2 a 25 ans c'est un joueur en Espagne mais la crise économique l’a obligé à rentrer et maintenant il reste juste à la maison sans rien faire. Mon mari a sa retraite, il a travaillé dès 1981, je suis mariée en 1979, on a eu le premier enfant en 1981 ».

« J’ai deux filles et un garçon, mes enfants ont tous fait des études supérieures »

Les parents des interviewées sont généralement analphabètes. Le père est le principal pourvoyeur de la famille tandis que la mère est toujours femme au foyer. Le discours se focalise surtout sur la mère. Le fait que la mère soit analphabète et femme au foyer est conçu comme une évidence par les interviewées.

« Mon père est commerçant, ma mère est bien évidement femme au foyer »

« Ma mère s’occupait de la maison bien sur comme toutes les mères »

Contrairement à la génération des parents qui tendaient à maintenir le lien avec la grande famille et avec le lieu d’origine, les relations familiales ont de plus en plus tendance à se distendre.

« Mes parents tiennent beaucoup à leur famille. Les oncles et les tantes et leurs fils sont souvent présents parmi nous. L'échange de visites ne cesse pas. La grande famille c'est sacré pour mes parents. Moi personnellement je ne trouve pas de grand plaisir à rester trop avec eux. Il n y a pas vraiment quoi partager entre nous. Donc je préfère les saluer quand ils sont chez nous et puis vite retourner dans ma chambre. Mon petit frère fait presque la même chose ».

Par contre, quant il s’agit de la belle famille, le ton change, il est plus conflictuel. La famille patrilocale, sur 2 ou 3 générations, a tendance à arranger le père, et à déranger la mère. Les femmes dans une situation communautaire cherchent à déménager au plus vite afin d’éviter les confrontations quotidiennes.

« Je me suis mariée traditionnellement, mon mari est mécanicien, nous avons habité avec ses parents pendant longtemps mais quand mon beau frère s'est marié, on a eu des problèmes avec sa femme et on a dû acheter un appartement et déménager ».

« Je me suis retrouvée avec une belle mère folle amoureuse de son fils et chaque jour j'avais un bouleversement militaire à la maison. Je me trouvais à me défendre à chaque fois. Par coïncidence, j'ai su que les professeurs émigrent pour travailler et j'ai demandé à mon mari qui est professeur de partir dans un autre pays pour quelques années (bi3ta). Il a accepté et a postulé et son dossier a été sélectionné pour aller à Oman. Là bas j'ai tout repris, j'ai fait une formation et j'ai eu un diplôme d'assistante sociale et j'ai travaillé, on est resté 10 ans »

Les femmes interviewées dressent souvent une image conformiste de la mère comme étant mariée traditionnellement, docile et pouvant éventuellement accepter la violence du mari. Cette même mère joue un rôle central au sein de la famille. Elle s'occupe de l'éducation et la scolarité des enfants.

« Mon père a épousé ma mère parce que les berbères portaient des vêtements couvrant tout leur corps (mratyat), qui ne lèvent pas la tête (makayhzouch rass). C'est essentiellement pour ça que mon père a épousé ma mère. Lorsque l'homme veut se marier il cherche le nassab connu par la docilité des femmes, qui peuvent être battues sans qu'elles se lamentent…Mon père l'a choisie parce qu'elle est berbère 'chelha' et sa famille n'était pas sur Casa, elle était à Agadir, donc même s'il lui arrive de la battre un jour il n'y aura personne pour la défendre. Il ne lui laissait même pas son argent de poche afin qu'elle soit dépendante de lui… Ma mère porte toujours 'nguab', elle ne salue pas les amis de mon père. »

« C'est ma mère qui est la chef de maison parce que mon père est souvent absent vu la nature de son travail qui l'oblige à se déplacer beaucoup. C'est ma mère qui prend toutes les décisions relatives à la maison ».

Au-delà des rapports de force décrits au sein de la famille, la relation familiale peut parfois constituer un levier important pour la survie.

« J'ai eu le handicap après un accident de circulation au top de ma vie, un accident hasardeux, après les interventions médicales je me suis retrouvée renfermée sur moi-même, mais la plus grande souffrance c'est le jour ou j'ai voulu me mettre debout, je ne pouvais pas marcher, je n'ai pas accepté ça, j'ai repoussé tout le monde, mais ma famille a su comment se comporter avec moi ; mon frère a été avec moi, il venait d'être nommé procureur du roi, mais il a sacrifié ça et il a pris soin de moi, il a commencé à me dire comment je peux revivre, il me disait que je dois sortir, voir comment la société m'aime et que Allah m'aime, je commençais à m'adapter aux béquilles, je tombais et il me relevait et me disait ' ah , regarde Allah t'aime '» (E44/F)

2. Parcours scolaire

Le parcours scolaire de la population entrevue varie selon la génération et le sexe. Chez les plus âgés, il est rare de trouver des personnes qui ont poursuivi leurs études. La plupart ne dépasse pas le seuil de l'école primaire.

« Aucun de mes frères n'a été instruit, puisque il n'y a pas d'école dans notre campagne à l'époque. Je pense que j'étais l'exception dans le village » (E8, homme 59 ans)

Les plus jeunes générations ont eu plus de facilité pour poursuivre leurs études universitaires. En effet grandir au sein d'un milieu social convenable, avoir des parents bénéficiant d'un niveau d'instruction plus ou moins élevé, sont des facteurs favorisant l'évolution scolaire. Même si plusieurs interviewés ont à travailler en parallèle avec leurs

études et durant leurs vacances de l'été pour financer leur scolarité. Ces emplois occupés se caractérisent généralement par leur précarité. Certains ont opté pour le fait de retrouver un travail stable avant de terminer leurs études secondaires ou universitaires. L'indépendance financière est déterminante dans la reprise des études.

« Je me suis inscrit au centre de formation des instituteurs, j'ai travaillé après mais dés que j'ai été muté à Casablanca, j'ai repris les études à la fac au département de langue arabe. J'ai eu ma licence et j'ai toujours envie de continuer un DEA ou un Doctorat ». (E 3, homme, 52 ans)

« En ce qui concerne mon parcours scolaire, j'ai rencontré quelques difficultés, j'ai quitté les études en deuxième année du lycée, ce n'est pas que j'ai échoué, j'ai réussi mais je n'ai pas pu continué à cause de la pauvreté de ma famille, j'ai du accéder au monde de travail pour aider mon père, mais je n'ai pas cédé, je m'inscris toujours comme candidat libre au baccalauréat et j'aurai mon bac inchallah » (E 32, homme, 28 ans).

Les femmes optent souvent pour une formation professionnelle (comptabilité, gestion, enseignement (ENS). Une seule interviewée a fait des études supérieures.

« Moi j'ai eu mon DEUG en littérature arabe et j'ai fait 3 ans de formation en comptabilité dans une école qui se trouve au centre ville » (E4)

Faute de moyens financiers, certains étaient dans l'obligation de mettre une fin définitive à leur parcours scolaire pour travailler subvenant ainsi à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

« J'ai fait mes études à Zagora. C'était une étape très réussie de ma vie. Je n'ai jamais doublé d'année mais j'étais obligé d'abandonner la scolarité car j'étais l'ainé dans ma famille et je devais travailler pour aider mes parents. On était une famille nombreuse et je devais partager la responsabilité avec mon père. Je suis venu à Casablanca pour travailler et subvenir aux besoins de ma famille ». (E 27, homme, 57 ans)

Souvent les personnes regrettent de ne pas avoir continué leurs études. Cette amertume les poussent à encourager leurs frères cadets à poursuivre les leurs afin qu'ils ne subissent pas le même sort qu'elles.

« Mes sœurs qui sont plus grandes que moi ont quitté l'école au collège, mon petit frère est en deuxième année du lycée, c'est moi qui l'encourage pour qu'il ne trouve pas de problèmes comme moi ». (E 32, homme, 28 ans).

D'autres raisons expliquent l'échec scolaire ou la déscolarisation. En premier lieu, le phénomène de migration du village vers la ville où le changement de quartier justifie les difficultés scolaires. De fait, le déménagement de la famille dans le quartier de Sidi Moumen peut lourdement affecter le parcours d'un bon élève.

« Venir dans une région qui était tout d'abord éloignée de tout et surtout des écoles, qui avait un aspect plus rural qu'autre chose avec l'aboiement des chiens, le langage utilisé et même les gens qu'on pouvait fréquenter n'avaient pas le souci des études il ne parlait que d'alcool, de drogue…donc, c'était une rupture pour moi et cela a influencé mes études, donc j'ai quitté les études en première année du lycée » (E3, homme, 52 ans)

Les personnes les plus âgées ne sont pas allées à l'université. Après leurs études secondaires ou l'obtention du baccalauréat, elles ont opté pour une formation professionnelle

(comptabilité, textile, centre des institutrices). Certaines d'entre elles ont aussi eu l'occasion de poursuivre leur formation professionnelle à l'étranger.

« J'ai fait mes études primaires et tout à Casablanca. J'ai le niveau de la première année du lycée et après j'ai fait la formation professionnelle à Aïn Lborja et après j'ai étudié le textile »(E 39)

« Après mon baccalauréat, j'ai suivi deux années en comptabilité et gestion »(E41)

« J'ai fait mes études primaires et secondaires à Hay Mohammadi, un an et demi à l'étranger, entre la France et l'Italie. - Non, je n'ai pas eu mon baccalauréat au Maroc, j'ai fait une école en Italie pour apprendre la langue italienne, après j'ai eu le diplôme des études économiques primaires, j'ai aussi étudié en France pendant une durée de six mois » (E 36)

Toutes les personnes rencontrées ont poursuivi leurs études tout continuant à habiter chez leurs familles sauf une. Après le décès de ses parents, elle a été placée en orphelinat où elle a fait ses études. Après l'obtention de son Baccalauréat, elle a suivi une formation au centre des institutrices.

« J'ai fréquenté l'école à un âge très précoce, mais une fois placée à l'orphelinat, j'ai été dans l'obligation de reprendre mes études depuis le cours préparatoire, à l'âge de 9 ans j'étais encore au CP, j'étais très en retard, mais je me suis rattrapée, car je n'ai jamais redoublé aucune année, j'étais une bonne élève, j'étais une élève studieuse, j'ai eu mon certificat d'études primaires, puis mes études lycéennes, puis j'ai passé le concours de l'école des institutrices, je l'ai passé par coïncidence, j'ai réussi le concours, j'ai passé une année de formation dans cette école » (E22)

Quant aux filles déscolarisées, la pression de leur environnement est majeure. Les parents, les membres de la tribu, les proches peuvent jouer un rôle direct ou indirect. L'influence de la famille élargie sur la scolarisation des filles est aussi en étroite relation avec l'ancienneté de la migration vers la ville. Cela peut être le grand oncle qui vient expressément du village.

« Mon oncle, qui était plus âgé que mon père, est venu de la campagne et a donné l'ordre pour faire sortir ma sœur de l'école en disant à mon père « il faut que ta fille quitte l'école sinon tu nous apporteras la honte de toute la tribu (kbila), nos femmes n'ont rien à faire dans les écoles » et mon père a dû exécuter l'ordre de son frère ainé ». (E3, homme, 52 ans))

Ici, on peut remarquer que deux facteurs influent lourdement sur la scolarité des filles, d'une part le niveau scolaire des parents, mais aussi l'attachement aux valeurs du groupe.

« J'ai aimé être femme au foyer et j'ai eu mon premier enfant mais après je me suis rendue compte que je n'ai pas bien fait, pas avec mon mari, mais parce que j'étais parmi les excellentes, parce que si j'étais quelqu'un d'ordinaire je ne serai pas là aujourd'hui. J'ai commencé à me comparer avec ces filles qui avaient un niveau moins bien que le mien. J'aurai pu faire médecine avec les moyennes que j'avais. Il y a aussi le niveau d'instruction des parents qui joue un grand rôle, on ne trouve pas une bonne orientation de la part des parents » (E 43)

Les filles déscolarisées peuvent justifier leur situation comme un choix personnel. Or, l'arrêt de leurs études est rarement réellement leur choix, il peut-être lié au niveau d'instruction faible des parents qui ne les encouragent pas dans la voie des études.

« Ma sœur a quitté l'école à la deuxième année du collège, c'est elle qui avait choisi de quitter l'école parce qu'elle a apprécié le fait de rester près de ma mère. Après, elle s'est mariée alors qu'elle était encore très jeune ». (E 4, femme, 30 ans).

« Ma sœur aînée qui avait 13 ans de différence avec ma mère n'a pas été à l'école parce qu'à l'époque les filles n'étaient pas scolarisées, une autre sœur a étudié le primaire seulement, à son époque les filles ne continuaient pas leurs études. J'ai 4 frères dont trois ont fait leurs études et le quatrième a fait seulement le primaire, pour le frère aîné je ne sais pas, j'étais petite mais c'est un policier qui a un grand grade. J'ai un frère qui est inspecteur de physique et ma sœur qui est moins âgée que moi a fait la même chose, elle s'est mariée après le bac. Et nous étions dans un milieu qui ne croit pas en l'instruction des filles, non, après 20 ou 22 ans ça y est tu es une vieille fille ». (E43)

Le décès ou la maladie d'un parent peut forcer une fille de façon insidieuse à choisir elle-même d'arrêter ses études pour se consacrer à sa famille.

« Mon grand frère a un doctorat en médecine, il a ouvert une pharmacie, le second est en Espagne il a un diplôme de l'hôtellerie, le troisième travaille avec un diplôme en électricité, l'autre a étudié le droit, ma sœur, à cause de la mort de notre mère, a décidé de rester au foyer pour s'occuper de la maison ». (E40)

« J'ai aussi étudié en France pendant une durée de six mois, mais je n'ai pas pu continuer et je suis retournée en Italie pour accéder au monde du travail jusqu'en 1993 pour rentrer au Maroc de façon définitive… A l'époque mon père est tombé malade, et j'étais dans l'obligation de soutenir ma famille, surtout ma mère et mon frère, qui sont restés seuls à la maison, j'avais des contraintes familiales ». (E36)

Ce témoignage montre que les femmes peuvent abandonner leurs carrières pour s'occuper de leur famille. Même si elles font des études, elles sont asservies à leurs familles en cas de besoins. Le modèle traditionnel annihile en quelque sorte leur émancipation.

« J'ai pris ma licence et après je me suis inscrite en première année du master mais je n'ai pas terminé. Je me suis dit « pourquoi je vais continuer à étudier alors que toutes mes amies ont arrêté, je dois moi aussi chercher un travail » je le regrette, je devais continuer mais à cette époque on n'avait pas beaucoup d'ambitions ». (E 38)

L'abandon scolaire était en corrélation avec la génération, le sexe et le niveau social. Plus on est âgée et femme de couche populaire moins on a de chances d'avoir étudié. Ces trois déterminants sociaux interagissent entre eux. Cela s'additionne à la variable migratoire. Les plus récemment arrivés ont plus tendance à porter ces handicaps.

Les personnes installées en ville depuis longtemps ont tendance à encourager leurs enfants à faire des études quel qu'en soit le coût. Quand les familles en ont les moyens, elles les scolarisent leurs enfants dans le privé afin qu'ils évitent les mauvaises fréquentations du quartier. Le témoignage suivant l'atteste :

« Pour mon deuxième frère et ma sœur, ils font leurs études dans des institutions privées, mon père a décidé de continuer à payer leurs études jusqu'au Baccalauréat. Les écoles publiques qui se trouvent près de nous, sont fréquentées par les garçons de la maison de bienfaisance et du village 'douar' qui généralement renoncent aux études et quittent l'école ». (E 6, femme, 23 ans)

Le sacrifice des parents pour le financement des études de leurs enfants peut parfois être très important.

« J'ai vendu la maison pour financer les études de mes enfants… Quand j'ai vendu la maison j'ai acheté un appartement à 20 millions à Anassi pour éviter la location »

Certains ont même des enfants qui poursuivent leurs études supérieures au Maroc voire à l'étranger.

« Mon fils…a passé le concours de la faculté de médecine, puis est devenu médecin après l'obtention de son doctorat. Ma fille… a passé le concours de l'école normale supérieure, elle l'a réussi, elle y a étudié pendant quatre années, elle a été affectée, elle a travaillé, elle a passé le concours du troisième cycle et elle l'a réussi, elle a été réaffectée de nouveau. La troisième fille…a passé le concours de l'école de commerce et de gestion… elle a eu son diplôme après quatre années de formation, elle s'est inscrite après via internet dans une université en France, elle est partie en France pour passer un autre concours, elle est restée en France jusqu'à l'obtention de son doctorat, après sept ans ». (E22)

Dans cette famille tous les enfants sont scolarisés. Contrairement à la génération de leurs parents qui favorisait la scolarisation des garçons au détriment de celle des filles, ici la scolarisation sélective des garçons devient rare.

« Pour mes enfants, je les ai tous inscrits à l'école mais les filles ont abandonné vers la quatrième année du collège pour se marier. Chaque fois qu'un prétendant se présentait pour elles, je n'hésitais pas à conclure le mariage. Les trois sont maintenant mariées et deux d'entre elles ont déjà des enfants. Mon fils cadet suit toujours ses études de Baccalauréat. Et je lui présente toutes les conditions favorables à sa scolarisation ». (E 27, homme, 57 ans).

3. Parcours professionnel

Faire des études universitaires ou supérieures ne permet pas nécessairement l'insertion professionnelle. Le chômage n'est pas uniquement l'apanage des personnes déscolarisées, plusieurs personnes ont connu un parcours professionnel instable malgré leur niveau d'instruction, en effet faute de moyens financiers ils se trouvent dans l'obligation d'occuper des activités qu'ils qualifiaient de précaires. Ils luttent contre le chômage en attendant de trouver un travail stable et mieux rémunéré. Cette situation démotivante fait penser parfois à l'émigration comme issue de secours.

« J'avais l'habitude de travailler pour ne pas tendre la main à mon père, j'aidais mon frère dans son travail ou je bricolais par ci par là. J'ai travaillé au croissant rouge, je faisais des cours d'alphabétisation, je vendais des trucs en étalage au marché ». (E5, homme, 38 ans)

Cependant, certains parmi eux occupent des postes de travail stables (enseignant, responsable de marketing, directeur pédagogique). Malgré cela, ils demeurent insatisfaits des conditions de travail. D'autres occupent des fonctions informelles : transporteur de légumes, menuisier, chauffeur de taxi… Plus l'emploi occupé est instable et précaire, plus il est possible de le changer et de trouver un autre travail.

« J'ai fait plusieurs activités. Je suis passé au moins par six métiers différents. Car à l'époque, les conditions n'étaient pas bonnes, il fallait aider les parents, s'occuper des frères et sœurs qui étaient encore jeunes. J'ai fait de tout. J'ai commencé par la menuiserie. Après je me suis donné à l'achat et vente de l'immobilier, on s'organisait à deux ou trois personnes, on achetait un terrain puis on le revendait. Mais c'est le travail associatif qui m'a pris la majorité de mon temps ». (E 27, homme, 57 ans)

La plupart des acteurs associatifs rencontrés travaille dans le secteur de l'enseignement dans les deux cycles, fondamental et secondaire, rares sont ceux travaillant dans le privé. Ces derniers sont les plus insatisfaits. Malgré leurs diplômes le salaire reste bas.

« Après l'obtention de ma licence, j'ai travaillé dans une société de confection au quartier industriel à Sidi Bernoussi, pendant deux ans… je travaillais comme simple ouvrière, après j'ai commencé à travailler dans les écoles privées. 1300 Dhs par mois ». (E 33, femme, 28 ans)

Les enseignants dans le public, se montrent plus satisfaits. Le parcours professionnel de certains d'entre eux a connu une certaine évolution : passage du 1er cycle au 2ème cycle ou le passage du statut d'enseignant au statut de surveillant général, de directeur ou à celui d'inspecteur.

« Je suis un enseignant, passé par tous les niveaux: primaire, secondaire, lycée, et après un inspecteur ». (E 8, homme, 59 ans)

C'est généralement dans le cadre du travail notamment l'enseignement que l'intégration de syndicat ou la politisation est possible. Certains ont choisi de se mettre en disponibilité pour pouvoir se consacrer uniquement au travail syndicaliste. En dehors de l'implication dans la sphère politique, certains s'impliquent dans des activités culturelles.

L'implication dans le travail associatif commence généralement par le bénévolat et la participation à la mise en place du réseautage des associations de quartier. L'intérêt pour le travail associatif peut être pour un but non lucratif comme il peut être le début d'une carrière professionnelle.

Les femmes occupent majoritairement des postes tels que : enseignantes, conseillères associatives, ouvrières… Certaines fonctions sont stables alors que d'autres ont tendance à être précaires et mal rémunérées. En effet, certaines personnes tout en étant diplômées se trouvent dans l'obligation d'exercer un emploi instable et sous-rémunéré pour lutter contre le chômage ou pour combler le salaire insuffisant de l'époux et subvenir aux besoins des enfants.

« Après l'obtention de ma licence, j'ai travaillé dans une société de confection au quartier industriel à Sidi Bernoussi, pendant deux ans. C'est une société spécialisée dans la couture des costumes. Je ne faisais rien à l'époque, alors j'ai jugé plus utile de travailler dans cette société…, après j'ai commencé à travailler dans les écoles privées… je travaille de huit à onze heures et demi et de deux à cinq heures et demi, moi je ne suis qu'une assistante, je ne suis pas encore titulaire. J'attends d'avoir le poste, mais au début de chaque année il arrive soit que l'effectif des élèves se réduit, soit qu'aucune des enseignantes ne parte, je touche 1300 Dhs par mois ».

Les femmes enseignantes sont actives dans les associations. Le milieu associatif est de plus en plus attrayant chez elles. Certaines commencent leur parcours associatif en tant que bénévoles et arrivent par la suite à être recrutées ou à créer leur propre association.

« Au début je venais à l'association dans le cadre des activités destinées au quartier, petit à petit on a intégré le réseau des associations. Avec le temps, j'ai commencé à négliger la comptabilité, et j'ai commencé à faire des formations dans le domaine du genre. Puis j'ai pris le poste de coordinatrice de projet ». (E4)

« Je suis impliquée dans le travail associatif juste en tant que bénévole qui veut aider, je ne fais pas un travail dans l'association pour toucher un salaire, mon objectif principal c'est aider la société civile et contribuer à son évolution ». (E6)

« J'ai commencé avec une association en 1998, je travaillais sur les projets de la région. Après j'ai créé ma propre association en 2002 ». (E38)

Outre leur profession principale, les femmes s'impliquent dans différents domaines. Elles peuvent être présentes aussi bien dans le travail associatif, politique et syndical. Rares sont celles qui s'engagent dans un seul domaine.

« Après une longue formation au sein de l'association et dans le cadre du RESAC, je suis devenue animatrice de montage de projet et de travail de proximité… je suis également membre au comité central du parti (mo'atamar watani itihadi), je représente les jeunes du Maroc entier dans le parti. Actuellement je suis également membre du bureau du parti au niveau de Bernoussi ». (E6)

« J'ai été affectée après mes études à l'école des institutrices…je continue mes activités à l'intérieur du parti politique et au sein de l'association ».

« J'enseigne la géographie à la faculté… je suis impliquée dans le domaine associatif et dans le travail politique ».

La présence des femmes dans le domaine politique, syndical et associatif se trouve confrontée à plusieurs obstacles dont le but est leur exclusion des postes de responsabilité. L'une de nos interviewées rapporte son expérience au sein d'une association où elle a dû faire face à l'accaparation du fruit de son travail par les hommes. C'était cette discrimination qui l'a poussée, elle et un groupe de femmes, à quitter l'association pour en créer une autre.

« Un jour, l'association avait une assemblée générale, ils nous ont convoqué. Toutes les activités de l'association étaient le produit de notre travail (*elle et un groupe de femmes*) mais ce jour là les membres de l'association, qui étaient tous des hommes avaient présenté les activités en leurs noms et personne ne nous a donné d'importance. C'est à ce moment là que nous avons compris notre situation. Alors en sortant, j'ai dit à mes amies «les filles, nous n'avons plus rien à faire dans cette association, ils nous exploitent. On va leur laisser leur association, et on va créer notre propre association » et c'est ce qu'on a fait et on est toujours ensemble ». (E 38, femme, 52 ans)

La même interlocutrice ajoute que l'image de la femme traditionnelle est toujours ancrée dans la société et notamment dans le secteur associatif. Cette marginalisation des femmes de ce secteur est due aux préjugés encore vivaces des hommes qui considèrent que la femme doit être cantonnée à la sphère privée et au travail domestique.

« Il y avait beaucoup de réactions, on entendait parler de nous même dans les réunions de la part des membres, on entend « elles n'ont rien à faire celles là elles feraient mieux d'aller laver le linge ou laver le parterre de leurs maisons ! ». Parfois je me trouvais la seule femme dans la réunion, c'était en 1999…. Après je ne suis pas restée dans la ligue parce que les exploits de mon association sont devenus nombreux ». (E 38, femme, 52 ans)

La population rencontrée semble correspondre par certains aspects au profil des vagues de migration que construisent les nouvelles villes comme Casablanca. Issu d'une famille rurale, un homme s'installe, trouve du travail en ville, fonde une famille généralement endogame patriarcale et nombreuse. Les rôles des femmes et des hommes sont assignés traditionnellement. La génération qui suit pour changer de catégorie sociale n'a de choix que de s'instruire et réduire la taille de la famille. La scolarité et des enfants et le changement du statut de la femme deviennent des enjeux. Sans la scolarisation et sans le travail de la femme, on a tendance à reproduire le modèle traditionnel. Ces deux enjeux nécessitent la transformation de l'environnement extérieur. Le milieu des enseignants étant au centre de cette question, c'est là où on trouve le plus d'acteurs associatifs.

IV. Relations

Lorsqu'il s'agit d'étudier les relations que les personnes rencontrées construisent dans leur entourage, on peut remarquer qu'elles se protègent souvent. Ceci peut se comprendre, mais rend le travail du chercheur assez ardu. Il faut plusieurs niveaux d'analyse pour arriver à comprendre le sens de leur propos. Autant lorsqu'elles parlent de leurs parcours, il est possible de dérouler les faits de façon séquentielle et d'en comprendre la logique, par contre lorsqu'il s'agit de leurs relations, elles ont tendance à brouiller les pistes. Leurs relations avec les autres sont généralement présentées de façon positive toutefois il faut séparer entre les cercles professionnel, familial et social.

La tendance est à changer d'attitude en fonction de chaque cercle. Par exemple, pour les relations de voisinage, la majorité des interviewés entretiennent des relations très limitées avec les voisins ou presque inexistantes, plusieurs qualifient cette relation par le terme de (تيقار). Néanmoins, il faut faire un travail de sensibilisation auprès des voisins ou un travail social dans le quartier.

4. Familiales et proches

Les relations familiales sont souvent présentées comme harmonieuses et basées sur le respect mutuel entre les parents et les enfants. Mais parfois, selon les situations, les relations peuvent être distantes voire parfois conflictuelles pour des raisons financières (plus souvent entre hommes) ou liées à l'autorité en plus des finances (plus souvent entre hommes et femmes).

« Je ne suis pas comme mes frères, je ne supporte pas cette attitude autoritaire de mon père. C'est pour cette raison que j'ai quitté d'abord son commerce et j'ai préféré travailler seul ».

Parfois les conflits surgissent avec plusieurs membres de la famille pour des questions de choix de vie.

« C'est surtout ma sœur qui est influencée par son mari parce qu'il m'envie, il est du domaine, il était avant moi dans le domaine du social. Il est plus âgé que moi et il n'a pas aimé que je réussisse rapidement que j'ai un centre alors que lui il n'a pas réussi à réaliser tout ça. Il a influencé ma sœur et je suis en conflit avec elle, on ne se parle plus. Pour le reste de la famille, ils ne m'encouragent pas mais ils ont accepté la situation. Même avec la grande famille, il y a toujours des conflits qui datent de la décision de mon père de quitter la maison familiale, ça date d'il y a 40 ou 50 ans mais les conflits persistent et ils n'acceptent pas ce que je fais aussi ».

Le lien avec la grande famille est souvent faible et parfois définitivement interrompu. Le lien familial se consolide lors des fêtes religieuses, c'est l'occasion pour certaines personnes de revenir à leur lieu d'origine et de visiter à la famille

« Moi j'entretiens toujours de bonnes relations avec la famille ; je rends visite à l'occasion des fêtes. Je viens de rentrer hier, j'ai passé l'Aïd là-bas. Non l'Aïd c'est sacré, ce n'est pas au sens religieux mais au sens social. Tout le monde revient chez lui à Aïd Lkbir. C'est l'occasion pour voir toute la famille, même celle qui est à l'étranger vient à cette occasion. Donc impossible de rater cette fête. En plus, l'Aïd à Zagora et plus exactement à Agdz a un autre charme. On garde toujours les mêmes rituels comme avant, alors qu'à la ville les choses on tendance à changer ».

Les relations familiales ne sont pas toujours harmonieuses. Les femmes considèrent que les problèmes relationnels sont essentiellement dus à leur volonté d'être libres et au fait qu'elles sont différentes. Elles mènent donc une lutte quotidienne contre les valeurs traditionnelles du système patriarcal. Ce système se manifeste par un ensemble de normes que les filles sont obligées de respecter. Cette obligation tire sa légitimité non seulement des normes sociales, notamment celles qui sont liées à la malédiction' (سخط) et la bénédiction (الرضى), mais aussi des normes religieuses. Le discours religieux est également véhiculé pour crédibiliser la soumission féminine.

« On se réfère toujours à la malédiction 'maskhouta et la bénédiction 'redda'. Pour que tu sois bénite il faut que tu sois soumise. A chaque fois qu'on se révolte, les autres font face à cette révolte par la bénédiction 'redda', la religion ou les coutumes sociales ». (E4)

« Il y a des gens qui expliquent leurs coutumes par un référentiel religieux, ce ne sont pas des hommes de religion (أهل الفتوى) alors ils ne doivent pas se mêler de ma vie, donc chacun essaye de trouver un référentiel quelconque pour expliquer la violence qu'il exerce ». (E4)

Celles qui aspirent à un parcours différent du modèle prédominant au sein de leur entourage familial se trouvent confrontées aux poids des normes sociales. La transgression des règles sociales par la femme peut l'exposer à la stigmatisation voire à l'exclusion sociale.

« J'ai du mal à accepter les coutumes sociales et en même temps c'est difficile de les défier. Si je le fais je serai maudite ' A'kka', je serai une fille de la rue ' bent zenka' qui a été influencée par la mauvaise compagnie ». (E4)

Défier les normes sociales du milieu d'appartenance génère des conflits au sein de la famille accentuant les rapports de force exercés par les hommes à l'égard des femmes mais aussi des femmes entre elles. En effet la mère et les sœurs exercent elles aussi la fonction de gardiennes de tradition en rejetant tout ce qui s'y oppose.

« Ma sœur s'est mariée très jeune, à l'âge de 14 ans. Elle ressemble beaucoup à ma mère. Elle est satisfaite de sa vie et trouve que c'est moi la ' malade' (mrida). Non je ne suis pas malade. Je suis différente d'elle et de ma mère. On ne partage pas les mêmes préoccupations. Ma sœur et ma mère me valorisent lorsqu'on a des invités pour mettre en avant mon niveau d'instruction ou pour se vanter parce que je suis passée à la télé… Mon père m'est cher mais sa façon de penser ne me plait pas. Il vit dans une grande contradiction, si mes oncles viennent nous rendre visite, nous les femmes nous ne devons pas apparaître, sachant qu'il sait bien que je fréquente les cafés, que je parle à des hommes, mais l'essentiel pour lui, c'est que sa famille ne soit pas au courant de ce que je fais ». (E4)

Les conflits familiaux peuvent s'expliquer par d'autres raisons que celles liées à la vie professionnelle ou personnelle des interviewées. En effet, s'engager dans le travail associatif expose les interviewées à la marginalisation de la part de leur entourage familial malgré leurs réalisations avancées dans ce domaine. La jalousie et le manque d'encouragement de la part des membres de la famille sont autant de réactions courantes face à toute femme qui tient à mener un parcours différent.

Même les femmes adultes et indépendantes financièrement n'arrivent pas à jouir d'une réelle liberté. Leur vie personnelle n'appartient pas à elles seules, elle est l'apanage de toute la famille qui s'octroie le droit de juger toute décision prise. La force du lien familial est déterminée par le respect ou non de la femme des règles sociales. Autrement dit, ce lien est maintenu aussi longtemps qu'elle adopte une attitude en conformité avec les valeurs de son milieu. Il se dissipe nécessairement suite à toute transgression de ces mêmes valeurs. Vivre avec un homme sans être unis par les liens du mariage est une forme de transgression non admise familialement et socialement.

« J'ai eu un problème qui a eu beaucoup d'impact sur ma relation avec ma famille. J'ai connu quelqu'un et on s'est fiancé et j'ai vécu chez lui pendant 2 mois mais « tkarfess 3liya » il a pris mon argent et j'ai vécu des moments difficiles à cause de lui. Ma famille n'a pas accepté que je vive avec lui parce que c'est une famille «mekhzania » certains de mes oncles paternels, à ce moment là, je ne les vois pas. L'homme avec qui j'ai vécu n'avait pas l'intention que l'on se marie, il voulait m'escroquer. Il a joué le jeu lui et sa femme, ils m'ont fait croire qu'elle était malade et qu'elle a perdu la mémoire ». (E39)

Face à ces contraintes familiales et sociales, les femmes doivent négocier quotidiennement leur rôle au sein de la famille conservatrice. L'aspect traditionnel demeure toujours présent malgré certaines tentatives faites par les parents pour donner l'image d'une famille plus moderne. Il existe un décalage prégnant entre le discours ouvert véhiculé par les parents et leurs pratiques traditionnelles dans la sphère privée.

« Ceci commence comme je t'ai dit à la maison, si mon père devait faire un témoignage devant une caméra, il dirait que qu'on est une famille progressiste, mais une fois qu'on arrête de le filmer il me dirait de me lever parce que mon frère est sur le point d'arriver, de ne plus restée allongée parce que c'est honteux que mon frère me voit allongée, il faut juste que la caméra ne soit pas là, donc la vraie mentalité demeure toujours archaïque (*tahta jilbi abih*). Il y a une contradiction entre ce qu'on est et ce qu'on prétend être et une grande différence entre ce qu'on théorise et comment on se comporte ». (E4)

Néanmoins, l'attitude des parents face à la position de la femme n'est pas toujours figée, il peut être évolutif suite aux négociations que celle-ci peut mener dans sa quête de libertés individuelles. Elle peut passer d'une situation de dépendance totale à celle d'une autonomie basée sur la confiance de la part des membres de la famille.

« Je me rappelle de la première formation que je devais suivre, j'ai passé trois mois à les supplier pour me permettre de passer la nuit en dehors de la maison et d'assister à la formation. Je ne pouvais pas tarder à rentrer à la

maison au delà de 20h ou 21h, c'était mal perçu par la grande famille maternelle et paternelle. Heureusement que mes parents me faisaient confiance, maintenant, ils se sont habitués à ce que je sois libre. Actuellement, je sens que j'ai atteint mon objectif : avoir ma liberté (التحرر). Je n'ai plus besoin de mentir pour pouvoir sortir, ils acceptent l'idée que j'ai des amis masculins ». (E6)

D'autres femmes soulignent l'aspect de la dégradation de la relation familiale à savoir celui de la prise en charge des problèmes familiaux qui se transforme en réel fardeau pour la femme. Elle aspire donc à recevoir en contre partie de la reconnaissance.

« Au niveau familial, je n'ai pas réussi, ils ont réussi avec moi mais je n'ai pas réussi avec eux. Parce que je suis l'élément donateur qui donne sans prendre. On a besoin aussi que les gens se sacrifient pour toi comme tu te sacrifies pour eux. Quand tu n'as pas la capacité de te sacrifier pour eux ils ne te prêtent pas attention… C'est en général avec toutes les personnes que je connais (se3dathom biya o ana mase3datich bnnass). Je veux changer mais je n'ai pas pu. Avec mes amis c'est la même chose dès le départ je suis ce donateur et donc l'autre attend toujours que je lui donne des choses sans contre partie c'est ce qui m'arrive même avec mes enfants ». (E43)

Les relations avec les voisins sont essentiellement marquées par la distance et ne dépassent pas les salutations usuelles. Mais ceci n'empêche pas que les voisins se surveillent et guettent les moments d'entrées et de sorties notamment des filles. Outre la surveillance, les voisins se donnent même le droit de se mêler des affaires privées de ces dernières et de juger ce qu'elles font dans leur quotidien. Etre une assistante sociale qui travaille sur la thématique de la violence, expose la femme au jugement de la part de son entourage social.

« Au quartier, à chaque fois on me crée une nouvelle insulte : tu vas le regretter *'rada tjibiha frassek'*, tu es responsable de la séparation de la famille '*katkhorji a'la l'ailate'*... On me demande de mettre fin à ce que je fais parce que je détruis les familles *(katkharbi lboyaut)*, je commets les péchés (*kateddi dnoub*) mais d'autres pensent le contraire et trouvent que j'aide les familles ». (E4)

La stigmatisation de la femme par l'entourage social se répercute sur son image dans le quartier et influe négativement sur sa vie personnelle et affective.

« Un jour, ils ont dit à ma mère que je ne me suis pas arrivée à me marier parce que je travaille dans une association et que j'étais mal influencée par les femmes qui y travaillent parce qu'elles s'adonnent toutes à la cigarette '*kemmayat'* et l'alcool ' ' *skayriyat'*, qui ont la vie pourrie et prétendent défendre les droits de la femme alors qu'en réalité elles se défendent parce qu'elles ont des complexes 'm'azema'. Effectivement, pas mal de fois, le projet de mariage n'a pas abouti parce que celui qui me demande en mariage pense que je suis difficile et que je peux le faire entrer en prison ». (E4).

Ces relations sociales se trouvent parfois affectées par le milieu d'habitat. Habiter un quartier précaire implique nécessairement le contact avec une catégorie sociale vulnérable. Certaines personnes justifient leurs difficultés d'intégration et de communication dans leur entourage social par le manque de sécurité où se propagent et la violence et la précarité. Afin d'éviter toute confrontation, plusieurs femmes préfèrent s'isoler.

« Ici (Anassi) tu te retrouves confrontée au problème des mentalités, les gens sont bizarres, leurs mentalités sont vraiment étranges, tu ne te sens pas en sécurité avec eux, tu préfères t'isoler d'eux, il vaut mieux garder ses distances, ils ne sont pas bien, avec ces gens tu es obligée de rester vigilante et éveillée pour éviter le pire. Déjà

dans notre environnement il y a énormément de bruit, de vacarme, la violence, quand tu communiques avec les gens tu ne supportes ni leur langage ni leurs paroles ni leurs mentalités, il n'y a pas place à une communication possible ». (E24)

5. Professionnelles

Certaines femmes affirment avoir de bonnes relations avec leurs collègues de travail fondées essentiellement sur le respect mutuel. Le travail au sein des associations permet aux femmes de rêver en théorisant ce qu'elles ne retrouvent pas dans le monde réel. Le décalage qui existe entre ce qu'elles revendiquent dans le cadre de leur travail et le vécu quotidien, est paradoxal.

« Mes relations et mes discussions au travail sont différentes de celles que j'ai au quartier (derb). Ici je discute parce que je rêve, mais au quartier, je ne rêve plus, je me trouve choquée par ce qui se passe en réalité… Il y a un décalage entre le théorique et la réalité. Ici on rêve. Donc on doit trouver une technique et une solution pour relier entre ce qui est théorisé et la réalité. Sinon le néant va s'élargir entre ce qu'on théorise, ce dont on rêve, et ce qui se passe dans la vie quotidienne notamment le harcèlement et la violence qui devient de plus en présente. Il faut que le rêve que nous faisons soit opérationnel. La femme dans le quartier n'est pas encore consciente que lorsque l'homme lui touche le corps ou ses parties génitales c'est une sorte de violence. Si je les sensibilise, on m'accuse que je vis dans un autre monde ». (E4)

Toutefois, le monde du travail est loin d'être parfait. Les discriminations vis à vis des femmes au monde du travail sont toujours présentes. Ces discriminations peuvent émaner de la part du patron au travail qui n'apprécie pas que la femme puisse faire carrière et avoir un poste au sein de l'administration comme lui. De ce fait la compétence et le sérieux de la femme au travail ne sont pas perçus comme étant des qualités, au contraire, ce sont des éléments qui génèrent plus de conflits et des complots de la part des supérieurs.

« La plupart du temps, j'ai des problèmes avec le chef, je vis une pression de la part de mon supérieur, toujours, je suis toujours au bout de mes nerfs, cette pression a pour raison le fait que je suis une femme à l'intérieur de l'administration, il cherche à m'exclure de mon poste, le fait d'être une femme et de travailler sérieusement le dérange, il veut m'imposer sa façon de travailler, le fait que je ne travaille pas comme il souhaite, il me fait de la pression et monte des complots avec les autres contre moi, je sens la pression , alors moi je suis tout le temps au bout de mes nerfs à cause de lui, sa façon de travailler : il rentre quand il veut, il ne respecte pas le règlement, quand j'exige l'application du règlement il n'est pas content, il travaille d'une manière anarchique ». (E42)

Les tensions genrées existantes dans le monde du travail ne sont pas sans impact sur le moral des femmes. En effet, la pression qu'elles subissent au quotidien se répercute sur leurs tempéraments et leurs comportements dans leurs quotidiens. On peut donc traduire cette pression comme des actes de violence puisqu'ils ne sont pas sans conséquences sur les femmes.

« C'est une forme de violence non physique, c'est une violence symbolique, c'est un genre de violence, la personne arrive au travail et elle n'est pas à l'aise. Dans mon travail je souffre toujours de la pression ». (E42)

6. Politiques et syndicales

La prééminence des hommes au sein des sphères syndicales et politiques ainsi que leur dominance à des postes à responsabilités, entraînent progressivement le retrait des femmes. Il se traduit en premier lieu par l'absence des femmes lors des réunions, et le basculement de leur travail vers des tâches d'exécution.

« Dans le cadre du travail syndical, je me suis retrouvée plus en entente avec des personnes travaillant dans le bureau central qu'avec ceux qui travaillent dans le bureau local ou le bureau régional. Le bureau local est constitué d'hommes. Ils sont tous des hommes. Alors lors des réunions je ressens qu'ils sont dérangés par ma présence. Ce sont eux qui sont dérangés, moi du tout car moi, je suis une personne ouverte. Donc pour ne pas leur créer cet embarras je n'assiste plus aux réunions. Je me contente des informations qu'ils me rapportent. Excepté lors des activités, je n'assiste pas aux réunions ». (E23)

S'impliquer dans la vie politique est souvent une expérience décevante pour les femmes. En effet elles arrivent difficilement à donner du sens à cette activité compte tenu des relations d'intérêts qui suppléent à toutes les initiatives politiques, ainsi qu'à la prédominance des hommes dans les postes à responsabilités. Ces éléments entravent donc leur réelle intégration politique.

« J'ai déjà participé aux élections mais je ne suis plus dans le politique parce que mon expérience a échoué, j'ai été dans la liste lorsqu'on a appliqué le système du quota mais je n'ai pas trouvé ce qui correspond à mes attentes. J'ai trouvé que c'est un autre monde où il y a beaucoup d'hypocrisie et les gens font leurs calculs avant de faire le pas et cherchent leurs intérêts alors que nous dans le social on fait du bénévolat. Aussi les anciens ne laissent pas passer les nouveaux, ils ne leur permettent pas de prendre leurs places ». (E38)

«Il y a des problèmes à cause de la nature de l'éducation que ces hommes ont reçu ». (E47)

« Le politique je le mets entre parenthèses…car à l'intérieur du parti je n'ai pas pu supporter la guerre interne ».

Les hommes semblent être plus habitués aux luttes pour le pouvoir et pour les postes de responsabilités. Ils finissent par écarter de façon insidieuse les femmes de leur trajectoire.

7. Sociales et associatives

Le milieu associatif permet de renouer des relations sociales et d'être en contact avec différentes catégories sociales. Des relations d'amitié s'y tissent. Pour certains c'est la seule alternative pour combler l'absence de sa famille.

« J'ai commencé à chercher les personnes qui répondent au modèle de personnes avec qui je souhaiterais lier des relations. C'est ainsi que je me suis inscrite dans le travail politique, je me suis inscrite dans un parti politique et aussi dans le travail associatif. Car je n'ai pas de famille à Casablanca. Car la personne cherche toujours, surtout lorsque la personne n'a pas une famille chez qui partir, alors elle commence à chercher l'alternative. Me concernant, l'alternative était dans le travail syndical, politique et associatif ».

Les femmes s'estiment dotées du sens de communication dans leur capacité d'établir et de maintenir les relations sociales. Ces qualités se renforcent grâce à leur implication dans le travail associatif.

« Ma famille m'appelle le 'mkaddem' parce que je connais beaucoup de monde. De nature je suis sociable, cette qualité s'est renforcée grâce à mon travail au sein de l'association ». (E6)

Certaines personnes s'investissent dans le milieu associatif afin de fuir les problèmes subis au travail ou pour combler un manque relationnel.

« Les relations au travail sont limitées, tu peux dire que purement professionnelles. Les relations de voisinage sont presque inexistantes. Par contre dans le cadre de mes activités politiques et associatives, j'ai beaucoup d'amis et de collègues ». (E10)

Cependant, pour d'autres femmes les mêmes discriminations à l'égard des femmes sont présentes dans le domaine associatif, politique et syndical. Elles subissent de fortes résistances de la part des hommes, ceux-ci s'acharnent à les exclure des postes de responsabilités. Cela se fait souvent par l'appropriation du fruit de leur travail. Les femmes ont tendance à abandonner rapidement la lutte pour ces postes.

La pression pousse la femme à se retirer des activités associatives fondées sur les coalitions entre les hommes. Ce repli favorise la création d'associations indépendantes des réseaux associatifs préalablement existants. C'est une façon pour les femmes de continuer à investir dans le domaine associatif tout en ayant plus d'autonomie et subissant moins de discriminations.

«Nous avons fondé la Ligue de Sidi Moumen qui englobe 15 ou 16 associations et dans laquelle j'ai revendiqué les élections pour avoir le secrétariat général et la présidence… J'étais la première femme qui préside une ligue à Sidi Moumen parce que la région était très conservatrice….Il y avait beaucoup de réactions, on entendait parler de nous même dans les réunions de la part des membres, on entend « elles n'ont rien à faire celles là elles feraient mieux d'aller laver le linge ou laver le parterre de leurs maisons ! ». Parfois je me trouvais la seule femme dans la réunion, c'était en 1999… Après je ne suis pas restée dans la ligue parce que les exploits de mon association sont devenus nombreux, moi je travaillais en parallèle à l'association et à la ligue et les membres du bureau qui étaient avec moi à la ligue ont commencé à dire « elle profite de son poste à la ligue au service de son association ». Alors j'étais forcée moi et mes amis, on a fait une démission collective toutes les cinq, une démission féminine ».

Les relations que les hommes et les femmes entretiennent entre eux varient selon le cercle considéré. Au sein de la famille la pression sur les femmes demeure forte, toute transgression est stigmatisée. Malgré les discours, les mentalités résistent au changement et les femmes passent du temps à négocier de nouveaux rôles. Dans les cercles proches des voisins et des amis, on a plus tendance à se comparer. Dans les quartiers précaires où les contacts sont parfois obligés, on s'observe en évitant les conflits. Dans le milieu professionnel les femmes continuent à être

marginalisées. Elles subissent d'autres formes de discrimination liées à leur évolution de carrière. Même dans les espaces d'organisations politiques ou syndicales, la stigmatisation continue, la présence des femmes étant récente dans le champ de lutte pour le pouvoir. Dans le milieu associatif, quelques changements commencent à apparaître.

V. Espaces et habitations

8. Ambivalence des quartiers

Bernoussi est variablement perçu par ses habitants. Pour certains il correspond à un centre entouré de bidonvilles et de quartiers précaires où se propagent criminalité et déviance ; habités par une « racaille » qui, à force de ne rien faire, se surveille et s'affronte au quotidien.

« C'est la racaille « Bouzbal ». Quand tu vis au sein d'une classe sociale qui a ses propres valeurs, et ses manières de penser qui sont traditionnelles tu te trouves encerclé… A cause de l'oisiveté, les gens n'ont rien à faire que de se surveiller et de s'affronter ».

Pour d'autres c'est un quartier calme au sein duquel les gens peuvent s'intégrer facilement et côtoyer une classe sociale plus ou moins instruite.

« Mais je pense que c'était un bon choix de la part de mes parents d'avoir choisi ce quartier. Le quartier est bien calme, on côtoie une classe plus au moins instruite ».

Les personnes justifient souvent leur installation à Bernoussi par le prix du terrain du m2. En effet, les tarifs, que ce soit pour une location ou pour un achat sont plutôt abordables. La deuxième raison qui encourage les personnes à s'installer dans ce quartier est liée à la proximité de leur lieu de travail. Enfin la proximité avec la famille peut aussi justifier certaines installations.

« Mais moi j'avais des relations à Sidi Bernoussi avec des gens du parti, des relations que j'ai cultivées dans certaines circonstances, j'avais aussi une famille lointaine qui vivait à Bernoussi à laquelle je rendais visite pendant les fêtes ».

Néanmoins Bernoussi est considéré comme un simple lieu d'habitat, la dimension historique ne semble pas être aussi importante que celle d'autres quartiers de Casablanca tel que : Derb Ghallef, Derb Sultan, Lmdina ou Hay Mohammadi.

« Moi je me définis en tant que 'oueld derb El Kabir'. C'était parmi les quartiers où de grands intellectuels ont évolué des cinéastes, des écrivains, des musiciens, des joueurs de foot (le RAJA) et aussi des bandits. C'est un quartier qui a connu toutes les insurrections de Casablanca ». (E1)

9. La migration de la famille à Casablanca

En général, les familles qui arrivent à Casablanca s'installent dans des logements précaires (chambre, bidonvilles). Le changement d'habitat a lieu après des années, lorsque le père a économisé suffisamment de liquidité ou après l'embauche des enfants qui permet à la famille de multiplier ses ressources.

« En 1958, quand nous avons migré à Casablanca, mon père n'était qu'un simple ouvrier, nous étions mes frères et moi très jeunes alors nous avons loué une chambre avec des voisins à Derb El Kabir. Après, j'ai été embauché … nous avons changé d'habitat. Nous sommes passés à un appartement dans le même quartier on avait un espace plus grand, 3 chambres et une cuisine ». (E1)

« Une fois arrivés à Casablanca, mes parents vont habiter aux bidonvilles de Sidi Othmane où mes frères et mes sœurs ainés vont grandir. Après avoir ramassé un peu d'argent, mon père a changé de lieu d'habitation et a acheté une maison à Aïn Sbaa, après nous avons déménagé à Bernoussi ». (E5)

Migrer à Casablanca, défini comme un espace urbain, n'implique pas forcément un partage du mode de vie qui caractérise cet espace. Malgré la mobilité spatiale on peut continuer à garder les valeurs du milieu d'origine.

« Je suis né à Casablanca mais nous avions un fort attachement avec la campagne, nous y passions les trois mois de vacances. Même en milieu citadin, nous vivions avec un modèle rural à travers le parler, le style de vie, les gens qui venaient chez nous, les voisins qui venaient eux aussi du rural et de la famille qui habitait dans l'entourage; Sidi Moumen, Hay Mohammadi et Sidi Bernoussi ».

La première famille d'immigrés installés à Casablanca forme un point d'ancrage pour celles restées dans le milieu rural. La succession des vagues migratoires se prolonge tant qu'il y a une solidarité entre les nouveaux arrivants et les anciens. Elle s'arrête au bout d'un certain temps d'urbanisation en fonction du relâchement des liens sociaux avec les membres du village d'origine et de l'insertion du migrant dans son nouvel espace de vie urbain.

« Les habitants de ce quartier sont presque tous des proches, la plupart d'entre eux sont une grande famille qui habitait une région semi rurale appelée 'mjedba', lorsqu'ils sont venus au quartier de Bernoussi, dans le cadre de la politique de relogement des habitants des bidonvilles, ils sont restés proches les uns des autres. On arrive à percevoir cette situation de façon plus claire lorsqu'il y a une bagarre, on remarque que la moitié des habitants du quartier sortent et participent à la bagarre en tant que famille qui se défend contre une autre famille ».(E6)

Mais la ville transforme, impose de nouvelles règles de voisinage, de mobilité. Ce ne sont plus les membres de la tribu que l'on côtoie mais des inconnus auxquels il faut s'habituer. L'apprentissage de la vie urbaine peut se faire sur plusieurs générations. Il implique aussi le désapprentissage de la vie rurale.

10. Logements

Les personnes de Bernoussi habitent souvent dans des appartements économiques, dépassant rarement les 100 m^2, doté d'un maximum 3 chambres. Ces appartements sont souvent achetés à crédit. Ils constituent la première opportunité de ceux qui, après le mariage, décident se détacher de leurs familles. C'est un type d'habitat destiné généralement aux familles nucléaires.

D'autres habitent dans des maisons économiques constituées parfois de plusieurs étages. Ceux-ci sont construits en vu d'être un projet de location rentable à long terme, ou d'être

occupés par les hommes après leur mariage, renforçant ainsi le caractère patrilocal de la famille communautaire.

« Nous avons construit trois étages, puis après un quatrième étage, nous avons loué le rez-de-chaussée et le premier étage, nous avons habité aux deux autres étages, la superficie est de 63m² ».

« Mon père a décidé de vendre cette maison et d'en acheter une autre à Sidi Moumen Jdid car mon grand frère allait se marier et il allait vivre avec nous. Donc, pour mon père, l'idée que ses fils habitent avec lui après leur mariage était fort présente. C'était l'idée de construire la grande famille avec les enfants et les petits enfants…. Donc on a changé de type d'habitat, car ce dernier est plus spacieux, mieux construit, avec une architecture nouvelle ».

Les baraques correspondent à un autre type d'habitat fréquent. Celles-ci sont décrites comme étant le premier logement où la famille s'est installée suite à sa migration à Casablanca. Ce type de logement devient une sorte d'héritage pour les enfants après le décès des parents ou leur déménagement vers un autre type de logement. Souvent on ne renonce pas à la baraque pour bénéficier d'un appartement dans le cadre d'une opération de relogement des habitants des bidonvilles. Parfois après l'acquisition d'un appartement personnel, on préfère le louer et continuer à vivre dans les bidonvilles. Vivre dans une baraque est possible tant que les conditions de vie dans l'espace intérieur sont satisfaisantes.

« J'ai un appartement mais je le loue. J'habite toujours à Douar Rhamna car j'ai plus d'espace, tout est à portée de main : le marché, l'épicerie, le travail… et ensuite c'est là où j'ai grandi, c'est mon milieu…Je suis satisfait de ma maison car même si je suis dans un bidonville, j'ai une construction en béton, j'ai l'eau potable, l'électricité, j'ai tout ce qui me faut à l'intérieur. Le problème pour moi réside à l'extérieur. Je déteste l'extérieur, les ruelles et ce qui se trouve dans ces ruelles à cause de tous les problèmes qui existent même s'ils ne me touchent pas directement, ils touchent mes voisins et mon entourage ».

Grace à leur travail, certains enseignants peuvent bénéficier de logements destinés aux fonctionnaires « السكن الوظيفي». Ce type de logement est destiné essentiellement à ceux qui occupent des postes administratifs au sein des établissements (Directeur, surveillant général). Ces derniers occupent souvent ce logement de façon provisoire et le quittent après la fin de leur carrière professionnelle ou après le changement de poste. D'autres enseignants bénéficient de logements dans le cadre des amicales sociales de l'enseignement : appartements, lots de terrains qu'ils construisent par la suite.

« Nous occupons un appartement à titre de locataires-hypothécaires « RAHN », il nous reste encore une année pour déménager dans notre propre appartement à Hay AL QODS, ça fait onze ans que mon père s'est engagé dans cet appartement avec une coopérative d'habitat des fonctionnaires de la commune urbaine ».

« C'est une maison dans un quartier populaire, je l'ai eue d'une amicale sociale de l'enseignement, une maison composée de trois étages, petite maison de 63 m² ».

La mobilité dans l'espace est un élément caractérisant l'ensemble des parcours des interviewés. Cette mobilité se concrétise par le passage d'une ville à l'autre ou du rural à

l'urbain. A Casablanca la mobilité se traduit par le changement de quartier, le type d'habitat ainsi que le statut d'occupation du logement.

Il y quelques décennies les habitants de Bernoussi passaient d'un habitat à l'autre en tant que locataires. Actuellement la tendance a changé, on cherche plus à acquérir un logement économique. Les prix de l'habitat économique sont devenus plus abordables et le crédit bancaire plus accessible. Une fois un travail stable acquis, ils commencent à chercher un logement personnel leur permettant de jouir de leur indépendance.

« J'ai acheté mon propre appartement à Al Jouhara, toujours à sidi Moumen. Là j'ai vécu un grand changement car c'était la première fois que j'ai senti une réelle indépendance ». (E2)

Le changement du type d'habitat se fait très souvent pour améliorer son confort de vie. Les passages se font souvent des bidonvilles à un appartement ou à une maison économique, ou d'un appartement à une villa. On passe aussi du statut de locataire à celui de propriétaire et rarement l'inverse. Cela reflète une amélioration des conditions de vie.

« On louait un appartement, maintenant on habite notre propre maison constituée d'un rez-de-chaussée et composée de deux chambres et un salon et on est propriétaire de la moitié de la terrasse ».

Ce cycle de passage locataire à propriétaire nécessite une certaine durée de vie dans le quartier et dans la ville, une stabilité de l'emploi et un changement de statut matrimonial. Les nouveaux arrivants dans le quartier, souvent célibataires originaires d'autres régions, migrent seuls sans leurs familles. Ils ont d'abord tendance à vivre en colocation, avant de basculer vers un autre statut.

L'espace intérieur est présenté comme un espace dominé par le principal pourvoyeur de la famille. La dépendance financière des enfants renforce leur soumission au père. Les rapports de force au sein de la famille ne dépendent pas uniquement du père mais aussi du frère que l'on prépare à ce rôle. La marge de liberté et le degré de prise de décision des femmes au sein de la maison sont réduits.

L'espace extérieur caractérisé auparavant par des liens de solidarité et de partage change progressivement de morphologie. Le lien social s'est effrité avec le temps. Il est caractérisé par l'individualisme et la violence notamment à l'égard des filles du quartier. Cette évolution a touché même l'appellation du quartier : avant c'était le quartier traditionnel appelé (houma/derb) et actuellement c'est le quartier moderne c'est le (hay).

« Depuis 1976, on ne croit plus à cette relation d'intimité au sein du quartier (lhouma). Maintenant, on se mêle de la vie de la fille, on l'insulte et insulte même ses parents alors qu'on n'a pas le droit de se mêler de ses affaires ». (E4)

« Le sens du quartier ' mafhoum derb' n'est plus présent, les relations qui étaient fortes entre les voisins n'existent plus ». (E5)

Cette question de proximité ou de voisinage (Qaraba), caractérisé par un type de quartier (Houma ou Derb) revient souvent avec nostalgie. Elle correspond à un modèle relationnel où l'espace proche joue une sorte de rôle de sas entre l'intérieur et l'extérieur. Le premier étant féminin et le second masculin. L'espace « derb » est une intermédiation protégée où les femmes peuvent sortir sous la protection des hommes proches. L'évolution des femmes vers l'extérieur était conditionnée par cette protection. Cette nostalgie vers ce modèle d'organisation de l'espace est essentiellement masculine. Une fois que la femme accède à l'école, au travail à l'extérieur, ce modèle perd sa raison d'être, mais la nostalgie persiste faute de créer de nouveaux modèles d'intégration des hommes et des femmes dans l'espace.

11. Femmes et espaces

Les femmes ont rarement fait le choix de vivre à Bernoussi. Elles habitent soit avec leurs parents, soit avec leur époux. Même si certaines femmes migrantes habitent en colocation, les femmes indépendantes habitant seules dans ce quartier sont très peu nombreuses. Les femmes s'installent à Bernoussi après leur mariage. La répartition des enfants au sein de la maison est sexuée.

« J'habitais à Hay Mohammadi à la villette à Bnou Tachefine, c'est là que mon père est décédé. On devait sortir de la maison alors on est venu à Bernoussi ».

« Nous avons trois étages (elle veut dire appartements), le rez-de-chaussée est cédé à des filles, le premier est occupé par mes parents, le deuxième est occupé par moi et mes sœurs, chacune de nous a une chambre, la terrasse est occupée par mes frères ». (E51)

La majorité des interviewés qui habitent à Bernoussi sont propriétaires, locataires ou locataires-hypothécaires.

« En ce qui me concerne, avant j'habitais à Derb Sultan, juste à côté de mes parents, il y avait un problème avec les propriétaires de la maison et après j'ai déménagé à Bernoussi. Ici j'habite dans une maison traditionnelle, deux chambres et une cuisine et un hall et des toilettes, ça fait quatre ans que j'habite ici, c'est un loyer ». (E26)

« Nous occupons un appartement à titre de locataires-hypothécaires « RAHN », il nous reste encore une année pour déménager dans notre propre appartement à Hay AL QODS ». (E33)

Rares sont les personnes ayant une vision positive du quartier. La satisfaction d'y vivre est liée essentiellement au calme et à la non stigmatisation relative à l'handicap physique.

« Jamais, jamais je n'ai senti l'humiliation dans mon quartier d'habitation, jamais les gens m'ont dit quelque chose de mal, mais ce sont les gens du milieu (الميدان) jamais on m'a dit (عرجة) ». (E44)

« Cela fait 20 ans que nous habitons ce quartier, c'est un quartier calme, tranquille. Ce n'est pas comme l'ambiance hay Farah ». (E10)

D'autre part, le quartier de Bernoussi est perçu négativement. Le manque de discrétion et d'intimité dû à la promiscuité des constructions ainsi que la propagation de la criminalité et le manque de sécurité sont des facteurs qui génèrent une répulsion vis à vis du quartier.

« Il n'y a pas de sécurité à Bernoussi de nuit comme de jour, les filles qui sortent de bonne heure pour aller travailler sont toutes agressées, chaque jour 5 à 10 filles sont agressées, dans la région de Birly, les filles qui vont à pieds au travail dans la zone industrielle sont agressées, ces voleurs ne sont pas de ce quartier, ils viennent d'autres régions pour attaquer les filles…elles se voient obligées de céder le sac, le portable, l'argent, les filles peuvent même être violées, notre environnement est très pourri ». (E51)

« L'ingénieur devait être débutant, les ruelles sont fermées, de telle façon que nous nous demandons tous le temps, nous les habitants du quartier, si une catastrophe survient, par où allons nous nous sauver ? Nos enfants vivent ensemble, nous vivons ensemble, tout le monde voit tout le monde, tout le monde voit quand quelqu'un vous rend visite, les maisons sont trop rapprochées ». (E22)

Par ailleurs, vivre dans les bidonvilles de Bernoussi prive la femme de la possibilité de poursuivre ses études notamment universitaires et de sa liberté vestimentaire.

« La vie au bidonville était difficile, il y avait d'autres mentalités, on ne pouvait pas s'habiller librement…"RHAMNA" ressemble à la campagne, les mentalités sont renfermées et difficiles, par exemple la fille ne doit pas atteindre un certain niveau scolaire, effectivement, la plupart des filles qui habitent à "RHAMNA" ne dépassent pas le bac et ne vont pas à l'université. En plus, les mères marient leurs fils même s'ils sont au chômage et elles prennent en charge leurs familles. ». (E51)

Choisir de vivre à Bernoussi est lié à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la proximité du lieu du travail réduisant les difficultés relatives au transport. Ensuite les femmes rejoignent leur mari après le mariage ou se détachent de la grande famille en vue de l'autonomie de famille nucléaire.

« J'ai continué à habiter le quartier Sidi Bernoussi pour plusieurs contraintes ou plutôt pour plusieurs raisons : d'abord je ne voulais pas sortir de la délégation où je travaille, car je travaille dans l'enseignement et si je me déplace à l'extérieur de Sidi Bernoussi j'aurais un problème relatif à ma permutation et ainsi j'aurais un problème de transport ». (E23)

« Je me suis déplacée de Fès vers Anassi à cause du mariage : j'ai rejoins mon mari ». (E22)

« Je suis venue à Bernoussi parce que c'est à proximité de mon travail et je ne voulais plus rester dans le milieu de la grande famille, je voulais habiter juste avec mes frères et sœurs pour travailler et pour que chacun prenne son chemin ». (E39)

L'image de Bernoussi Sidi Moumen reste négative, comme celle de tout espace périurbain où la précarité est visible. Le choix d'y vivre est souvent forcé. On y vient pour des raisons économiques (loyer plus bas) ou familiale (regroupement). On y reste pour les mêmes raisons. Dans ce contexte les femmes sont triplement défavorisées. Elles ne l'ont pas choisi

parce qu'elles ont suivi un père, un frère ou un mari. Elles peuvent difficilement en sortir parce que les autres quartiers de la ville sont économiquement hors de leur portée. Elles se retrouvent dans un environnement masculin difficile à transformer.

VI. Vie quotidienne

12. Services existants

Les hommes et femmes ont une vision pessimiste de la sécurité à Casablanca en général et en particulier dans le quartier de Bernoussi. En effet, Ils considèrent que le nombre d'agents de police est insuffisant par rapport à la densité de la population et pensent que la police n'intervient uniquement que dans les cas d'extrême urgence « *il faut qu'il y ait du sang* ». Son rôle est plutôt répressif que sécuritaire. En cas de vol ou d'agression, le citoyen est obligé de se défendre seul. Néanmoins, certaines personnes considèrent que la police fait de son mieux pour assurer la sécurité des citoyens mais elle se trouve souvent dépassée à cause de la surpopulation de Bernoussi et du danger du métier.

« La sureté est présente. Les agents font de leur mieux mais la région dépasse leurs capacités. Presque tous les jeunes de Sidi Moumen sont au chômage et restent accumulés dans les rues et les cafés. C'est une population qui dépasse de loin le nombre des agents de sureté ».

« On ne va pas nier les efforts des policiers, eux aussi sont confrontés au danger et à la violence, ils sont confrontés à beaucoup de choses »

Les services juridiques sont aussi considérés comme manquants, il n'y a ni bureaux pour l'orientation juridique ni tribunal à Bernoussi, il y a uniquement une annexe du tribunal de Aïn Sebaa. Même les centres d'écoute bénéficient d'un manque de visibilité. Certains habitants les connaissent d'autres n'imaginent même pas que ça puisse exister.

Les services médicaux semblent être plus connus. Il y a plusieurs dispensaires (aux quartiers Amal, Elmaaguiz, El Qod, etc.), il y a aussi un hôpital public 'El Mansour' où un service de maternité vient d'être mis en place. Il y a également des cliniques privées.

Toutefois le secteur de la santé connait un ensemble de problèmes notamment lié au manque d'équipement et de personnel. Outre la mauvaise prise en charge des patients, le problème de la corruption du personnel soignant est fréquemment évoqué par les interviewés. De plus, à l'hôpital Mansour, il manque certaines spécialités notamment psychiatriques, ce qui pousse les patients à recourir à d'autres hôpitaux publics tels que le CHU et Mohammed V.

« Tu peux lire « hôpital public », tu peux voir les murs, mais comme acteurs, ils sont absents, quand tu visites l'hôpital tu ne trouves pas de médecin, il n'y a que des stagiaires qui ne savent rien et l'un t'envoie vers l'autre plusieurs fois ».

L'association « Bayti » pour les enfants des rues et les enfants abandonnés et la maison de bienfaisance islamique qui reçoit les enfants de Casablanca en général sont les deux foyers d'hébergement cités par les interviewés.

Malgré leur existence, les maisons de jeunesse ne remplissent pas leur rôle vu le manque de plusieurs services (terrains de sport, théâtre, jardin, bibliothèque). De même pour les complexes sportifs et d'athlétisme sont décrits comme des espaces qui n'offrent pas un encadrement sportif aux jeunes.

Afin de combler le manque des services à Bernoussi, des initiatives ont été prises par les habitants. Une association des habitants du quartier a été créée pour régler les problèmes des citoyens en rapport avec les administrations publiques, la sécurité, le transport et venir en aide aux personnes aux besoins spécifiques et en situation de vulnérabilité. Face au grand nombre d'agressions, une commission d'habitants a été constituée pour rencontrer les représentants de la sécurité à Bernoussi, ce qui a eu un impact positif sur le quartier après.

Selon les cadres associatifs l'administration doit mettre fin aux méthodes traditionnelles (passer par le Mokadam et le Cheikh) et intégrer les nouvelles technologies. Les centres d'écoute devraient sortir des quartiers aisés et s'intéresser aux quartiers populaires. De plus, il est nécessaire d'institutionnaliser les centres d'écoute par l'Etat et ne plus compter sur les institutions étrangères pour leur financement. Ces centres d'écoute s'avèrent importants parce qu'ils sont capables de faire une intervention sociale et psychologique auprès des femmes victimes de violence.

« Concernant l'écoute, c'est vrai, les procès qu'on me rédigeait avaient un impact sur mon mari, grâce à quoi il ne me frappait plus autant, il a eu peur. Coté psychologique, je me suis adressée à une association, je leur racontais, on m'orientait, on m'écoutait, je ressentais que j'étais écoutée, c'était un réel soutien psychologique, avoir quelqu'un qui s'intéresse à ton cas et qui le suit ».

L'institutionnalisation des centres d'écoute constitue une avancée importante. Il est toutefois nécessaire que ces derniers fassent un travail de sensibilisation dans les quartiers sensibles afin que les gens connaissent leur existence, qu'ils soient conscients de leurs objectifs et de leur rôle. Un numéro vert devrait être disponible, avec un centre d'appel relié par GPS, capable de localiser les différentes patrouilles. Par ailleurs, les postes de police devraient être mieux placés pour cibler les points noirs de la criminalité à Bernoussi.

Des contradictions ressortent de la plupart des discours lorsqu'il s'agit de parler des services existants. Ceci peut éventuellement être expliqué par l'absence du contact direct avec ces services et le mode de transmission de l'information, essentiellement oral. La confusion

porte surtout sur l'existence des centres d'écoute, les maisons de jeunesse, les cellules de lutte contre la violence. Par contre, d'autres services sont majoritairement connus par les interviewées : les commissariats, les postes de police, les centres de santé, l'hôpital public.

En général les différentes personnes interrogées doutent de l'efficacité de ces services. Le rôle assigné à chaque service est remis en cause par les enquêtées.

Les commissariats sont présentés comme des services auxquels recourent les femmes pour dénoncer les actes de violence subis. Cependant les femmes ne se sentent pas à l'abri dans les commissariats, car elles risquent d'être exposées à la violence et au harcèlement sexuel, dans un service où elles sont sensées être protégées. Pour gagner leur procès, certaines femmes sont contraintes à se soumettre à cette forme de violence.

Même dans les commissariats, la femme peut être exposée au harcèlement sexuel, parce que les policiers voient encore en la femme son corps. De plus, dans les commissariats, on exerce un autre genre de pouvoir sur la femme pour qu'on lui donne son droit. Pour qu'elle prouve qu'elle a été victime de harcèlement, elle doit avoir une relation (تصاحب) avec le commissaire ou avec le policier responsable au commissariat. C'est pour cela que les femmes vont aux commissariats (مكادة), bien habillées et bien maquillées donc elle sera exposée à un autre genre de harcèlement… Face à ce genre de situation la femme doit choisir entre le fait d'être violentée dans la rue ou dans les commissariats. C'est comme si elle devait choisir entre une violence du premier ou du deuxième degré. Elle choisit donc la violence du deuxième degré ». (E4)

Les femmes considèrent qu'il y a des abus de pouvoir au sein des commissariats. Elles parlent souvent d'indifférence et d'irresponsabilité. Les agressions au quotidien rapportées par celles-ci prennent différentes formes mais finissent toujours par une déception et une amertume ressenties face à la nonchalance des policiers.

« Et au poste de police c'était le choc. Tu ne peux pas imaginer le sang froid avec lequel le policier prenait l'information. Une attitude, je peux vous dire, d'indifférence. J'attendais à ce que la police se déplace sur place pour s'arrêter sur le lieu, et mener des investigations...Rien de tout ça. Le monsieur a demandé des informations d'ordre général; le nom, l'adresse etc. Mon père voulait réagir, mais à ce moment là tout ce qui l'intéresse c'est d'avoir cette attestation de déclaration de perte des mes papiers... C'est comme si je lui racontais un film de télévision et non pas une réalité. Comment veux-tu que les gens fassent confiance aux institutions de police? Vraiment, un comportement d'irresponsabilité ». (E10)

Les relations entre la police et les femmes de Bernoussi semblent être entachées de scepticisme. Il existe une sorte de décalage entre les activités des forces de l'ordre et la manière dont cela est perçu par les femmes. Notamment en termes de fréquences des tournées, réactivité, et prévention. Les modes d'actions existants ne semblent pas être efficaces.

« Trop de problèmes, il n'y a pas de services permanents, il y a de temps à autre des voitures de police, vers 17h, 17h30, le temps de la sortie des élèves, qui font leur tour, car même les filles du collège et du lycée étaient tout le temps victimes d'agressions. Donc les policiers ont commencé à faire leur tournée à cette heure ci à proximité des établissements scolaires. On nous avait parlé d'une coordination entre la police et les établissements scolaires, si un incident se produit nous les interpellons et ils arrivent de suite, mais le problème est que le mal est déjà produit.

Mais avant ! Donc pour la prévention il n'y rien de visible, il n'y a que la voiture de police qui fait sa tournée quelques fois. On commence à voir les motards et tout mais ça reste insuffisant ». (E23).

Mettre en place des cellules de lutte contre la violence au sein des tribunaux est mal perçu par les femmes. Le choix du lieu ainsi que le personnel travaillant au sein des cellules leur semblent inadéquats par rapport aux attentes réelles des femmes violentées. La démarche purement administrative s'avère inutile si elle n'est pas complétée par un suivi psychologique et social des femmes victimes de violence. En dehors de ces interventions, le tribunal est aussi perçu comme un espace où s'exerce le pouvoir masculin. Il est donc nécessaire de revoir le positionnement de ces cellules. Les mettre en place au sein des quartiers est parmi les propositions faites. Cette mesure de proximité améliorera l'efficacité du traitement des cas de femmes victimes de violence.

« Il y a ce genre de cellules notamment au sein des tribunaux. La question qui se pose : jusqu'à quel point ces cellules sont-elles opérationnelles ? Supposant que ces cellules existent, il faut d'abord voir comment ces cellules perçoivent la femme et comment on s'y comporte avec les femmes ? Le problème c'est que dans ce genre d'espace on se comporte avec la femme d'une façon très technique et administrative. Pour moi ce genre d'espace ne doit pas avoir un aspect administratif et ne doit pas être géré par des gens administratifs, les personnes mieux placées sont les assistantes sociales spécialisées sur la question. Lorsqu'une femme subit une violence elle a besoin d'un encadrement psychologique plus qu'administratif, alors que dans ces cellules, l'intervention du personnel est focalisée et limitée à l'aspect juridique. En plus, même ces cellules ne doivent pas se trouver dans des tribunaux, mais au sein du quartier. Les gens aisés ne vont pas au tribunal, ils ont leurs avocats et leurs psychologues, donc si les cellules ont été faites c'est essentiellement pour les gens des quartiers populaires qui perçoivent encore le tribunal comme endroit où ils seront battus. Donc ces cellules doivent exister dans le quartier parce que la relation intime avec la femme se tisse au sein du quartier, il ne faut qu'elles aient lieu dans les tribunaux ou dans un espace où il y a le pouvoir ». (E4)

Les hôpitaux ne semblent pas remplir leur rôle. Malgré l'augmentation du nombre des centres de santé et la mise en place d'un hôpital public à Bernoussi, les services médicaux semblent connaître plusieurs défaillances et ne pas correspondre aux besoins de la population. Tout d'abord, le nombre des centres de santé demeure disproportionné par rapport au surnombre de la population. Puis, la prise en charge du personnel soignant fait souvent l'objet de nombreuses critiques, notamment parce que le personnel prive les femmes vulnérables des médicaments auxquels elles ont droit, mais aussi parce que le personnel est enclin à la corruption.

« Les gens qui vont aux centres de santé n'ont pas les moyens pour acheter les médicaments, si le médecin leur prescrit les médicaments et les dirige vers les infirmières pour avoir les médicaments gratuitement les infirmières leur disent qu'il n'y en a pas… Si la patiente les supplie elles peuvent lui donner un seul comprimé et lui dire que si elle veut des médicaments elle peut aller les acheter dans les pharmacies… Et il se peut qu'une personne ayant les moyens, qui vient avec sa voiture bénéficie de médicaments gratuits… Je les ai vues de mes propres yeux…il suffit de donner 10, 20 dhs pour avoir un sac de médicaments sans forcément être malade…si tu as de l'argent tu es un roi ». (E51)

Une perception négative caractérise également l'hôpital public dont l'instauration est récente à Bernoussi. La pénurie de personnel, le manque d'équipement et de spécialités au sein de l'hôpital, le retard des rendez-vous sont autant de raisons qui poussent souvent les gens à se diriger vers d'autres hôpitaux notamment celui de Hay Mohammadi. La prise en charge à l'hôpital « El Mansour » se limite à ce qui est élémentaire, par ailleurs sa qualité demeure dépendante de la corruption du personnel.

« La prise en charge dans ces services de santé dépend du fait de corrompre ou non le personnel soignant, mais en général ces services interviennent pour assurer la vaccination, les urgences, donner des calmants aux gens malades qui vont par la suite voir un médecin spécialiste dans le secteur privé. Il y a le problème des rendez-vous aussi, un malade doit attendre longtemps avant de se faire opérer ». (E6)

« Concernant la santé, il y a aussi de la corruption au sein des hôpitaux, en général ce service n'est pas efficace, même les femmes ayant subi des violences physiques rencontrent plusieurs problèmes pour avoir accès à ce service ». (E40).

Il existe plusieurs associations à Bernoussi. Leurs rôles ne sont pas toujours bien vus par les femmes. En effet, elles tendent à considérer que l'objectif des associatifs est de venir en aide à la population, non pas de tirer profit des fonds octroyés à l'association, voire de réaliser des intérêts personnels au détriment de l'intérêt général. Elles pensent aussi que les acteurs associatifs manquent d'encadrement et qu'ils n'ont pas de vision claire des objectifs et du plaidoyer à entreprendre par l'association.

« Les associations sont disponibles, elles doivent juste jouer leur rôle. Parce qu'il y a des personnes qui ont d'autres objectifs. Quand j'ai commencé dans l'associatif, j'ai commencé à entendre le mot « كاميلة» et j'ai continué à travailler. Il y a des personnes qui partent d'un vide, qui ne pense pas à l'intérêt du quartier ». (E45)

« Les associations, les hôpitaux existent mais je vais parler de manière critique, les associations ouvrent les kiosques et tout simulant l'écoute, mais sont-elles encadrées ? Savent-elles l'objectif de l'écoute ou c'est juste pour la forme? Je pense que l'objectif est de profiter du développement humain, comme si elles s'entouraient par les femmes juste pour raconter ceci cela mais ont-elles des objectifs ? Visent-elles un plaidoyer ? Je ne crois pas ». (E23)

Malgré tout le tableau n'est pas aussi noir quand on déroule les perceptions des uns et d'autres des services de Bernoussi. Certains expriment leur satisfaction par rapport à la multitude et la qualité de quelques services disponibles.

« Il y a également des cabinets de médecins toutes spécialités confondues. Nous avons aussi des écoles de coiffure, des associations et des maisons de jeunes (Bernoussi et Al Qods). Nous avons un terrain municipal. Et au niveau culturel nous avons le complexe Hassan Sqalli qui est très connu et aussi la bibliothèque municipale où nous faisons des réunions… Ils offrent des services concrets et bons au citoyen de Bernoussi. La terre de Bernoussi est belle et son eau est spéciale ». (E39)

Cette satisfaction est exprimée à l'égard de la mise en place des centres sociaux à Bernoussi. Ces centres jouent un rôle crucial dans le changement de la personnalité des femmes. Outre le fait de permettre aux femmes d'acquérir un savoir faire leur garantissant une autonomie

financière, la fréquentation des centres sociaux contribue aussi à modifier leurs croyances superstitieuses et leur recours à la magie.

Ces centres sociaux ont rempli relativement le vide que vivaient les femmes. On n'a plus la femme consommatrice ou la femme qui à 15h ne trouve rien à faire et va parler avec la voisine et décide d'aller chez les charlatans parce que ça aussi c'est une violence, le fait de rendre le mari sans volonté à travers la magie, elle fait des économies sur les dépenses pour épargner de quoi payer le fqih. Ces centres offrent des apprentissages en cuisine, couture, broderie … On commence à voir que les femmes connaissent la gravité de la magie et commencent à s'en éloigner. C'est le vide qui pousse la femme à ces choses là. La femme au foyer croit qu'elle est oppressée par le mari mais c'est juste le vide qui crée ce sentiment et c'est elle qui n'a pas su quoi faire. Il y a des femmes qui travaillent chez elles et vendent leurs produits et comme ça elle comble le vide de tous les jours. La femme commence à changer parce qu'on l'a fait sortir de la maison pour apprendre et comprendre pour son bien, celui de sa religion et celui de ses enfants et ça crée aussi une fierté chez la femme. La femme peut apprendre la couture et l'association l'aide à acheter une machine et comme ça elle n'est ni dans le vide ni dans le besoin ». (E43)

Des expériences de promotion du statut de la femme semblent réussir. Il s'agit surtout d'apprentissage et d'alphabétisation, liés au développement des centres sociaux. Ces nouvelles structures ne sont pas attachées à d'anciennes pratiques où les femmes peuvent être déconsidérées.

13. Accéder à l'espace public

Les hommes circulent plus librement à Bernoussi que les femmes. Mais eux aussi sont confrontés à des problèmes de sécurité. S'ils sont originaire du quartier 'البرنوصي ولد' s'ils y ont vécu pendant une longue période où s'ils sont des acteurs politiques ou encore associatifs, ils connaîtront moins de difficulté. Les problèmes de déplacement des hommes sont essentiellement liés au manque d'infrastructures pour les gens motorisés et au manque de moyens de transports pour les gens qui ne le sont pas.

« Le rythme des ventes des voitures est très rapide par rapport au rythme de construction des routes et le réaménagement des structures routières, les autorités publiques accrochent les panneaux pour faire semblant qu'il y a des travaux, des travaux qui ne finissent jamais, pendant toute l'année… Le secteur du transport au Maroc est parmi les secteurs les plus riches, le service des autoroutes encaisse des fortunes, le service des impôts lui aussi, mais les routes sont pleines de trous et dans un état lamentable ».

Les femmes déclarant pouvoir circuler en sécurité dans Bernoussi, s'éloignent des lieux marqués par l'insécurité. La liberté de circuler n'implique pas une liberté réelle de la femme. Elles sont insatisfaites car la configuration de l'espace public se caractérise par le harcèlement sexuel et la violence verbale envers elles. Elles ne peuvent accéder à certains espaces qu'à condition d'accepter des deals anormaux.

« Moi je trouve qu'une femme peut avoir accès à tous les espaces, est-ce qu'elle accède à ces espaces tout en étant à l'aise c'est ça la question? Par exemple, la femme ne peut pas aller au boulevard 'Choufouni' tout en étant à l'aise, elle est souvent gênée par les cafés dont les terrasses atteignent le boulevard. En outre, il y a le harcèlement sexuel auquel la femme est souvent exposée. Le marché et la Kissaria sont aussi des espaces où la femme est

exposée à la violence, surtout lors de la période de l'Aïd. Il y a des hommes qui vont à la kissaria juste pour se coller aux corps des femmes. Je ne pense pas qu'il y ait un espace où une femme peut être tranquille sauf si cette dernière arrive au point de normaliser avec le temps la violence verbale ». (E4)

Certaines femmes semblent être terrorisées lorsqu'elles évoquent leur accès à l'espace public. C'est une peur qu'elles ont intériorisée suite à une agression personnellement subie ou vécue par une de leurs proches. A force d'entendre parler des crimes et des différentes formes de violence elles finissent par être imprégnées par la terreur du dehors.

« Actuellement, j'ai trop peur, je suis effrayée, toujours. En décidant de sortir de chez moi, je soupçonne tout le monde, tout le monde pour moi est voleur, toute personne que je ne connais pas est voleur, toute personne qui me suit est voleur, je soupçonne tout le monde, dès que j'aperçois une ombre, je sursaute de peur, je me dis c'est un voleur qui me poursuit ».

« Dès que tu commences à penser sortir dans la rue, tu t'armes, tu quittes ton sourire, tu te prépares à affronter la rue, dès que tu quittes la porte tu dois prendre garde, tu adoptes toutes les mesures de sécurité, moi j'ai pris l'habitude de faire mes prières. Maman me les a apprises, je les récite dans les escaliers, avant de descendre à la porte et de la dépasser ».

Pour les femmes l'accès à l'espace extérieur est conditionné. En effet, plusieurs règles non écrites sont imposées aux femmes. Elles semblent avoir intériorisé une certaine forme de comportements, d'attitudes pour pouvoir accéder à l'espace extérieur : comment se couvrir, marcher vite, être discrète, ne pas répondre, et s'il est nécessaire de le faire, répondre à leur agresseur d'une manière préalablement codifiée, elles respectent aussi certaines tranches horaires. La sortie nécessite une préparation physique et psychologique.

« Je porte ce que je souhaite porter, mais je fais attention obligatoirement à la longueur de mon vêtement pour qu'il respecte les normes tracées par la société et les normes éducatives ceci d'un côté, d'un autre côté, dans un souci de sécurité tu dois porter des tenues descentes pour ne pas subir une « catastrophe » ou quelque chose…tu n'as pas le droit de porter des couleurs éclatantes, tu n'as pas le droit de te vêtir en rouge ou en fuchsia, tu dois te vêtir décemment, tu ne dois pas porter des vêtements courts ».

« Cette violence t'impose un aspect vestimentaire, une démarche et un horaire précis. Tout cela fait qu'on ne vit pas à l'aise, on vit selon un 'agenda' précis imposé par le pouvoir masculin, par le pouvoir de la rue ». (E 4)

L'accès des femmes à l'espace public varie en fonction des moments de la journée. La nuit, notamment après 21h, est le moment où la femme peut être la plus exposée à la violence.

« Pour la nuit, je ne sors pas, mon époux ne me laisse pas sortir la nuit, car il y a des voleurs partout, j'ai entendu plusieurs histoires de viols et de harcèlement. En effet je fais mes courses la journée et je rentre chez moi ». (E26)

« La femme ne choisit pas, elle est manipulée selon 'un agenda' fait par les autres. On prétend que l'on s'adapte alors que l'on ne s'adapte pas, on est obligé d'interagir (tafa'ol). Interagir c'est un problème, parce que j'ai du mal à accepter les coutumes sociales et en même temps c'est difficile que je les défie, si je le fais je serai maudite 'عاقّة', je serai une fille de la rue ' bent zenka' qui a été influencée par la mauvaise compagnie ». (E4)

Une femme n'éprouve pas de sentiment de tranquillité (الامان) dans l'espace public. La fréquence de la violence verbale et le harcèlement sexuel sont tels qu'une femme les normalise et

les intériorise avec le temps. Aux dires de l'une de nos interviewées '*les femmes deviennent des personnes vivant avec la violence (التعايش)*. L'une des interviewées explique que ce manque de sentiment de tranquillité (al amane) et d'intimité (الحميمية), n'existe pas uniquement dans les espaces publics, il apparait même dans les espaces privés exclusivement féminins, tel que le hammam. La pression masculine interfère aussi dans les espaces féminins.

« Même au hammam, la femme ne se sent plus à l'aise, certaines te demandent de porter une jupe (lmi'azar), parfois certaines filles te fixent tellement du regard que tu commences à te demander si elles sont lesbiennes. Au hammam on n'est pas aussi violentées que dans la rue mais pour moi ce n'est pas un espace où on est à l'aise où tu sens ton intimité (hamimya dyalek) ». (E4)

Les femmes focalisent leurs discours sur leur vécu dans la sphère publique. Toutes les idées convergent sur le manque de sécurité et la propagation de la violence non seulement au sein du quartier mais dans toute la ville. Casablanca est assimilée à un monstre qui ne cesse de grandir et de se renforcer.

« Casablanca est un monstre qui devient plus grand et plus fort… Il devient violent avec les clochards, le harcèlement, on ne passe pas tranquillement ». (E51)

L'augmentation du taux de la violence et de la criminalité engendre une terreur chez les femmes, leur peur quotidienne ne cesse d'accroître. Ce sentiment s'accentue à cause de la certitude que personne ne leur viendra en aide en cas de problème. La croyance en la protection de Dieu et les bienfaits de la bénédiction des parents s'avèrent être les seuls remèdes qui puissent atténuer la peur des femmes.

« Nous n'avons pas quelqu'un qui peut nous protéger, nous n'avons pas quelqu'un qui peut intervenir dans le cas où l'une d'entre nous subit une violence, nous vivons dans l'appréhension, mais il y a un moyen qui me rassure : ce sont les prières de Maman, donc rien ne m'arrivera inchallah ».

La peur s'intensifie lorsqu'il s'agit de l'accès de leurs enfants à l'extérieur. Ceux-ci sont plus vulnérables à la violence vu leur jeune âge et leur incapacité de se défendre.

« En tant que femme je sens qu'elle (sa fille) aussi est menacée, j'ai peur pour elle, je crains que par exemple lorsqu'elle rentre à la maison seule, je crains que quelqu'un la pousse et monte avec elle les escaliers, j'ai peur des harcèlements sexuels, j'ai peur que les voisins sachent qu'elle rentre à une heure précise, il se peut que quelqu'un abuse d'elle. Des enfants plus jeunes que ma fille ont été victimes d'abus sexuels, ils ont été agressés à l'âge de huit ans… moi je suis âgée par rapport à ma fille, moi je peux me défendre, par contre ma fille n'a ni la force ni l'esprit pour se défendre, elle est jeune encore ».

En plus du risque permanent d'être violentées dans l'espace public, les femmes mettent en relief une autre forme de violence qu'elles endurent au quotidien : le harcèlement sexuel. En effet le harcèlement sexuel est devenu monnaie courante et n'étonne plus les femmes, elles finissent par l'intérioriser avec le temps. Généralement les femmes ne manifestent aucune réaction face à leur harcèlement de peur d'être exposées à une violence plus grave.

« Quelques fois tu peux subir des harcèlements sexuels mais tu dois faire attention, tu dois toujours rester vigilante, tu ne dois pas discuter ni répliquer, tu quittes pour regagner le chemin de ton travail, mais la peur est omniprésente et la vigilance est très importante, tu dois garder les yeux grands ouverts, tu n'es plus dans l'état dans lequel tu étais chez toi, chez toi, c'est ta maison, la rue c'est autre chose… Les harcèlements existent mais d'habitude je ne réplique pas, je ne riposte pas, je baisse la tête et je continue mon chemin ».

A force de faire face au harcèlement sexuel dans leur quotidien, certaines femmes finissent par élaborer une sorte de typologie de ce harcèlement. Une distinction est faite entre le fait de recevoir des compliments par quelqu'un dans la rue et l'obligation de répondre à cette personne afin d'éviter de déclencher une réaction violente de sa part. Outre le caractère contraignant ou non du harcèlement sexuel, celui-ci diffère selon les quartiers. Il devient plus violent en passant du centre ville aux quartiers précaires.

« J'ai beaucoup aimé le centre ville (lemdina). Là bas, il n'y a pas de contraintes. Vous savez, même le harcèlement du centre ville est différent de celui des quartiers précaires. Pour moi, ce n'est pas un harcèlement c'est un compliment (Ghazal). Je pense que les hommes changent de registre selon le quartier où ils se trouvent, dans le quartier (lhouma) l'homme devient violent…Tant que je suis libre de parler ou non à cet homme ce n'est pas un harcèlement, mais s'il m'oblige à lui parler ou s'il m'insulte au cas où je ne lui prête pas attention, dans ce cas, ça sera un harcèlement. S'il me fait un signe et moi je réponds par oui, dans ce cas c'est une volonté et un choix mutuel. Mais dans le cas du harcèlement, le choix n'est pas fait par les deux. L'une des deux parties est insatisfaite ». (E4)

Le travail occupe une place importante dans le quotidien des femmes. Celles-ci rapportent des difficultés relatives à cet aspect de leur vie. Ces difficultés sont parfois liées au contact avec les supérieurs au travail. Adopter une vision différente basée sur une approche genre et aspirer à changer la perception des enfants sur la répartition sexuée des tâches expose la femme enseignante à la sanction et aux critiques dans son milieu de travail.

« Côté travail, c'était bien, un peu de violence de la part de l'inspecteur, on le nommait l'inspecteur, à l'école, il exerçait son autorité, tel un lion, il entre… tu dois l'accueillir, le saluer, le recevoir, une mentalité un peu… pas un seul mais en général, tous ceux avec qui j'ai travaillé. Un, dernièrement, a assisté à la séance, nous y développions le mot « aider », alors j'inculquais aux élèves l'action d'aider. Maman, ma sœur, ma fille : une approche genre, j'aide maman à ranger la table, j'aide Maman à dresser la table, je ramène le pain de la boulangerie… Il n'était absolument pas content de mon approche, « madame il va falloir des années et des années pour arriver à inculquer ce que vous êtes entrain de chercher à apprendre aux enfants ! » il a également marqué des observations sur mon rapport ».

Les contraintes quotidiennes des femmes peuvent se rapporter avec le lieu de leur travail qui les expose au danger permanent. Afin de faire face à cette situation, les femmes peuvent se trouver dans l'obligation de faire appel à des collègues hommes pour les accompagner sur le chemin. C'est une stratégie pour éviter d'être agressées et pour se sentir en sécurité. Néanmoins, cette solution génère une stigmatisation de la femme qui sera accusée socialement d'avoir une relation extraconjugale avec son collègue.

« L'école n'était pas très éloignée, mais si je partais à pieds, je souffrais vraiment, c'était infernal, par exemple : si je partais à pieds, je devais passer par les bidonvilles. C'était dangereux car chaque fois tu apprenais

qu'un professeur a été agressé. Quand tu marches tu ne sais jamais qui est derrière toi, j'étais dans l'obligation de rentrer accompagnée de mes collègues hommes… Sans parler de la médisance, dès qu'on te voit marcher en compagnie d'un professeur : la professeur est en relation illégitime avec tel ou tel autre. Donc énormément de problèmes. Et tu ne peux pas rentrer seule, si tu décides de le faire, tu dois faire ta prière avant et après si tu arrives saine et sauve ». (E23)

En plus de leur difficulté de vivre leur quotidien dans l'espace public, les femmes dévoilent les problèmes qu'elles rencontrent même dans la sphère privée. En effet, la relation conjugale peut devenir source de différentes formes de violence exercées. Le mari peut devenir un acteur de la violence.

« Moi, je suis victime de violence même chez moi... Je me suis mariée depuis l'orphelinat, pour moi tous les gens sont des saints, corrects, stricts, sérieux, en somme biens... Mon mari a exploité cette situation, a exploité mon inexpérience, il m'effrayait, il me battait, il m'insultait, il m'injuriait, il me violentait par tous les moyens, il me frappait tout le temps, il me frappait à cause des enfants, il suffisait que je lui demande pourquoi tu n'as pas fait sortir le gosse ou pourquoi tu l'as laissé avec la bonne ou pourquoi tu ne l'as pas ramené ou, ou, il me battait… La plus grande violence que j'ai subie est chez moi par mon mari : toutes les formes de violences : psychique, physique… ». (E22)

Pour minimiser le degré de la violence qu'elles subissent, certaines filles préfèrent porter la djellaba et le voile. Même cet aspect vestimentaire s'avère parfois inefficace contre le harcèlement sexuel.

« Donc tout au long du trajet que je fais je suis menacée et harcelée, je ne suis pas tranquille sachant que je porte une djellaba chose que je n'ai pas choisie. La Djellaba m'est obligée par l'entourage alors que je suis encore jeune, je suis née en 1981 et je suis sensée bien m'habiller et être présentable. Donc ce n'est pas la vie que je désire vivre, je ne veux pas mettre le voile, je ne veux pas mettre la djellaba, je ne veux pas faire beaucoup de choses dans ma vie ». (E 4)

« Même si la femme porte le Khimar, sans être forcément légèrement vêtue et donc vouloir inciter les commentaires, même avec un Khimar et accompagnée de son mari, on peut entendre « je veux une femme qui me réveille à l'aube pour faire la prière». (E51)

D'autres stratégies sont évoquées par les interviewées femmes afin se protéger contre la violence notamment le harcèlement sexuel : pratiquer le Karaté, éviter de passer par les boulevards et opter pour les ruelles, éviter de sortir après 21h, être en compagnie d'un homme, ne serait-ce qu'un petit enfant, acheter une voiture, etc.

« A part la djellaba et le voile, je passe par les ruelles parce que je déteste passer par le boulevard, je baisse la tête dans certains endroits, je ne sors pas après 21h, j'évite de sortir seule, j'emmène avec moi mon neveu, c'est un homme…Il a 5 ans, l'essentiel c'est que c'est un garçon, il réagit lorsque quelqu'un me harcèle. Je me dis qu'il est encore petit pour me protéger mais je me dis que c'est préférable qu'il soit avec moi. Donc, d'une façon inconsciente je renforce et j'adhère à la culture dominante ». (E4)

« J'ai fait un peu de karaté, ainsi si quelqu'un décide de m'arracher le sac ou de me tirer, je suis à même de le tirer, de me défendre, je prends mes précautions ». (E24)

14. Utiliser les espaces mobiles

Le harcèlement sexuel à l'égard des femmes ne se manifeste pas uniquement dans la rue mais également dans les moyens de transport en commun. L'indifférence des gens est souvent l'attitude la plus exprimée face à cette forme de violence.

« Je vis des expériences diverses dans le taxi, parfois des gens cherchent à me harceler, à me parler ou à m'embêter, un jour une personne a posé sa main sur mes jambes et je lui ai demandé de prendre distance, il m'a répondu : c'est un taxi, si tu ne veux pas qu'on te touche achètes une voiture, et je n'ai trouvé aucune sorte de solidarité de la part des gens au taxi ». (E40)

Posséder un moyen de transport personnel ne semble pas protéger les femmes contre l'hostilité du monde extérieur. En effet, les femmes motorisées rapportent elles aussi la violence qu'elles subissent en conduisant. Les réactions agressives des hommes s'exacerbent face à une femme qui conduit. Une voiture ne leur garantit pas non plus un sentiment de sécurité. Selon elles, les voleurs attaquent désormais les femmes motorisées pour voler la voiture. Outre le vol du véhicule, la femme encourt également le risque d'être violentée physiquement.

« Le commencement de la journée démarre avec la violence, par exemple le matin je me réveille, je quitte la maison , je prends ma voiture, en me dirigeant vers mon travail, la première des choses que je trouve dans ma voiture, les gens ne respectent pas le règlement de la circulation, en plus , dès qu'ils voient que c'est une femme qui conduit, c'est le comble, la femme ne sait rien, ne comprend rien, circule lentement, klaxon de devant, de derrière, le feu n'est pas encore vert et les autres commencent à klaxonner , donc tout cela est une réalité ». (E42)

« Je me suis dit la voiture est le remède contre cette peur et cette sensation d'insécurité, en me déplaçant en voiture je vais m'épargner la peur des voleurs. Le malheur est que j'entends toujours les gens raconter : une, on lui a volé la clé de la voiture, l'autre on est monté avec elle dans sa voiture et on l'a kidnappée, l'autre …Donc, avec la voiture, la peur au lieu de s'estomper elle s'est amplifiée, la peur est devenue plus grande, le voleur ne va pas juste se contenter de t'arracher le sac mais le risque est devenu plus grand encore, il va t'arracher la voiture qui est plus chère et que tu as acheté à crédit et par traites. Tu commences à présager un vol plus grand, en plus de cela le voleur ne te vole plus et s'en va, il te blesse. Tu ne vois plus maintenant les voleurs se contenter de te voler et c'est tout, mais ils abusent de la force, te frappent, te blessent, laissent des traces ». (E 22)

Les individus ont tendance et intérêt à classifier les espaces. Cette tendance est intériorisée, socialisée. Au bout d'un certain temps de pratique on finit par le décomposer selon des critères multiples que chacun intègre progressivement. Cette décomposition va de l'espace fréquentable à celui qui ne l'est pas.

Cette déclinaison spatiale peut prendre les formats multiples : espace à fréquenter le jour mais pas le soir, à ne pas fréquenter seul mais en groupe, à ne pas fréquenter sans la présence d'un homme, à fréquenter en étant habillé d'une certaine façon, à fréquenter sans avoir d'objet de valeur ....Il existe aussi de la part des individus une classification des moyens de transport

collectif : en bus, en petit taxi, en grand taxi, en transport en commun informel : charrettes utilitaires ....

« Quand on parle à titre d'exemple du transport de la région, il y a même l'apparition de certains phénomènes comme le transport clandestin, les triporteurs qui constituent également un danger pour la sécurité des citoyens car le citoyen se trouve obligé d'avoir recours à ces moyens de transport pourvu qu'il arrive au lieu de son travail sans distinguer entre le légal et l'illégal. Mais l'Etat a la responsabilité d'organiser le secteur du transport public. Le premier souci du citoyen est d'arriver à l'heure à son travail mais parfois même les personnes qui ont leurs propres voitures n'arrivent pas à temps car presque toutes les routes à Casablanca sont des lieux de travaux. Sans oublier que ces routes sont étroites et sont utilisées par tous les moyens de transport les poids lourds, les motos, les charrues… Aussi, ces moyens de transports ne sont pas sécurisés ; les responsables ou les conducteurs des moyens de transports eux-mêmes n'ont aucune assurance et subissent des violences. Pour les citoyens, c'est pire encore. Le chauffeur ne peut pas assurer la sécurité du client. Tous deux sont victimes de violence à l'intérieur et à l'extérieur des moyens de transport. Car pour moi le problème doit être résolu à trois niveaux : la sureté nationale, la justice, et les acteurs de droits humains. Le Procureur du Roi donne l'ordre d'arrêter un criminel, la police exécute cet ordre mais après quelques jours le criminel est relâché. Donc, comment peut-on parler de lutte contre la violence ou contre la criminalité ? Actuellement, il y a des lignes de bus qui sont devenues des cibles pour les voleurs. Le citoyen n'est nullement en sécurité dans les bus car il est victime de vols et d'agressions. Les femmes sont victimes de harcèlement et d'agressions pour ou sans raison apparente. Les enfants aussi ». (E 19)

Il existe enfin une décomposition de l'espace à effectuer lorsqu'il s'agit de se déplacer d'un lieu de départ à un lieu d'arrivée. On passe de l'espace fermé (lieu de vie), à un espace ouvert (rue), à un autre espace fermé (moyen de transport), à un espace ouvert (une autre rue), à un autre espace fermé (lieu de travail). Au retour on peut effectuer le trajet inverse. Selon les jours, le trajet ainsi que la ponctuation des espaces en « ouverts » « fermés » varient. La durée passée dans chaque espace est aussi variable. Le trajet peut être programmé ou improvisé, voulu ou imposé.

« Je ne me sens pas en sécurité à 100%, j'évite de passer par certaines rues, je prends plus les taxis. Je prends surtout les grands taxis. Les petits taxis sont pris plus par les filles parce qu'ils les emmènent à l'endroit précis. Elles les utilisent surtout dans les situations de risque. Même le petit taxi n'assure plus une sécurité à 100% pour la fille, le risque c'est qu'elle sera seule avec le chauffeur qui est un marocain en fin de compte, ce n'est pas un étranger ' guawri'. Je connais une fille qui préfère prendre un grand taxi parce qu'elle ne sera pas seule avec le chauffeur, il y aura une autre personne au moins avec elle ». (Entretien 5-Homme)

Lorsqu'on se déplace, trois variables sont activées : un objectif à atteindre (aller au travail), un trajet à parcourir (d'un point x à un point y), des risques à réduire (ne pas se faire agresser).

Les hommes et les femmes actifs ne fréquentent pas les mêmes espaces aux mêmes tranches horaires, appartiennent (statistiquement parlant) à des catégories sociales plus populaires (ouvrières, personnel de service). Les femmes accèdent à l'espace public plus tôt. Elles essaient de rentrer chez elles avant le coucher du soleil. Les hommes accèdent à l'espace public tard, et intègrent l'espace domestique encore tardivement.

« Des fois j'ai envie de prendre le bus , si je prends le bus j'y trouve plein de problèmes , tu y retrouves une catégorie particulière, au moins le matin tu retrouves une catégorie constituée de fonctionnaires , au moins tu te

sens en sécurité, mais l'après-midi je ne peux pas le prendre, je suis dans l'obligation de prendre le taxi, car l'après-midi tu retrouves des « gueules » (rire), celui qui vole, celui qui parle un langage indécent, celui qui parle un langage insolent , celui qui je ne sais fait quoi, alors tu essaies de vivre avec, mais concernant la route je ne trouve pas de problème ». (Entretien : 24- Femme).

« En discussion, au bus quelque fois si la femme proteste contre un mot agressif, elle peut être frappée tout cela est lié à la mentalité des gens ». (Entretien 47- Femme)

Pour réduire le risque, les hommes et les femmes ne sont pas dans une situation égale. L'intériorisation des espaces et des menaces qu'ils génèrent varie selon le sexe. Il y a des espaces qui de par leur configuration sont inaccessibles car ils représentent trop de risques aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Comme il y a des espaces plus masculins et d'autres plus féminins. Etre un homme est un atout pour se déplacer dans certains espaces mais pas tous. Etre une femme est un handicap pour se déplacer.

« Dans les centres de santé, dans les administrations et même dans le transport public, dans les taxis le chauffeur traite les gens avec violence ou il met une cassette qui peut blesser les clients moi je la considère comme violence à mon égard car je ne suis pas obligé d'écouter des paroles qui blessent mes sentiments ou m'intimident». (Entretien : 27- Homme)

« Personnellement, je me sens agressé en taxi, on a peur du chauffeur qui prononce des mots effrayants. Est-ce qu'il a un permis de confiance au non ? Au sein du véhicule on ne ressent pas la sécurité ». (Entretien : 34- Homme)

« Je me réveille chaque jour à 07 :00, je prends le taxi à la fac, et je passe ma journée normalement, mais le trajet de la maison à la fac et vice versa, je vis des expériences diverses dans le taxi, parfois des gens cherchent à me harceler, à me parler ou à m'embêter, un jour une personne a posé sa main sur mes jambes et je lui ai demandé de prendre distance, il m'a répondu : c'est un taxi, si tu ne veux pas qu'on ne te touche pas achète une voiture, et je n'ai trouvé aucune sorte de solidarité des gens au taxi ». (Entretien : 40- Femme)

Il est aussi possible de considérer les moyens de transports que comme des espaces mobiles et par conséquent comme des lieux ayant les mêmes propriétés spatiales et les mêmes facteurs de risque.

« Dernièrement il m'est arrivé une chose qui m'a terrifiée, un jour il y a eu quelqu'un qui a voulu me faire des avances au bus et puisque je ne lui ai pas répondu il n'a pas cessé de m'insulter devant tout le monde. Ce qui m'a choquée c'est que cette scène m'est arrivée dans mon quartier (derbena), ce qui est sûr c'est que cette personne n'est pas originaire du même quartier que le mien. En général on n'a pas de problème avec les personnes qui habitent le même quartier mais avec les gens étrangers (dokhala'a) ». (Entretien 6- Femme)

« Je prends beaucoup les moyens de transport, je minimise la distance que je fais à pieds. Je prends des taxis pour éviter d'être attaqué, je fais toujours attention parce qu'à n'importe quel moment je peux être exposé à l'agression ». (Entretien 5-Homme)

« Pour les autres activités d'ailleurs, hors Bernoussi, et avant d'avoir une voiture, c'était pénible l'utilisation du transport en commun surtout le bus et plus particulièrement la ligne du 23 (Bernoussi-Médina). Un long trajet, tout le temps plein, beaucoup de monde, un climat favorisant la violence de toute sorte, violence verbale, physique, harcèlement sexuel …Ah oui, le bus 23 est très connu par ce phénomène de harcèlement à l'égard des femmes, des filles et des petits enfants aussi. Le vol, l'agression n'en parlons pas.…Oui, le harcèlement se passe aussi au niveau des grands taxis. J'étais témoin pas mal de fois d'actes de harcèlement au niveau des taxis. Il y a des fois tu tombes sur un brave chauffeur « Rajel », qui intervient au moment opportun pour sauver la femme ou la fille victime, mais souvent la femme fait face seule à cet acte sans intervention de personne ». (Entretien : 12- Homme)

« Il faut renforcer le parc des bus, des taxis, de et vers Bernoussi. La violence dans les moyens de transport est due, en premier lieu, au surpeuplement des usagers des transports en commun, surtout dans les heures de pointe. Donc plus de bus, moins de violence dans les transports ». (Entretien : 12- Homme)

Ces espaces mobiles ont en plus des risques encourus dans l'espace public deux caractéristiques particulières : la densité y est très forte et la sécurité organisée y est absente.

« Le transport existe mais n'est pas sécurisé. Les gens sont agressés dans les bus par des groupes de délinquants ». (Entretien : 27- Homme)

« Et en marchant à pieds, j'essaie de rester loin des points noirs de Bernoussi. Je ne sors pas la nuit sauf pour nécessité et si je sors j'essaie d'avoir un taxi. Non les bus sont beaucoup plus dangereux que tu crois. Il y a des lignes de Bus que j'évite (65 sidi Moumen, 86 place Sraghna) ». (Entretien : 21- Homme)

« Aussi un autre problème, c'est le transport, quand tu veux prendre le bus, il faut que tu attendes presque une heure, ou deux heures, et aussi dans le bus il y a les voleurs ça veut dire si tu n'es pas à jour, et si tu ne fais pas attention, ils vont te voler ». (Entretien : 26- Femme)

Les femmes sont les plus vulnérables dans cette situation.

« Si tu prends le bus, le trajet est trop loin, le bus est mal entretenu et dans un état lamentable. Si tu prends le taxi, là encore c'est un autre problème : quatre personnes derrière et deux devant et quelles personnes ! C'est-à-dire tu te retrouves avec n'importe qui, c'est rare quand tu partages le taxi avec des gens qui se respectent. Tu ne te retrouves qu'avec des personnes qui communiquent avec un langage vulgaire et qui prononcent (désolée) des mots indécents. Sans parler de l'inconfort et l'entassement, surtout si tu te retrouves avec des grosses, qui s'assoient à l'aise et ne se soucient pas de toi. (Rires) ». (Entretien : 23- Femme)

« Les bus par exemple, plusieurs hommes harcèlent des femmes de derrière, où elle se met debout et lui derrière elle, collé à elle, son corps collé à elle, la plupart des femmes qui découvrent ces types des hommes font des scandales, mais c'est rare que j'ai fréquenté des situations où des femmes veulent ce type de sexualité, elles les laissent, il y a un autre type de femmes qui découvrent ce qui se passe mais elles ont peur, il y a certains voleurs qui ont avec eux des couteaux il vole une fille, après qu'il descend elle commence à le dire ». (Entretien : 25- Homme)

« Je vous raconte : une fois, le chauffeur du taxi a voulu se payer plus que ce qu'il doit, il ne m'a pas rendu la bonne monnaie, je l'ai informé que je paie le taxi tous les jours pour arriver à mon travail la même somme, il a refusé de me rendre ma monnaie, alors je lui ai demandé de voir la police, il a refusé , alors j'ai refusé aussi de quitter mon siège, je suis restée installée dans mon siège, mais lui, il a préféré qu'une jeune fille reste installée à coté de lui, pour lui c'est avantageux, alors il a commencé à faire sa tournée en étant assise à coté de lui, j'ai réalisé alors que je ne le dérangeais pas , mais au contraire je le distrayais, je lui ai dit tu me fais ça à cause des dirhams, alors tiens, alors j'ai lancé la première cassette de la fenêtre, puis la deuxième, puis la troisième, alors je lui ai dit voilà , qu'est ce qui est plus cher ? Alors il a commencé à crier, nous sommes partis au poste de la police, il a crié, « elle m'a balancé mes cassettes », je n'ai rien dit, les policiers m'ont demandé ma carte d'identité, ils m'ont dit : «vous êtes professeur ? Qu'est ce que vous voulez à cette professeur ? Expliquez-nous, vous ! » Alors je leur ai expliqué qu'il ne m'a pas rendu ma monnaie. Il a voulu me mépriser, je l'ai méprisé, certes il m'a fait perdre mon temps mais je ne le laisse pas me mépriser, je lui ai fait perdre plus que la monnaie qu'il a refusé de me rendre, la réponse de la violence par la violence, que pouvais je faire ? M'adresser à la police ? Il n'y avait pas de témoins. Alors quelle aurait pu être ma réaction ? me cacher et pleurer et tomber malade psychologiquement, il vaut mieux que je me venge sur place, j'étais contente après, je lui ai fait perdre ses cassettes, le policier lui a crié, je lui ai fait perdre son argent , son temps, il l'a cherché , il l'a trouvé». (Entretien : 42- Femme)

« J'ai dit à mon amie, nous allons prendre un petit taxi. Tu sais c'est quoi un petit taxi, c'est la protection, être dans le respect et tout. Nous avons pris un petit taxi, il cherchait à prendre une troisième place il n'a pas trouvé, un certain moment la route était bloquée il a commencé à crier « je regrette d'être passé par là… ». J'ai essayé de le calmer « tu sais que tout Casa est comme ça, un peu de patience et tout ira bien ». Il n'a pas arrêté et il nous a dit « wllah mankemel bikom tri9, wllah hta tnezlou hna ». Je lui ai dit qu'on peut pas descendre ici, il fait nuit et il y a des risques et qu'on doit se calmer un peu. Il a commencé à nous faire peur on jouant avec l'automatisme de

fermeture des portes, il les ferme après les ouvre. Vous savez il faut interdire cette option pour les taxis, au moins le client pourra s'enfuir en cas de danger. Mon amie a eu peur, elle ne peut pas se protéger du chauffeur et en même temps elle a peur que les choses s'aggravent et que son mari lui fasse des reproches. Moi au contraire je veux me défendre soit qu'on aille au commissariat soit que je vais appeler quelqu'un. J'ai commencé à lui demander gentiment de changer d'avis parce que mon amie avait peur, elle voit qu'elle est dans une mauvaise situation mais tout ce dont elle a peur c'est des reproches de son mari. J'ai appelé mon mari pour venir nous prendre mais il avait des cours du soir. Le chauffeur veut exercer son pouvoir d'homme mais j'ai refusé de descendre du véhicule. Il nous a dit « si vous étiez filles de bonne familles vous m'auriez considéré « koun kentou bnat nass koun dertou bhssabi ». Je lui ai répondu « où est ce que vous nous avez trouvé ? Et en plus nous avons pris un petit taxi pour être respectées ». Je lui ai demandé de nous déposer là où on veut mais il a refusé, après il a pris le chemin inverse pour nous faire plus peur, mon amie tremblait de peur, il a verrouillé les portes. Enfin, quand il a vu que j'utilisais le téléphone il a eu un peu peur. Je lui ai dit encore une fois « svp conduisez nous à nos maisons, nous ne voulons pas d'histoires, vous ne cessez de nous insulter alors que vous avez un permis de confiance pour être confiant envers les clients » il a répondu « que va-t-il se passer, j'irai en prison ? Et alors ? » Je voudrais savoir est ce que les responsables qui donnent ces permis de confiance à ces gens leur font passer un test ou non. C'était un drame qui a duré 45 min. C'est une violence, le fait que c'est un homme, la femme aura peur de lui, il peut la menacer alors que c'est son droit de prendre un taxi. Il peut faire d'elle ce qu'il veut, s'il le veut. Il s'est arrêté et nous a dit « si vous ne voulez pas descendre, vous pouvez rester et passer la nuit ici avec moi parce que moi je reste ici, je ne vais nulle part » j'ai dit à mon amie de ne pas descendre et ce qui m'a aidé c'est que j'ai appelé mon fils et je lui ai précisé l'endroit où nous étions, alors le chauffeur a su qu'il y a des personnes déjà au courant de ce qui se passe mais si c'était une autre femme qui n'avait pas de portable ou qui n'avait pas de solde pour appeler ou qui n'a personne à appeler, que va-t-il lui arriver ? Je n'ai cessé de parler avec mon fils et de lui dire où on est. Je voulais qu'il se calme et qu'il ne nous fasse pas de mal après il a accéléré et a commencé à conduire avec une vitesse folle pour nous faire peur. Et c'était avec beaucoup de peine qu'à la fin il nous a déposé, on a essayé d'être très calmes parce qu'il attendait un mot de notre part et peut-être qu'il allait nous taper. J'ai dorénavant des références dans ma tête pour me protéger, je dois avoir le numéro du commissariat avec moi et si le chauffeur ne se comporte pas bien avec moi, j'appellerai ». (Entretien 43- Femme)

Face à cet ensemble de contraintes, une femme se trouve dans l'obligation de trouver une issue lui permettant de concilier les règles socialement imposées avec le désir ou le besoin d'accéder à l'espace extérieur. Il y a une nuance à faire entre l'adaptation 'التكيف' et l'interaction de la femme ' التفاعل' avec son environnement. L'activité quotidienne d'une femme ne peut pas être considérée comme une adaptation. S'adapter signifie qu'une femme a la possibilité de le faire. En tant d'individu elle détiendrait alors une liberté qui lui laisse le choix de changer ou pas son entourage. N'ayant pas cette liberté, elle est dans l'obligation de changer elle même et de se conformer aux règles sociales. Pour une femme ce changement et ces renoncements s'avèrent être obligatoires pour être tolérée, acceptée voire intégrée socialement. Interagir avec son environnement c'est céder son droit de choisir.

VII. Perceptions et représentations

15. Perception de la violence

Sidi Bernoussi est perçu comme l'un des points focaux de la violence dans le Grand Casablanca connaissant une augmentation du taux de la criminalité. Surenchérir sur la violence n'est pas seulement une vue de l'esprit construite à partir de ce qui est galvaudé sur un quartier ou en amplifiant la renommée négative d'un quartier périphérique. Plusieurs personnes ont dit avoir été exposées (eux ou leurs proches) à un acte de violence, une ou plusieurs fois à Bernoussi en particulier et parfois dans d'autres quartiers de Casablanca.

« Ma femme a été victime d'agression, la première fois par un sans abri, mais c'était une agression psychique, sans vol. La deuxième fois, elle était avec mon fils, on lui a volé le portable. L'image de l'agression ne quitte jamais les pensées de mon fils ».

« Il n'y a pas de différence entre les quartiers casablancais, la sécurité n'existe pas ; j'ai fait l'expérience, j'ai été victime de vol direct plus que trois fois, dans différentes régions de Casablanca ».

Le degré de la violence à Bernoussi diffère d'un quartier à l'autre. Il y a des quartiers connus avec un taux élevé de la criminalité notamment les bidonvilles et des quartiers tels que « Maaguiz », « Al Qods ». Les habitants de ces régions sont amenés à développer des stratégies pour se sentir en sécurité.

« Comment je peux sentir la sécurité alors que j'habite près du plus ancien Douar de Bernoussi, Douar Haj Aissa. Ce Douar connaît, de temps à autre, des actes meurtriers entre les vendeurs, les consommateurs de la drogue. ....Avoir un chien dans ce Douar, est une manière de se protéger contre les actes de vol ou de d'agression. On fait peur aux autres parce qu'on a un chien à la maison».

La violence ne se définit pas toujours en relation avec les délits et les crimes. Elle est parfois perçue de façon différente. Selon certaines personnes, elle est conçue comme une situation voulue par l'Etat qui fait appel aux délinquants pour faire face aux militants politiques. Il s'agit d'une violence organisée et instrumentalisée par l'Etat qui se fonde encore sur des structures makhzaniennes. Celles-ci sont représentées par le Moqadem et le Cheikh dont le rôle principal est de contrôler les mouvements qui sont contre le Makhzen. Epier les déplacements des citoyens est considéré comme une forme de violence.

D'autres personnes considèrent que celles se manifestant à travers les agressions, les viols, les bagarres, ne sont qu'une conséquence d'un autre type de violence, à savoir celle de l'Etat. C'est une violence à caractère économique qu'exerce l'élite sur les citoyens en les excluant de la prise des décisions. Une sorte de monopole légitime de la violence détenue par une minorité face aux pauvres, marginaux et précaires.

Par extension, la violence est perçue comme une réaction que l'individu manifeste à cause de ses mauvaises conditions de vie (habitat précaire, chômage, entourage social ou familial violent, etc.). Elle ne s'exerce pas uniquement à l'égard des femmes, elle se manifeste aussi à l'égard des enfants, des voisins, des choses publiques. Elle touche tous les aspects de la vie quotidienne.

« La violence est le résultat d'un état psychologique. Là, je parle des acteurs de violence c'est-à-dire les personnes qui exercent la violence. Ce sont des personnes qui souffrent d'un état psychologique dû à plusieurs facteurs de leur vie ; à la situation de chômage, à l'instabilité, la recherche continue de travail, la discrimination, la marginalisation…je vois là toutes les conditions de vie négatives qui poussent la personne à exercer la violence ».

Si les hommes insistent sur la violence étatique ou celle qui se manifeste comme une réaction face aux conditions socio-économiques précaires, les femmes perçoivent la violence de façon différente. De par leur vécu aussi bien dans la sphère publique que dans la sphère privée, elles se trouvent confrontées à d'autres formes de violence : psychologique, verbale, économique, etc.

Les femmes parlant de violence, évoquent la violence verbale et le harcèlement sexuel dont elles souffrent dans la rue, rarement de la violence conjugale même quand c'est une violence subie tout au long des années de mariage.

« Moi, je suis victime de violence même chez moi, sauf que ce genre de violence, nous n'y sommes pas habitués comme celui de la violence conjugale. Celui auquel nous sommes habitués et que j'ai supporté et que j'ai accepté de vivre avec est celui dont j'étais victime chez moi, la violence conjugale ».

Outre la violence verbale et physique subie, la violence économique de la part du conjoint peut être encore plus forte. Une femme qui travaille peut ne pas jouir de son salaire tout au long de sa carrière professionnelle et se retrouver sans rien.

« La bourse des étudiants je n'en ai jamais joui, les filles en profitaient, s'achetaient des choses, moi je n'ai pas connu ce plaisir, je la lui donnais, il ne m'a jamais procuré mon argent. Je n'avais pas de compte bancaire, tout était en son nom, les meubles, la télévision, la radio, tout en son nom, rien en mon nom, tous les reçus étaient en son nom, je n'avais pas le droit à la propriété, dès le début il prenait ses précautions… Même après avoir ouvert un compte bancaire, il partait toujours avec moi, je retirais les sous, il les comptait, et les saisissait. Donc j'ai toujours été victime de toutes les sortes de violences, si je continue je n'arrêterais pas toute la journée. Le résultat est que cet immeuble de cinq étages est sa propriété exclusive. Il m'a menti, il m'a trahi, il m'a fait comprendre qu'il m'a écrit un appartement en mon nom. C'était une ruse pour lui donner tout mon argent. »

Même demander le divorce peut ne pas être la solution adéquate, quand on rentre dans un cycle de menaces et de peur.

« J'ai souvent fait des certificats médicaux. Je l'ai convoqué au tribunal, après l'audience, il m'a harcelée, Il m'a menacée, il m'a prévenue qu'après la prison il viendra vers moi pour me punir et pour se venger. J'ai eu peur, alors j'ai retiré ma plainte ».

Les violences à l'égard des femmes se manifestent aussi bien dans la sphère publique que dans la sphère privée. Les violences qui relèvent de l'espace public sont exercées généralement par des hommes et parfois par des enfants qui reproduisent inconsciemment la violence observée dans leur entourage. Le harcèlement sexuel, l'agression physique en vue du vol ou du viol constituent les principales manifestations de la violence faites aux femmes. Elles correspondent à celles qu'elles dénoncent le moins. Par peur de revanche de la part de l'acteur de la violence ou par crainte des médisances. La stigmatisation de l'entourage social force les victimes au silence.

« Un grand pourcentage de viols n'est pas déclaré parce que la fille, par peur, ne raconte pas à sa famille ce qu'il lui est arrivé, ou si elle le dit à sa mère, cette dernière garde le secret (katstereha) et le jour de son mariage lui fait une hymen en plastique. On ne fait que contourner le scandale, peu importe si la fille devient complexée psychologiquement, l'essentiel c'est que le voisin ne sache pas ce qui est arrivé à la fille, il faut que celle-ci garde l'image de la fille pure dont l'honneur réside dans sa virginité ». (E4)

« La violence que je vois c'est la violence dans les rues, c'est surtout le vol par violence, c'est ce qui me hante. Les voleurs qu'on arrête doivent servir d'exemples. Ils veulent voler mais ils violentent en même temps soit qu'ils blessent avec un couteau soit qu'ils tirent la victime jusqu'à ce qu'elle soit heurtée par un véhicule. Dernièrement, deux voleurs ont voulu arracher le sac à une fille, elle s'est accrochée à son sac alors ils l'ont bousculée et un camion est passé dessus et elle est morte. C'est ce qui me fait mal ». (E38)

La violence peut aussi avoir lieu également dans la sphère privée. Le conjoint en est généralement le principal acteur. La violence conjugale se manifeste sous différentes formes : physique, psychique, sexuelle et économique. Cette dernière forme est souvent subie par les femmes ayant un travail rémunéré. L'autonomie financière des femmes semble bouleverser la répartition des rôles sociaux au sein du couple. Le conjoint exige une grande contribution à sa conjointe aux dépenses du foyer. Il peut aussi se décharger de cette responsabilité. La frustration ressentie émane non pas du fait que la femme devienne la principale pourvoyeuse de la famille mais aussi qu'elle soit exploitée et réduite à une simple ressource financière.

« Actuellement je suis divorcée, j'avais un mari qui abusait, il était lui aussi dans l'enseignement, il me demandait toujours de participer à 50% pour tout, le diésel, le camping, le quotidien, tout, tout, donc je n'étais qu'une source matérielle, pas une épouse, nous sommes devenues, nous les femmes, des banques, celui qui a besoin d'argent, il n'a qu'à se marier, pour faire des économies, il se marie, ce n'est pas de cette manière, la femme participe sans la pression de l'autre… Le problème n'est pas de participer, le problème est lorsque tu réalises que la personne ne veut en toi que ton argent, si c'était à l'amiable et si c'était pour collaborer, nous entraider, après une concertation, non celui-ci exige que je lui donne la moitié et c'est tout…c'est une violence matérielle, maintenant je suis bien, je n'ai plus personne qui me demande de miser la moitié ». (E42)

Les femmes victimes de la violence conjugale constituent la catégorie la plus reçue dans les centres d'écoute. Le recours à ces centres vise à dénoncer essentiellement la violence matérielle et physique subie de la part du conjoint. La violence sexuelle semble être moins dénoncée par les femmes. Ce type de violence s'associe aux pratiques sexuelles qualifiées de vicieuses, à l'obligation de regarder les films pornographiques et au viol conjugal dont les

femmes ne commencent à prendre conscience que récemment. Les principaux acteurs de ce type de violence semblent être les islamistes.

« Nous avons reçu le cas d'une femme qui avait une sérieuse infection vaginale car son mari lui demandait de faire son hygiène avec du sable (تيمم) , il lui demandait d'utiliser le sable pour ça avant chaque rapport , il est « ikhwani » (إخواني) ,ce phénomène (ظاهرة) des « ikhawniines » (إخوانيين) ils me dégoutent , je ne crois pas qu'ils connaissent Dieu, en plus des pratiques vicieuses (ممارسات شاذة) ; les femmes ne viennent jamais au début , il y en a qui se soumettent à ces pratiques , mais après un moment elles découvrent que c'est mauvais et tentent d'arrêter ça , une fois qu'elles savent que c'est interdit par la religion ; elle veut arrêter et là lui il n'est pas content et comme ça commencent les problèmes et les conflits ». (E46)

« Le viol conjugal, c'est quand la femme n'a pas l'envie de pratiquer l'acte sexuel avec son mari ou c'est la période de la menstruation (les règles), parce que maintenant on parle de tout ; donc elle est contrainte d'avoir des rapports sans qu'elle le veuille. Il y a aussi le cas de l'homme qui vient ivre, et la femme est endormie et là aussi elle subit la violence sexuelle. On remarque aussi les barbus (shab lhaya), et les femmes qui portent le niqab qui se plaignent souvent de la violence sexuelle, même si le mari porte la barbe et part à la mosquée pour faire la prière, ses actes et son comportement sexuel n'ont rien à voir avec sa pratique religieuse, et il ramène même une vidéo pour imiter la pratique sexuelle». (E41)

Généralement, une femme ne commence à chercher des solutions à la violence qu'elle endure qu'après une longue période de mariage et après l'accumulation de plusieurs types de violences. Face aux différentes formes de violences subies au quotidien, des femmes préfèrent la soumission et la résignation par peur de déclencher une autre violence plus grave que la première. Le référentiel religieux est parfois instrumentalisé pour valoriser la soumission de la femme dans le cadre de la vie conjugale. La patience de la femme est valorisée, l'obéissance due au mari est conçue comme quelque chose qui rapproche la femme de Dieu. Néanmoins, d'autres femmes décident de mettre fin à leur persécution et de se défendre face à toute injustice manifestée à leur égard.

« Mais vous savez, la femme ne se perçoit pas encore en tant qu'être humain, elle pense toujours que c'est normal qu'elle soit battue, elle a l'idée que l'homme, dans le cadre de la curatelle '*القوامة*' a le droit de la battre. Pour elle, plus elle supporte plus elle aura de la chance d'aller au paradis (*اجر*) ». *(E4).*

« Tellement la personne subit la violence qu'elle devient violente, même avec l'effort de se maîtriser elle est violente, la vie nous a appris comment affronter, moi j'ai décidé de ne plus subir la violence, celui qui me violente je le violente aussi…On continue à subir tout le temps ? Il ya deux choses, ou bien être un loup ou bien être une brebis, je reste brebis tout le temps ? Alors au moins je deviens un loup un jour. Je ne veux plus accepter de subir les coups sans réagir, jusqu'à quand ? Jusqu'à mourir ? Maintenant je réagis, moi je n'encourage pas la violence, je ne veux que me défendre ». (E42)

L'image prototypique de la femme unique victime de violence au sein du couple fait l'objet d'un ensemble de critiques. La victimisation permanente de la femme dans le cadre de la vie conjugale est remise en cause. Une prise de conscience qu'un homme peut lui aussi s'exposer à la violence de la part de la femme commence à émerger. L'ensorceler, le violenter physiquement, lui manquer de respect devant sa famille, le trahir, sortir à son insu sont autant de

comportements catalyseurs de la violence. Le rapport homme femme peut se transformer en un rapport de lutte et de vengeance.

« Je vois une violence différente, les femmes sont devenues plus puissantes que les hommes « le3yalat wlaw ghalbin frojala » c'est au niveau national et même international… oui c'est une violence exercée par la femme ça s'est aggravé il y a deux ans, c'est rare de trouver une femme qui subit la violence de la part d'un homme. Je connais le cas d'une famille, la mère du mari est malade, elle vient de sortir de la clinique et sa femme lui a dit qu'elle veut voyager, l'homme n'a rien pu faire, il a voyagé avec sa femme et a laissé sa mère qui est très malade ». (E39).

« Il y a également la violence dans l'autre sens (عنف عكسي), C'est-à-dire qu'il y a des hommes violentés mais nous ciblons toujours la femme parce que dans notre tête c'est seule la femme qui subit la violence mais ce n'est pas le cas…Le fait que la femme sorte sans informer son mari est une violence en elle-même, je n'aime pas ça. Il y a des hommes qui sont battus par leurs femmes, je vais vous donner des exemples. Parce que je veux être objective, je ne veux pas défendre seulement les femmes bien que j'en sois une mais je n'aime pas que la femme soit tyrannique. Elle doit être honnête pour qu'elle ait son droit et pour que ces associations qui œuvrent pour les femmes ne se rendent pas compte à la fin qu'elles soutenaient le mal. Par exemple je peux t'aider et faire tout mon possible pour te rendre justice mais à la fin je vais découvrir que je fais erreur et que je ne me bats pas pour la bonne cause… Je peux vous dire qu'il y a 50% des hommes qui sont violentés, qui sont épuisés, je vous le jure ». (E43)

La violence peut également avoir lieu dans le milieu professionnel des femmes. Les établissements scolaires deviennent un milieu où se propage la violence non pas uniquement à l'égard des élèves mais également à l'égard des enseignants. Les enseignantes sont plus vulnérables à ce type de violence qui ne cesse de s'accroître à cause de l'intervention sécuritaire inefficace et la solidarité du corps enseignant qui fait défaut.

« Pour le travail, aucun service ne peut intervenir, même les gendarmes, ils sont loin, pour intervenir, ils sont loin, une fois un élève a battu une professeur, et quand les gendarmes sont arrivés, c'était trop tard, ils ne sont parvenus à l'arrêter qu'après deux mois… une professeur avec nous a déclaré à la police, mais on lui a dit qu'en l'absence de témoins elle n'aura rien, elle s'est alors adressée aux professeurs pour témoigner, ils lui ont répondu «oui, nous l'avons vu, mais tu ne devais pas le déclarer auprès des autorités, il fallait résoudre le problème pédagogiquement, il ne fallait pas l'accuser auprès des autorités, il est jeune », ils ont peur de témoigner, même s'ils ont vu que l'élève l'a battue, au lieu de témoigner pour que cet élève soit puni et serve d'exemple pour les autres, ils ont tous peur…donc me concernant la majorité de la violence que je vis c'est au travail ». (E42)

16. Perceptions de la sécurité

A Sidi Bernoussi les habitants souffrent, ne se sentent pas en sécurité. Une grande peur se dégage de leurs discours face à la recrudescence des vols. Ce qui les inquiète c'est que les formes des agressions et des vols se multiplient avec le temps et touchent de nouvelles catégories de personnes. Auparavant, c'était les femmes qui étaient les plus exposées aux vols et aux agressions surtout la nuit et dans des endroits peu fréquentés. Mais avec le temps, les agresseurs s'en prennent aux hommes aussi, ils attaquent en pleine journée, au su et au vu de tout le monde. Même la sphère privée ne garantit plus le sentiment de sécurité aux citoyens puisque les vols deviennent de plus en plus organisés.

« Les crimes à l'intérieur des maisons se font aujourd'hui de façon artistique, le cambriolage des appartements se fait après surveillance, les voleurs attendent l'absence des habitants pour attaquer, c'est devenu organisé ».

« Même chez toi tu t'enfermes à quatre cadenas et tu as peur et tu places une chaise et un obstacle pour que s'il réussit à s'infiltrer tu l'entendes…Je réfléchis, je me dis je vais placer des caméras partout mais malgré cela les banques ont été volées, les voleurs étaient masqués, donc ils ont réussi à voler la banque. Donc jusqu'à présent il n'y pas une solution, une mesure efficace qui nous y épargne ».

Le manque de sécurité semble ne plus concerner seulement les adultes, même les enfants ne sont pas à l'abri de l'agression. Eux aussi ne sont pas en sécurité et peuvent être exposés aux abus sexuels.

« Le cas de mon fils est différent, par exemple ma femme travaille alors c'est ma mère qui l'emmène à l'école, parce que l'école est un peu loin de chez nous, c'est rare quand mon fils part tout seul, on reste inquiets, la pédophilie est présente à côté du vol ».

Certains considèrent qu'il y a un lien étroit entre le sentiment d'insécurité et la précarité de l'emploi. Cette précarité se manifeste par un horaire obligeant les gens à sortir très tôt le matin ou à rentrer de leur travail à une heure tardive. Etant donné que ces horaires ne correspondent pas aux l'horaires ordinaires du transport, certaines personnes se trouvent confrontées à plus de risques d'être agressées.

« Les catégories qui subissent le plus la violence à Sidi Moumen sont les catégories les plus démunies, les plus vulnérables. Les gens qui sont obligés de sortir tôt le matin vers 4h/5h du matin pour aller au travail… C'est clair que celui qui va sortir même avant l'aube à 3 heures, c'est quelqu'un qui n'a pas une profession stable ni un revenu stable, qui peut le protéger des violences de la rue ? Ce sont des journaliers qui travaillent à la journée ou des filles qui doivent travailler des heures supplémentaires ou de jeunes garçons qui sont victimes d'agressions même en conduisant des motos, parfois on prend même la moto ».

« Pour le transport, les bus quelques fois restent jusqu'à 22 heures. Pour les gens qui sortent à minuit qu'est ce qu'ils doivent faire ? Personne n'est sécurisé… aussi je ne crois pas que je serais attaqué si les taxis et les bus fonctionnaient ».

La propagation de la drogue comme les comprimés hallucinatoires sont également parmi les principaux facteurs du manque de sécurité à Bernoussi. Ce facteur s'avère très dangereux puisque les personnes droguées, inconscientes de ce qu'elles font sont susceptibles de perpétrer un crime pour se procurer leur dose. La violence peut se manifester à l'égard de toutes personnes même les personnes âgées.

« Il n'y a pas de sécurité, les gens sont menacés dans leurs biens et dans leur intégrité. Ils sont menacés dans la rue et même chez eux car celui qui a consommé des stupéfiants n'est conscient de rien et de personne… Ce sont des personnes qui sous l'effet de la drogue peuvent blesser leurs parents »

« La plus grande catastrophe c'est la drogue. Dans les cas où celui qui consomme la drogue se retrouve en état de manque, il cherche la drogue à tout prix, il n'a pas d'argent, alors il agresse sa mère, agresse sa sœur, Je connais des filles qui ne travaillent que pour donner leurs salaires à leurs frères. Il vole tout ce qui a de la valeur chez lui ». (E22)

Le rôle joué par la police n'est pas perçu positivement. Elle est souvent représentée comme inefficace et parfois comme une partie prenante de la corruption, de la criminalité et du harcèlement sexuel.

« Une fois, à l'extérieur de chez moi : le policier, en uniforme, me balance des mots, moi je trouve, étant en uniforme il doit veiller à m'assurer la sécurité, il est entrain de me harceler! Moi je n'ai jamais admis le fait que la police soit au service des citoyens, je la trouve absente, inexistante ».

« Malheureusement, la police n'accomplit pas son rôle, il y a eu l'expérience de la police de proximité et des «souqour » mais souvent, les policiers voyaient des cas de violence et d'agression et ils n'intervenaient pas. En revanche, ils cherchaient des cas où il peut y avoir de la corruption... Quand il s'agit de deux amants sur un motocycle, la police intervient pour faire du chantage. Dans le comportement de la police, il y a une sélectivité dans le traitement, qui est loin de faire sentir la sécurité aux citoyens ».

Une peur est souvent décrite chez les agents de police, notamment lorsqu'ils se trouvent face à des grandes rixes. Cette peur semble être la raison pour laquelle la police évite de s'aventurer dans les bidonvilles et dans certains quartiers connus par un taux élevé de criminalité.

« La police ne peut pas rentrer au centre du bidonville... Les policiers ne peuvent pas circuler à l'intérieur du quartier ».

« On avait appelé un jour la police scolaire, mais elle n'a pas pu remplir son devoir, le suspect s'est enfui dans un lieu non sécurisé et la police a eu peur et elle n'a pas pu le poursuivre ».

Certains accusent même les agents d'autorité, comme étant partie prenante des formes de violence existantes.

« On trouve des gens avec leurs tenues exerçant la violence sur les civils. Avec leur pouvoir et leur autorité ils nous agressent ».

Un autre élément vient corroborer l'idée que le crime se développe, c'est celui de la rééducation des délinquants, surtout les plus jeunes, dans les établissements pénitenciers. Les mineurs semblent y être sous l'influence d'un entourage malsain. Ils se retrouvent graduellement impliqués dans le cercle vicieux de la déviance et la criminalité.

« Ici à Casablanca on n'a plus peur de la police, il y a des personnes qui n'ont même pas peur d'aller en prison, parce qu'en prison elles peuvent fumer, boire l'alcool s'amuser plus qu'à l'extérieur. Pour moi, il n'y a rien qui assure la sécurité aux citoyens ». (E6).

Cependant tout le monde ne partage pas cette vision négative des forces de l'ordre. Certains considèrent que la police souffre elle aussi de plusieurs contraintes : des pressions intérieures dues à la façon dont sont traités les policiers par leurs supérieurs, des contraintes de la vie quotidienne, des charges familiales, et surtout de l'interdiction d'utiliser leurs armes à feu ce qui les expose au danger. A cela s'ajoute l'absence de motivation chez le corps sécuritaire. Leur démotivation résulterait des salaires insuffisants et de l'absence de certaines formes

d'encouragements tels que l'octroi de médailles ou la prise en charge médicale lors des maladies et des accidents de travail.

« Il y a ceux qui ont eu des problèmes et l'Etat ne les a pas pris en charge, alors lorsque le policier voit que son ami n'a pas été gratifié, il change de comportement, il voit que l'Etat ne lui a donné ni prime ni médaille, toujours le même salaire, toujours c'est pareil, ni heures supplémentaires ni rien ».

L'éclairage à Bernoussi est aussi un élément participant à la sécurisation des espaces. Pour les habitants il reste limité aux grands boulevards tandis que les rues demeurent peu éclairées. Cette situation peut résulter soit d'une négligence de la part de la commune, soit d'actes de dégradation effectués par des bandes qui cassent les lampadaires pour faciliter l'agression et cibler plus de victimes. Le manque d'éclairage génère plus de cas de vols et d'agressions et provoque des appréhensions chez les citoyens.

« Une remarque générale sur toutes les rues et les ruelles, c'est le manque d'éclairage, sauf pour les grands boulevards qui mènent soit à Aïn Sbaâ soit à Mohammedia… Il y a un sentiment de peur chez les gens, et il est facilement remarquable chez les passants, surtout la nuit ».

Cette peur s'accentue chez les femmes qui, en plus de la crainte d'être volées ont peur d'être victimes de viol ou de crime.

« La sécurité n'existe pas dans mon quartier comme il le faut, par exemple quand il y a un problème d'électricité, un court circuit, c'est le désordre général… Quand ça arrive et si je suis à l'extérieur je m'arrête sur place jusqu'à la réparation du circuit, car en bougeant je peux être le sujet d'un viol et d'un crime, spécialement quand j'ai la petite avec moi ».

Même si l'éclairage a son importance le citoyen peut aussi bien être agressé en plein jour et dans un grand boulevard. Une fois installé, le climat de violence et d'insécurité peut envahir tous les espaces aussi bien les espaces sombres que ceux éclairés.

A cause du sentiment d'insécurité, les habitants doivent toujours circuler tout en étant très prudents et en mettant en place un ensemble de stratégies pour se sentir plus en sécurité. Parmi les stratégies citées par les hommes et les femmes : ne pas aller dans des ruelles étroites ou sans lumière, ne pas prendre des raccourcis qui ne sont pas sûrs, ne pas sortir à une heure tardive, minimiser les distances parcourues à pieds en achetant une voiture ou en recourant à un moyen de transport notamment les taxis, utiliser le kit pour répondre au téléphone. Les filles font appel à d'autres personnes pour éviter d'être agressées ou harcelées : mettre son sac du côté opposé du boulevard, porter le voile et la djellaba, baisser la tête en passant devant des hommes, faire semblant de ne pas entendre les insultes, circuler en voiture même pour les petits trajets, éviter de circuler seule et de faire la marche, ne pas porter des bijoux.

« Moi j'aimais faire la marche mais après ce qui s'est passé j'évite de le faire surtout à Casablanca, je préfère maintenant prendre un moyen de transport. Je trouve que c'est devenu risqué de se déplacer à Casablanca que ça soit au cours de la journée ou du soir ».

« Ma voiture est le seul moyen qui me fasse sentir en sécurité, moi je l'ai achetée pour le trajet, la pénurie du transport, tu restes deux heures à attendre le transport sachant qu'à l'intérieur de ces deux heures tu peux partir et revenir en plus du problème de l'insécurité. En voiture, dès que tu lèves les vitres tu es sûr que rien ne t'arrivera, le pourcentage de ne pas être victime d'une agression de l'extérieur est plus élevé ».

En l'absence d'une sécurité garantie par l'Etat ou l'arsenal sécuritaire, les femmes se trouvent obligées de mettre en place plusieurs stratégies pour minimiser les risques d'agressions aussi bien dans la rue, chez soi, que dans le lieu du travail.

« Chez moi, la sûreté c'est moi qui l'assure, je dois assurer ma sécurité, je dois fermer les portes, les serrures, la terrasse, la maison, la sécurité je dois l'assurer moi même, au travail aussi c'est moi qui la crée, je dois parler avec l'élève d'une manière, lui est violent, lui est lui même la violence, il représente la violence, je dois veiller à la façon de lui parler, les pauvres font de lents trajets le matin, alors au lieu de leur crier je leur parle avec gentillesse. Dans ma vie, la chose qui menaçait ma sécurité je l'ai éliminée, je n'ai plus de problèmes, je n'arrive plus maintenant à la maison avec souffrance, j'ai créé ma sécurité. Dans la rue, je sais que je ne dois pas fréquenter plusieurs quartiers, si quelque chose m'arrive je dois m'en vouloir, car c'est moi qui suis partie dans ces endroits, alors je ne dois pas protester car c'est moi qui l'ai cherché ». (E42).

Même si on sort sans argent on court des risques. Certaines estiment qu'une fille sans argent, n'a rien à négocier. Elle encourt le risque d'être agressée violentée par son agresseur ne voulant pas partir sans rien prendre.

« Les gens ne portent rien de cher avec eux, les femmes ne portent carrément plus de bijoux. Mais vous savez que si le voleur ne trouve pas d'argent il blesse au couteau ? Donc on est forcé de garder 100 Dh avec nous au cas où on est agressée (kathezzi m3ak 100 dh bhssab lwa9t). On cherche la plupart du temps à être accompagnée pour sortir dans des heures précises quand il y a du monde dehors. Personnellement je ne suis plus libre de circuler comme je veux. Autrefois je faisais la marche entre Sidi Moumen et le quartier El Karam, à peu près une heure de marche, actuellement c'est impossible ».

L'instauration de la sécurité passe d'abord par l'instruction et l'éducation auxquelles une importance cruciale doit être accordée. Cette éducation doit dénigrer la distribution traditionnelle des rôles sociaux et ancrer la culture de l'égalité et du respect entre les deux sexes. Cette mesure garantira une reconsidération de la place de la femme et de son droit d'accéder à la sphère publique sans être harcelée. En sus, baisser l'âge adulte semble être une mesure indispensable pour diminuer le taux des crimes perpétrés par les mineurs qui seront plus responsables de leurs actes.

« Pour la question du harcèlement des femmes à cause de l'habillement, c'est totalement faux de dire que les hommes harcèlent uniquement les femmes qui portent les minijupes, mais de plus en plus les hommes harcèlent les femmes en djellabas, et même les femmes voilées parce qu'ils disent vouloir voir ce qui est derrière le voile et non pas les femmes qui ne sont pas voilées parce qu'ils ont déjà vu sa beauté ! Même les femmes mariées subissent le harcèlement ! Toutes les femmes sont concernées par le harcèlement ! C'est une question de mentalité, d'éducation. C'est la société qui lui a donné le pouvoir de harceler. C'est l'éducation, la mère dit à son fils de ne pas laver la vaisselle, de ne pas cuisiner, de sortir, etc. Et c'est la femme qui participe à la perpétuation de la violence en

donnant à son fils l'éducation de la masculinité (doukoura) qui lui permet d'avoir le pouvoir et l'autorité sur la femme. ». (E41)

« Donc il faut réfléchir et se demander ce qu'on doit faire au niveau des mineurs parce que c'est sur les jeunes que se construit l'avenir de la société alors quand on voit qu'un grand nombre de jeunes sont criminels alors il faut se sentir en danger et essayer de faire quelque chose pour leur faire éviter la prison. Mais vous savez ces mineurs, ils font de grands crimes et on n'est pas encore conscient de la gravité de la chose !... Alors l'âge adulte doit baisser pour que chacun soit responsable de ce qu'il fait. ». (E38)

17. Représentation de la société

Le concept de violence avec toutes les connotations auquel il se rapporte, ne peut générer que des discours négatifs et pessimistes. Dés que l'on donne la parole à n'importe quel individu sur ce thème, la probabilité de discourir négativement est forte. Donner la parole à des acteurs associatifs, sur le terrain à l'écoute de la population peut amplifier cette tendance. Mais malgré tout, il existe une réalité sociale derrière tout cela. La représentation négative traverse tous les domaines politique, économique et social. Le Maroc est ainsi considéré comme un pays à vitesse d'évolution limitée. Cette stagnation résulte de la politique Makhzénienne entravant toute initiative de changement et bloquant les mécanismes de développement individuel.

« Dans l'état actuel, le Marocain est le bon citoyen soumis, qui se nourrit et se reproduit en attendant la mort, il n'a aucun rôle, tel un cafard qui finit par mourir empiété sous les pieds, et il croit être vivant, un être humain, alors qu'il ne l'est pas. Au moins les animaux vivent leurs instincts en harmonie avec eux-mêmes ». (E17)

L'Etat est aussi considéré comme responsable de l'extrémisme et du coup manipulateur du champ religieux. En effet celui-ci est le lieu par excellence de l'instrumentalisation des personnes, de par la distribution de bons points aux uns et des mauvais aux autres. Ce jeu politique voire ce double jeu a renforcé l'hypocrisie sociale et a accentué la violence à l'égard des personnes dont l'apparence ou les pratiques ne sont pas conformes à celles dictées par la religion notamment les femmes qui ne portent pas le voile.

« Il y a une augmentation de la violence car les gens exercent maintenant la violence au nom de la préservation de la religion et des mœurs, ils exercent une violence verbale et parfois corporelle contre les filles non voilées dans la rue ou contre un ivrogne ».

Les femmes moins instruites que les hommes sont donc fragilisées et se trouvent exposées à tout genre d'oppression de type religieux où idéologique. Une femme peut légitimement subir un ensemble de contraintes psychiques, sociales et économiques étant toujours placée sous le tutorat des parents ou du mari.

Mais la violence de l'Etat ne se manifeste pas uniquement à l'égard des femmes. Elle s'exerce aussi sur ceux qui revendiquent des droits humains. Le changement est difficile et le blocage peut rendre la situation de plus en plus violente.

« Tu crois que quelqu'un qui veut faire de la politique et se faire battre ne va pas en vouloir au pays , alors il va commencer à chercher d'autres voies plus violentes comme la lutte armée par exemple, ils ferment tout , en plus je te mets en prison ; imagine on te prend entre tes enfants et on te jette à Oukacha avec les fous ».

Chez les acteurs associatifs rencontrés, la parole est libérée, on y parle société marocaine sans recourir aux circonlocutions d'usage. On perçoit par exemple que la société est construite sur deux principes : le Tribalisme et le Butin. Le tribalisme est représenté par l'élite monopolisant le pouvoir et contrôlant les autres couches sociales. Le Butin, c'est qu'une fois que quelqu'un arrive au pouvoir, il accorde la priorité à sa tribu dans la distribution des richesses. Cette idée est récurrente chez plusieurs personnes qui considèrent que les ressources ne sont pas réparties équitablement.

« Dans ce pays, tu peux tout faire ; voler, violer, agresser sauf parler des droits de l'homme, sauf parler du régime, sauf parler du Roi, sauf parler des grosses têtes qui sont responsables de cet état du Maroc ».

« Le plus grand problème au Maroc c'est qu'il y a une seule couche sociale qui profite de tous les biens du Maroc et profite aussi des réformes faites normalement pour les catégories sociales les plus démunies ».

La rancœur vis-à-vis du système peut parfois se polariser sur l'élite, surtout celle ayant vécu en occident, considérée comme incapable de connaître et de remédier aux problèmes de la société.

« Tu crois qu'ils vont vouloir du bien aux citoyens, ce sont des fils de France, des Etats Unis, de l'occident, ils mangent ici et posent leur argent ailleurs ». (E1)

Certains expliquent cette dégradation par le matérialisme envahissant rapidement la société marocaine. Le passage d'un environnement où régnaient les valeurs traditionnelles et humaines basées sur la solidarité et le respect à un autre où les relations sociales sont caractérisées par les apparences et les intérêts personnels.

« Le Maroc s'améliore au niveau de la technologie, il suit l'occident, mais en contrepartie il a laissé tomber ses propres valeurs culturelles, ses us et ses coutumes, il a abandonné la religion qui doit régner, c'est l'imitation aveugle…les gens ne sont pas comme avant, il n y a que les intérêts qui priment maintenant, plus que les relations familiales ».

Rares sont ceux qui perçoivent la société de façon positive connaissant un progrès économique, culturel et social. Très rares ceux qui pensent qu'il y a un changement politique. Certaines décisions peuvent parfois paraitre attrayantes.

« Ce gouvernement est entrain de lutter contre la corruption, il a publié la liste des gens qui profitent des agréments, il veut d'abord préparer le terrain pour pouvoir travailler dans de bonnes conditions, le Maroc va sûrement s'écrouler, comme un vieux bâtiment, il faut le démolir pour le reconstruire sur des bases solides. Ce

gouvernement lave la saleté des gouvernements précédents, il est au sein de la boue, c'est ce qui rend ses tâches plus difficiles, il y a des potentialités qui veulent travailler et prêtes à se sacrifier ».

Quoi qu'il en soit, trois choses sont perçues positivement : l'augmentation des salaires ; l'évolution de la société civile et la multiplication des associations destinées aussi bien aux femmes victimes de violence qu'aux jeunes ; la formation au sein de ces associations.

« Ce que je pense autour de la société marocaine, avant c'était le pire, aujourd'hui il y a eu un changement par exemple en ce qui concerne le SMIG qui a augmenté, aussi le nombre des associations qui se sont multipliées, spécialement pour les femmes battues, ces associations les aident à dépasser leurs problèmes. Les associations de jeunes font des ateliers et des formations pour les jeunes sur plusieurs thèmes, ainsi qu'avec les sorties et les campings qu'ils organisent. En comparaison avant le passé, je crois qu'il y a un changement qui est très remarqué à plusieurs niveaux ».

La vision que les femmes ont de la société est plus critique que celle des hommes. Elles réclament toutes plus de changements. Pour elles, la société marocaine a raté sa possibilité de développement malgré les efforts déployés et les budgets colossaux engagés. Selon elles, le Maroc s'inscrit dans un processus de la modernité, mais ne sait pas en tirer de profits. Le pays est doté de technologies modernes et de moyens de communications sophistiqués, mais ne sait pas les exploiter positivement. Les citoyens souffrent de façon quotidienne, et sont malheureux à cause de nombreux problèmes relatifs à la santé, à l'enseignement, au chômage et à un coût de vie de plus en plus élevé. La réforme de ces quatre éléments semble être la clé d'un avenir meilleur.

La structure familiale moderne commence à apparaître. En effet, les membres de la famille sont de plus en plus occupés, ils communiquent moins entre eux, et souffrent de solitude. Les rôles sociaux des conjoints se sont métamorphosés. La femme et les enfants sont les victimes principales de ces changements. L'épouse, qui veut être autonome et indépendante financièrement, doit en plus de ses obligations professionnelles prendre en charge les travaux ménagers et l'éducation de ses enfants. Ce fardeau souvent difficile à porter est générateur de conflits. Les enfants évoluent au sein d'une famille en quête identitaire.

La famille est confrontée à des valeurs paradoxales inscrites entre traditionalisme et modernité. Les anciennes valeurs sont en déperdition malgré des soubresauts réguliers. Et les valeurs nouvelles sont difficiles à intégrer.

Ne sachant comment se situer dans cet entre deux, la famille s'accroche aux aspects matériels, qui constitue la seule entité mesurable. Dans cette situation, les enfants manquent de soins au sein du foyer, leurs parents étant trop occupés à survivre dans la compétition environnante.

La famille actuelle est composée d'un ensemble d'individus vivant chacun seul. L'homme se libère des charges familiales et domestiques en passant le maximum de temps dehors. La femme quant à elle se libère du joug de son mari en allant travailler où en passant du temps devant la télé. Enfin, les parents se débarrassent en quelque sorte des enfants en les envoyant à l'école sans les suivre. L'école ne dispense pas l'enseignement et le suivi nécessaire des enfants en quête de devenir.

« La personne travaille au maximum regarde la télévision. On ne retrouve pas la discussion à l'intérieur des maisons, chacun garde ses problèmes en lui, une répression de ses problèmes, il faut de la discussion, abolir les tabous, les garçons doivent exprimer leurs problèmes sexuels, alors ils les extériorisent avec les autres. Le jeune est amoureux, mais jamais son père ne discute avec lui, il le violente, dans cette zone tous les élèves parlent de leurs parents d'une manière négative, ils leur en veulent, un élève m'a confessé qu'il voulait tuer son père, c'est l'extrême de la violence. Il y a plusieurs solutions mais à long terme et difficiles d'accès, qui nécessitent beaucoup d'efforts et nécessitent les gens qui veulent travailler et agir ». (E42)

« Le Maroc s'améliore au niveau de la technologie, il suit l'occident, mais en contrepartie il a laissé tomber ses propres valeurs culturelles, ses us et ses coutumes, il a abandonné la religion qui doit régner, c'est l'imitation aveugle, on est devenu semblable, nous et l'occident, un homme barbu par exemple n'est pas ce qu'il doit être, il donne l'image d'un religieux, alors qu'il est pire que celui qui met une boucle d'oreille, on aurait du prendre les bonnes choses et laisser les mauvaises, les marocains ne sont plus marocains, les gens ne sont pas comme avant, il n' y a que les intérêts qui priment maintenant, plus que les relations familiales »

Communiquer des idées ou rendre des services sont des signes de partage, ne pas le faire c'est refuser de partager. Cette situation de faible communication au sein de la famille se retrouve entre les personnes, entre les individus et les institutions publiques. Les citoyens sont rarement impliqués dans la gestion des choses publiques et les partis politiques sont plus motivés par les intérêts personnels plutôt que par les intérêts publics. Même L'INDH, qui est plutôt structuré peut être l'objet de détournement de biens pour des intérêts personnels.

Dans cet environnement matériel et concurrentiel l'espace public, sous ses différentes formes est un espace d'enjeux, de rapport de force où la violence est omniprésente. La vulnérabilité des femmes fait d'elles les principales victimes d'un espace qui ne leur est légitimement pas accessible. Même les différents acteurs qui sont appelés à rétablir l'ordre et la justice dans l'espace public, sans différenciation sexuelle ne sont pas neutres et objectifs, et ce à cause leur parcours et de leur genre. Ils demeurent partie prenante face à des citoyens peu instruits et sans culture de droit leur permettant de se défendre et de considérer que les institutions devraient être à leur service. Ils ont rarement recours à la police ou à la justice soit par peur soit parce ce qu'ils sont convaincus de leur inefficacité.

Dans ce même environnement la situation économique des jeunes, vient accentuer les disparités sociales et cristalliser les conflits. Le chômage, l'oisiveté, le manque de moyen

matériel couplé avec certaines richesses ostentatoires peuvent rendre les individus vindicatifs et plus violents.

VIII. Changer

18. Comment réduire la violence

Lorsqu'il s'agit de réfléchir à des solutions pour réduire la violence, le discours s'adresse plus à l'autre qui doit changer. Même si les solutions proposées semblent logiques, il est légitime de se poser des questions sur leur efficacité. Bien entendu, la volonté politique de l'Etat pour résoudre le problème de la sécurité est primordiale. Mais est-ce que cette résolution représente une priorité pour celui-ci ? Il est plus que probable qu'une politique sécuritaire appliquée au niveau national et impliquant différents intervenants donnerait de meilleurs résultats. Mais comment associer des services qui ont souvent du mal à s'associer. Il est plus qu'urgent de faire des études et des diagnostics afin de déterminer les catégories sociales les plus concernées par la violence et prendre des mesures appropriées et efficaces. Mais ces couches sociales ont-elles le poids nécessaire pour peser sur les décisions ?

La réduction de la violence mérite d'être posée comme question globale. Ce n'est pas une formule qu'on demanderait à l'appareil sécuritaire d'appliquer : augmentation et distribution optimale sur le territoire d'agents bien équipés sur des points noirs et des endroits sensibles afin d'être capables d'intervenir en tout lieu et à tout moment. C'est une partie du problème qui traite seulement de l'output et qui suppose qu'il faut être prêt pour supprimer la violence. Cependant, celle-ci prend des formes insidieuses tellement complexes que l'action à posteriori ne peut pas être complètement efficace. La violence est liée à une prise de conscience des effets dévastateurs chez tous.

La sécurisation des citoyens donnerait de meilleurs résultats à travers une approche plus globale en lien avec plusieurs domaines tels que l'enseignement, la santé et l'emploi. L'évolution de ces secteurs aura, un impact positif sur la question sécuritaire au Maroc et produira une baisse de la violence et de la criminalité. Plusieurs institutions devraient être associées à cette approche.

f. Société civile

Il est nécessaire d'avoir une coordination entre les grandes associations féminines et autres et les associations locales des quartiers. Le discours militant véhiculé au sein des associations devrait être simplifié de façon à être accessible aux habitants des quartiers afin de

créer une synergie entre le travail associatif et les citoyens avec leurs différentes catégories socioprofessionnelles. Cette approche participative ne doit pas seulement se limiter à la relation entre les citoyens et les associations. Elle doit être adoptée voire amplifiée par les différentes structures et institutions et prise en considération dans l'élaboration des projets qui concernent les quartiers (plan du développement local).

Ne pas impliquer le citoyen peut être perçu comme une violence de la part de plusieurs interviewés. L'exclusion des citoyens dans le cadre de l'élaboration des politiques génère des déséquilibres au niveau du territoire. Par contre l'implication des habitants peut leur permettre une réconciliation avec l'espace où ils vivent. De ce fait les citoyens auront le sentiment que la chose publique leur appartient et qu'ils se doivent de la protéger. Ce qui importe parfois ce n'est pas seulement la qualité de l'espace mais le sentiment d'appartenance à cet espace. Ce sentiment permet de préserver la chose publique plus que les sanctions juridiques qui s'avèrent inutiles si la personne ne sent pas que l'espace lui appartient.

La même logique peut être appliquée pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, il faut aider les citoyens à arriver à un degré de conscience leur permettant de condamner tout acte socialement répréhensible à l'égard des femmes. La condamnation sociale de la violence sera plus efficace que la condamnation juridique.

Pour renforcer l'approche participative, la création d'espaces de communication et de décisions locales est primordiale. Ces espaces d'échange contribueront à ancrer une culture démocratique permettant d'accepter la différence de genre, de génération et d'opinion.

Les associations des quartiers peuvent constituer un espace de communication et jouer un rôle déterminant dans le traitement de la violence dans les quartiers. En effet, ces associations peuvent être un lieu qui encourage le contact entre les habitants des quartiers en leur permettant de se connaître et de s'entraider. Outre le renforcement du lien social et de la communication entre les habitants, ces associations sont les mieux placées pour assurer une conscientisation et une sensibilisation des jeunes des dangers de l'utilisation de l'alcool et de la drogue, facteurs prépondérants de la propagation de la violence. De ce fait, plus le nombre des adhérents aux associations est grand, plus le rôle joué par celles-ci sera efficace.

Pour que les associations de quartier aient plus d'impact, il est primordial qu'elles soient renforcées aussi bien par l'encadrement que par le financement. Il y a un moment où il est nécessaire de faire confiance aux jeunes dans la gestion et l'animation des activités. Bien entendu ils doivent avoir des potentialités, des aptitudes et la disponibilité requise pour s'occuper

en priorité du travail associatif. La société civile pourrait ainsi contribuer à la diffusion d'une vision claire de l'avenir et au renforcement des valeurs positives.

Le rôle des associations peut faire partie d'une approche globale qui se traduit par une collaboration entre les associations, les services de la sûreté nationale, ceux de la justice, de l'éducation, et les élus communaux. Ces acteurs sont censés multiplier les rencontres pour communiquer entre eux avant de communiquer avec la population. Ils sont également appelés à discuter des problèmes et proposer des solutions palpables.

La société civile, de par l'organisation de plusieurs activités, meetings et des conférences peut jouer un rôle de sensibilisation à différentes problématiques : méfaits de l'alcool, de la drogue, de la violence encadrement des jeunes et leur implication dans des activités sportives, éducatives et artistiques. S'agissant de violence à l'égard des femmes, les associations formées et encadrées peuvent être en en mesure de porter plainte contre toutes sortes d'émissions ou de publicités qui touchent à la dignité de la femme. Elles contribuent ainsi au développement de citoyens moins violents.

« Pour élever un non-violent, il va lui falloir un milieu non-violent donc il va falloir le servir de terrains, d'espaces pour évacuer son énergie et toutes les choses qu'il désire extérioriser, des enfants aiment le dessin, d'autres la musique, car pour accéder aux conservatoires il faut payer avant d'y accéder, pourquoi ne pas présenter des services gratuits pour les enfants talentueux pour que leur destin ne soit pas la rue ». (E24)

g. Ecole

Afin de lutter contre cette violence, il est nécessaire de réduire l'ignorance et de lutter contre l'analphabétisme dans le pays. Des mesures urgentes doivent être réellement prises pour alphabétiser les individus, réduire la déscolarisation et proposer des programmes éducatifs qui assurent la transmission d'un ensemble de valeurs positives. Ces valeurs inculquées aux enfants à l'école doivent converger avec celles véhiculées au sein de la famille, d'où le rôle des médias. Une culture unifiée basée sur des valeurs humaines est indispensable pour avoir des individus équilibrés et moins violents.

Il est nécessaire également de revoir le rôle joué par les établissements scolaires. Outre l'apprentissage, ces établissements sont amenés également à éduquer les élèves et leur apprendre à communiquer avec leur entourage d'où l'importance de prévoir des formations en communication destinées aux enseignants. La communication avec les élèves et leur éducation doivent être une responsabilité partagée entre deux institutions : l'école et la famille.

Pour rendre la société marocaine meilleure les interviewés accordent plus d'espoir aux générations futures, il est devenu crucial de préparer les conditions propices pour l'éducation des enfants et des jeunes en particulier.

Les pouvoirs publics et la société civile peuvent intervenir pour aider les familles à maintenir leur unité malgré les pressions extérieures et soutenir ses différents membres chacun dans son rôle comme une partie d'un noyau de développement.

« On revient toujours à ce point. Si on accompagne nos enfants et qu'on leur donne la tendresse et qu'on les instruit…l'instruction est importante, je dois économiser des dépenses du foyer pour leur faire des cours supplémentaires s'ils en ont besoin. Je dois essayer d'aider mon fils à atteindre un certain niveau et comme ça il va profiter à la société. En rentrant de l'école, l'enfant doit trouver sa mère à la maison qui lui prépare ne serait ce qu'un thé et du pain. Même si elle est analphabète, elle doit lui demander de lire et de réviser devant elle et elle saura s'il n'a pas bien appris sa leçon. Si la mère travaille (msameh liha lah) elle doit passer du temps avec son enfant même si c'est seulement 30 min mais elle doit lui prêter attention et être tendre avec lui... Si on éduque bien nos enfants, la société sera bien… Les deux jeunes sont en relation mais puisqu'il n y a pas de travail, ils ne peuvent pas se marier. Les mères célibataires sont devenues nombreuses, avant il n y avait pas ça.». (E45)

Dans une société ou l'analphabétisme et l'ignorance sont répandus, où la déperdition scolaire est élevée où le niveau intellectuel des jeunes reste bas, l'école, surtout publique, doit pouvoir remplir son rôle éducatif et instructif. Les programmes scolaires sont complexes et diversifiés sans être efficaces. Les manuels scolaires changent tout le temps comme si l'on faisait des expériences. Elèves, enseignants, parents se sentent perdus dans un système de plus en plus opaque. L'éducation et l'instruction des jeunes doivent être considérées comme la principale priorité de la société.

« Je crois qu'il faut s'intéresser à l'essentiel, aux enfants, ce sont les hommes et les femmes de l'avenir, ce sont eux qui vont prendre la relève. Au sein de la famille par exemple, les parents entretiennent les enfants pour les aider dans leur vieillesse, c'est pareil pour le pays, il faut s'intéresser aux jeunes. L'enseignement est catastrophique au Maroc, et surtout dans le domaine public, la surcharge dans les classes, les enseignants ne veulent pas travailler, et ainsi de suite, l'école et l'enseignement sont primordiaux, c'est là que nous pourrons former le futur médecin, ingénieur, enseignant, mais si l'école est défaillante, qu'est ce qu'on aura ? L'école ne doit pas seulement enseigner, mais éduquer en même temps, les enseignants doivent en avoir conscience ».

L'éducation est aussi le principal instrument de lutte contre la violence. Une école performante génère automatiquement une influence positive sur les familles. Celles-ci veilleront de facto à l'éducation de leurs enfants et à leur apprentissage. Elles les sortiront des influences parfois néfastes des environnements hostiles. Ecole et famille peuvent se compléter, se soutenir et transmettre des valeurs de tolérance et de citoyenneté pour éradiquer la culture de la violence.

« Dans la rue tu peux apprendre à fumer, tu peux apprendre à consommer les stupéfiants (karkoubi) à consommer de l'alcool, tu peux apprendre à voler, tout, tu peux tout apprendre, il n' y a pas de contrôle, tu as la liberté de faire ce que tu souhaites. Des fois ça vient des petits, et les plus dangereux des dangereux c'est la catégorie des petits, il n'y pas une éducation à l'intérieur de la famille, on ne leur a pas inculqué ce qui doit et ce qui ne doit pas être fait ». (E24)

«Il faut revoir notre enseignement, pour qu'il soit basé sur la communication et non pas sur la répression. Les professeurs doivent nécessairement suivre une formation en communication parce qu'il y a des professeurs qui ont un grand savoir mais qui sont incapables de communiquer avec les élèves. Un élève qui est réprimé par l'instituteur va reproduire la violence lorsqu'il va grandir, ce sentiment de vengeance sera inexpliqué même par lui, il ne sait ni pourquoi ni de qui il veut se venger ». (E6)

h. Agents de sécurité

Motiver les différents intervenants dans la sécurisation des différents territoires à fort potentiel de violence s'avère de plus en plus nécessaire pour les aider à mieux remplir leur mission. Cette motivation peut prendre plusieurs formes : financières par optimisation des affectations, dans le sens de programmer l'affectation là où l'agent sera le plus efficace, non pas dans le sens répressif mais surtout s'agissant de la résolution des problèmes. Des situations complexes se posent à un agent sur le terrain à chaque instant. Leur résolution ne peut pas toujours se faire d'une façon répressive. Il y a toujours un risque de surenchère. A un moment où à un autre il sera appelé à trouver des canaux de communication avec la population qu'il fréquente chaque jour. Il lui faut des moyens pour pouvoir le faire en termes de formation et sensibilisation. Plus il tarde, faute de moyens, à communiquer avec elle, plus il sera considéré comme un agent catalyseur de différents types de violence. Il traduira une sorte de violence exercée par l'Etat sur les citoyens.

Pour développer cette approche, à un moment donné des contacts entre des responsables de la sécurité dans la ville et des citoyens à travers la télévision ou la radio où d'autres types de canaux s'avèrent nécessaire. Cela permettra d'une part, de donner la parole au corps sécuritaire pour qu'il parle de ses conditions de travail et de ses difficultés. D'autre part, les citoyens auront l'occasion d'interagir de façon directe pour exprimer leurs problèmes et leurs attentes. La communication à travers les médias, la validation des relations de partages facilitera la démarche sur le terrain des agents.

D'autres propositions peuvent accompagner ce changement et renforcer la sécurité dans les rues. La première proposition consiste à prévoir un autre corps sécuritaire qui contrôle et vérifie la qualité du travail fait sur le terrain : *« la police de la police ou la gendarmerie de la gendarmerie »*. C'est une mesure qui a donné des résultats positifs aux Etats-Unis et que le Maroc peut adopter pour lutter contre la corruption et l'inefficacité de l'intervention policière. La deuxième proposition consiste en l'installation de caméras dans les rues pour faciliter l'identification des malfaiteurs. La troisième proposition peut être concrétisée par la privatisation de certains secteurs de la sécurité en faisant appel à des sociétés privées ayant un personnel mieux formé et expérimenté.

i. Médias

De par leur influence certaine sur la société, les médias sont censés jouer un rôle positif auprès des citoyens. Toutefois, selon les acteurs associatifs les médias vont à l'encontre de leur mission de conscientisation et de sensibilisation des citoyens. En effet, les émissions télévisées, destinées aussi bien aux adultes qu'aux enfants, sont caractérisées par la violence qui finit par s'intérioriser et influencer le comportement des individus, surtout celui des jeunes et des adolescents. De ce fait, les médias sont appelés à revoir leurs programmes qui doivent entretenir la culture de la paix et du respect de l'autre.

L'impact des médias, dans la propagation de la culture de la violence est important. Même les émissions peuvent parfois générer des effets pervers en mettant en valeur des pratiques déviantes. Les femmes sont souvent représentées de façon traditionnelle et négative, qui n'incite guère au changement de mentalités. Les femmes sont ainsi maintenues dans le rôle que les hommes leur assignent. Il y a lieu de faire appel aux spécialistes en éducation pour valoriser les émissions à fort potentiel éducatif.

« Les médias ont un rôle négatif parce qu'ils véhiculent une image traditionnelle et négative de la femme. Les associations peuvent porter plainte contre les médias mais ça n'a jamais été fait. Il y a la loi qui condamne cet acte mais elle n'est pas opérationnelle parce qu'on n'est pas assez encadré. On ignore encore la loi. .. Même les principales émissions que l'on diffuse sur 2M comme 'moubachara m'akom' et 'kadaya wa araa' véhiculent une politique exclusivement masculine', c'est très rare que l'on invite les femmes, leur présence se limite à la journée mondiale de la femme ». (E4)

« Les médias aussi doivent travailler et aider, au lieu de projeter « les plus dangereux criminels », non, ils ne doivent pas projeter la souffrance, ils doivent projeter quelqu'un qui depuis la déviance a pu regagner sa vie, ils doivent montrer des idoles, non pas comment il a tué, il a agressé. C'est bénéfique de sensibiliser les gens, mais là on est entrain d'encourager d'autres crimes, on doit montrer des cas de personnes qui ont été arrêtées et ont réussi à se corriger, des personnes qui ont consommé la drogue et ont arrêté, qu'on présente à nos jeunes des idoles ! Mais nous contenter juste d'exemples négatifs, non ». (E 23)

Certains médias indépendants peuvent jouer un rôle moteur de développement. Ils peuvent promouvoir la liberté de l'écriture, de la critique, et s'ouvrir sur la culture de l'autre malgré sa différence. Les médias sont appelés à ouvrir le débat et donner la parole à tous les acteurs quelles que soient leurs positions idéologiques.

Les médias peuvent se focaliser sur la violence, sur la diffusion d'émissions qui encouragent la déviance, sur la propagation d'une image traditionnelle ou négative de la femme. Ils peuvent changer de posture et donner plus d'importance au renforcement à la sensibilisation et la conscientisation des citoyens.

« Les médias ne doivent pas projeter la souffrance, ils doivent projeter quelqu'un qui depuis la déviance a pu regagner sa vie…C'est bénéfique de sensibiliser les gens, mais là on est entrain d'encourager d'autres crimes, on

doit montrer des cas de personnes qui ont été arrêtées et ont réussi à se corriger, des personnes qui ont consommé de la drogue et ont arrêté, on présente à nos jeunes des idoles mais en se contentant juste des exemples négatifs ».

La désignation des médias comme responsables est devenue aujourd'hui complexe. Le choix des programmes à voir ou à ne pas voir s'effectue, le plus souvent, dans un espace familial fermé. De plus le menu est large ce ne sont pas seulement les médias marocains qui sont concernés, toutes les chaînes satellitaires interviennent couplées avec internet. Le monde virtuel est ouvert, le jeu de la concurrence rend des chaînes attractives et d'autres répulsives. D'un autre côté ce que l'on demande devrait aussi être traité en famille. Ce ne sont pas les chaînes véhiculant paix et tolérance qui sont le plus regardées. Tout un travail de sensibilisation devrait se faire en amont pour rendre ce genre de chaînes éducatives attrayantes. Cela peut se faire par le biais de l'école.

j. Emploi

L'emploi est perçu comme le fondement de la lutte contre la violence. Le chômage et la pauvreté jouent un rôle primordial dans la production de la violence, le manque des moyens de subsistance et l'état psychique d'humiliation et de déception qui en résulte poussent les jeunes à s'adonner aux vols et aux agressions.

« Le Maroc a besoin d'une vraie stratégie d'investissement pour la création d'emplois. Une stratégie basée sur des mesures d'encouragement des capitaux internationaux pour venir s'installer au Maroc, et encourager les jeunes promoteurs pour créer leurs propres projets. Il faut mettre en place un programme complet de formation et de suivi des jeunes pour les aider à mettre debout leurs projets. Mais il faut orienter plus le jeune vers l'esprit entrepreneurial et sortir de l'esprit classique du salariat ou de la fonction publique. Je pense que le problème du Maroc se résume en cette question d'emploi des jeunes et si nous arrivons à résoudre ce problème d'emploi on peut toucher tous les autres problèmes liés à la jeunesse sans oublier cette question de violence ». (E10)

La violence résulte des facteurs économiques, notamment la pauvreté et le chômage. Les gens qui ne travaillent pas « vont canaliser leur énergie dans des actes violents ». La violence est souvent perçue comme une résultante immédiate et une réaction normale et prévisible de la part de toute personne qui ne jouit pas des besoins élémentaires de la vie. De ce fait, l'Etat est appelé à créer des opportunités de création d'emploi. La création d'entreprise (micro et PME), l'encouragement de l'investissement, les micros crédits, toutes les solutions de dynamisation économiques devraient commencer à être réfléchies au niveau local. L'INDH pouvant être un levier et les associations dynamiques peuvent jouer le rôle de relais si les collectivités assument leurs responsabilités.

La lutte contre la violence se fait par une bonne répartition des richesses du pays et la mise en place d'une stratégie permettant de réduire le taux du chômage. Cette stratégie devrait

être basée sur des mesures attractives des flux des capitaux internationaux, sur l'encouragement des jeunes promoteurs afin qu'ils créent leurs propres projets. Il est primordial d'orienter les jeunes vers l'esprit entrepreneurial et dépasser l'esprit du salariat ou de la fonction publique.

k. Collectivités

L'espace est souvent conçu de façon à développer l'insécurité : rues étroites et mal éclairées, habitats denses et insalubres, absence d'espaces verts et de terrains de jeux pour les jeunes.

L'exode rural vient développer la construction des habitats clandestins et faire vivre nombre de familles dans des conditions insalubres génératrices de violence. L'amélioration de la qualité de vie dans le milieu rural en construisant des écoles, des maisons de jeunes des dispensaires qui fonctionnent, réduira l'exode vers les villes. La formation professionnelle dans les campagnes permettra aux jeunes de prendre soin de leur patrimoine, de s'insérer professionnellement dans leurs milieux.

En plus du travail à faire au niveau central et en amont pour réduire l'exode rural, les collectivités locales se doivent de jouer leurs rôles sur place. Création des espaces de détente et de distraction pour les jeunes, afin d'évacuer l'énergie qui peut se transformer en violence. Multiplication des espaces culturels sportifs et artistiques : terrains de sports, conservatoires, ateliers de dessins et de peinture, prise en charge des besoins des handicapés notamment dans les établissements scolaires, création voire multiplication des centres d'écoute et des centres des traitements pour les toxicomanes. A cela il faut ajouter le renforcement du parc de bus, des taxis à Casablanca et surtout vers Bernoussi. La violence dans les moyens de transport est due, en premier lieu, au surpeuplement des usagers des transports en commun, surtout lors des heures de pointe.

Tout un ensemble de mesures de bon sens de gestion rationnelle des fonds publics qui permettent aux citoyens de se sentir chez eux dans l'espace public et d'être partenaires dans les prises de décisions.

L'accès à l'information au sein des communes, des préfectures, les hôpitaux, peut aussi devenir un instrument de lutte contre la violence. Ces informations peuvent être utilisées par les associations de quartiers pour sensibiliser les citoyens.

La société marocaine est en période de transformation. La famille joue encore un rôle important mais l'individu prend de plus en plus une place importante. Un ensemble d'institutions intervient dans la configuration des individus : école, famille, collectivités, médias, Etat. Si l'on veut avoir des individus autonomes et citoyens, chaque institution devrait assumer ses responsabilités et s'acquitter de ses devoirs afin de faire évoluer les mentalités et les choses de façon progressive.

19. Comment changer

L'expérience des acteurs associatifs, politiques et syndicaux est une source d'information diversifiée sur l'état de la société. C'est aussi une source de propositions intéressantes qu'il est possible de décliner de la façon suivante.

D'abord selon les acteurs associatifs, la résistance au changement résulte d'une propension à la défense de l'intérêt personnel et d'un déficit de la valeur de citoyenneté. Il s'avère donc nécessaire de travailler sur la promotion des valeurs de citoyenneté et de l'amour de la collectivité. Le meilleur moyen c'est l'intégration et la participation des jeunes à la vie politique. A travers l'activité politique, plusieurs résultats peuvent être atteints notamment la mise en place d'un système démocratique et le renforcement de la lutte contre l'extrémisme, l'intégrisme et toute idéologie obscurantiste.

Le système démocratique arrivera à produire un développement local. Même s'il peut sembler inefficace à court terme, il permettra de cumuler les expériences et d'atteindre les objectifs dans le long terme. Ce système se fonde sur l'implication du citoyen au développement local et la valorisation de son point de vue et par conséquent le renforcement du sentiment de citoyenneté et de patriotisme.

Cette implication peut s'effectuer à travers plusieurs instruments prévus par la constitution dont le droit présenter des pétitions aux pouvoirs publics. L'utilisation optimale de ces instruments devrait permettre de dépasser le stade informatif et de créer des conditions de mobilisation citoyenne.

L'Etat devrait amplifier les politiques menant vers plus de démocratie en encourageant un système inclusif et en développant la participation en les associant des citoyens à la prise de décision. C'est cette inclusion du citoyen qui peut réduire les actes de violence.

Démocratiser la société est la principale solution possible. Pour aboutir à cet objectif, la mise en place d'espaces d'échange (du type parlement de quartier) et de communication est

urgente. Ces espaces donneront plusieurs résultats positifs. Premièrement, ils permettront aux citoyens de gérer une partie du budget participatif et de déterminer en quoi il peut être investi. Deuxièmement, le rassemblement des gens, hommes et femmes, dans les espaces de communication amènera les gens à ne plus percevoir la femme en tant que corps mais en tant qu'acteur capable de produire le changement. Troisièmement, ces espaces donneront l'occasion aux gens de se respecter les uns et les autres malgré leurs différences.

« Les gens vont respecter la différence avec l'autre et avec l'autre sexe. Ce sont les espaces des échanges qui permettront de surmonter la conception de l'autre en tant que corps, ils permettront que les gens prennent des décisions. Ces espaces d'échanges vont ancrer les valeurs sociales basées sur le respect de l'autre ».

« La démocratie permet aussi d'avoir une justice sociale, parce qu'elle offre la possibilité de s'exprimer et d'échanger les idées d'avoir une concurrence sur les projets, les fruits de la démocratie seront utiles pour la paix ».

D'autres propositions plus facilement opérationnelles ont également été faites. La nécessité de prévoir des espaces adéquats pour les personnes âgées dont le nombre ne cesse de croître. Pour le quartier Bernoussi, les structures déjà mises en place par l'INDH doivent réellement aider cette catégorie de personnes en leur présentant des informations efficaces sur les procédures juridiques.

La question des bidonvilles demeure centrale. Il est nécessaire de reconnaître un jour ou l'autre qu'à la base de l'habitat insalubre il existe des intérêts multiples. La corruption est le liant entre les différents intervenants dans la propagation de l'habitat clandestin. Elle commence aussi à le devenir dans le recasement des bidonvilles. Plusieurs stratégies sont mises en place, pas souvent par ceux qui le méritent, pour bénéficier des logements attribués par l'Etat aux habitants des bidonvilles. Ces stratégies sont connues, mais la circulation de l'argent permet facilement de détourner les règles.

« J'ai vu pendant la campagne électorale des personnes à douar «lma'alem Buh» qui ont deux cartes d'identités une avec l'adresse de leur résidence et une deuxième avec celle de leurs filles ou cousins en bidonvilles pour bénéficier d'un autre logement dans le cadre de la ville sans bidonvilles ».

Les petits métiers et services exercés par des jeunes méritent une attention particulière. Ces jeunes qui les exercent sont des citoyens à part entière. C'est un moment essentiel dans l'insertion professionnelle. Il est nécessaire d'institutionnaliser les petits métiers pour que les personnes qui les occupent ne se définissent plus en tant que chômeurs. Ces petits métiers peuvent être parfois rentables. Les personnes qui les exercent devraient bénéficier d'une couverture médicale.

« Il faut qu'ils s'organisent, qu'ils aient un statut et qu'ils payent les impôts aussi pour avoir la CNSS et puis une retraite ».

La liberté de conscience et la liberté d'expression demeurent les clés du changement de la société actuelle. Ils constituent le levier du changement de la situation de la femme. Il est urgent de mettre tout en œuvre pour libérer la parole des femmes non seulement dans les couches sociales favorisées mais surtout dans les classes populaires. C'est aussi une façon de leur offrir plus de responsabilités. La compréhension des difficultés que rencontrent les femmes aidera à mieux les impliquer et à bénéficier de leurs compétences pour le bien de tous.

Le développement multiple des référentiels et des courants idéologiques peut être une source de richesse dans une société. Il peut aussi contribuer à l'ouverture d'esprit des uns et des autres s'il y a acceptation de la différence. Il peut par contre devenir un frein au développement s'il y a manipulation de la différence. Une société évolue par l'intégration des différences. Opération qui peut se faire si les principes universels des droits humains et de justice sociale sont acceptés. Ce ne sont pas les différences de vision de point de vue, qui freinent le développement d'une société, c'est plutôt l'existence de ces mêmes différences dans environnement non tolérant. Dans un tel cadre on fabrique de l'exclusion et on distille de la violence. Si les principes universels des droits de l'homme et de liberté de conscience sont affirmés, la propension aux manipulations diverses est réduite.

« Dans la mesure où nous vivons dans l'isolement et le renfermement sur soi, en partant de nos convictions personnelles comme vérité absolue, on ne pourra que reproduire ce que nous ont laissé les ancêtres, rester sur place, alors que l'occident continue sa marche ». (E17)

Sur le plan associatif, syndical et politique, il est temps que l'intérêt personnel cède la place à l'intérêt public. Ceci se réalise en partie quand les postes de responsabilité ne sont plus hérités par les mêmes personnes à jamais. Il conviendrait que ces postes soient occupés par des personnes compétentes et ayant une vraie volonté de faire évoluer les choses.

« Le Maroc doit changer ses responsables, il doit donner à d'autres personnes leur chance. On trouve une seule personne qui est ministre après ambassadeur ensuite autre chose comme si il n y avait que lui. Mais non, le Maroc contient beaucoup de compétences même au niveau des groupes de réflexion qui réfléchissent pour ce peuple, il n'y a que des noms précis, il faut les changer et donner une chance aux autres ».

A un moment ou à un autre, tous les changements préconisés ne peuvent se réaliser que s'il y a une réelle politique de changement et de renouvellement des élites. La méritocratie devrait prendre progressivement la place du népotisme et du favoritisme des proches. Au cycle de la reproduction sociale qui est une forme de violence à l'égard des exclus, devrait s'installer la mobilité sociale.

IX. Conclusion

Le choix de Bernoussi Sidi Moumen en tant que lieu d'observation est intéressant dans le sens où il est composé d'une population disparate vivant dans un espace étendu. Les problèmes de violence urbaine y sont visibles. La question de la violence à l'égard des femmes s'y trouve catalysée. Les observations des différentes formes de violence dans un espace périphérique est-elle représentative de la violence dans la ville ? Celle-ci est constituée d'espaces centraux et périphériques. Les espaces varient mais la violence demeure. Elle peut être moins visible plus sournoise dans certains lieux, mais elle existe à des degrés divers et sous des formes différenciées.

Les violences dans la ville tirent leur origine de la lutte pour l'utilisation de ressources multiples. Il se créée ainsi des marges au sein de l'espace urbain. Ces marges peuvent être spatiales. Les espaces sont fragmentés en zones attractives et zones répulsives. Sidi Moumen Bernoussi véhiculent une image négative. A ces marges spatiales s'associent le plus souvent des marges sociales. Les couches les plus défavorisées ont tendance à se retrouver dans les espaces les plus répulsifs et les plus générateurs de violence. Une fois ces espaces sécurisés et donc devenu attractifs, de nouvelles couches sociales viennent se succéder à celles qui s'y trouvaient. Les couches les plus défavorisées se retrouvent dans des espaces répulsifs. Ce processus est continuel. Il se construit dans le mécanisme même de l'aménagement spatial.

Les politiques urbaines transforment l'espace. Les pratiques d'aménagement urbain visent à résoudre physiquement les problèmes et les sentiments d'insécurité. Cette résolution transite par des pratiques sécuritaires qui en transformant la ville renforcent les fragmentations sociales.

Dans le travail politique de gestion de l'espace, il y a en principe une vision globale qui prime pour servir l'opinion générale. Mais cela reste le point de vue le plus global et donc le plus puissant. En parallèle il existe un autre point de vue plus local plus dominé socialement. Il est représenté par ceux qui vivent dans les territoires et subissent leurs violences.

L'action politique agit sur les formes du territoire à savoir sur la fabrication du milieu physique ou construit. La réduction de la violence s'opère le plus souvent par la réduction de l'espace public. Il reste d'abord les formants du territoire ou les acteurs qui parcourent et perçoivent leur espace de vie de manière sensible. Il reste ensuite les formalités du territoire, en

d'autres termes les caractéristiques de l'action humaine dans l'espace et les différents degrés d'appropriation des lieux.

Le blocage principal de l'ouverture et de l'amélioration des conditions de vie dans un territoire vient du fait que le langage politique, comme principe de gouvernance, quand il est appliqué au champ de la sécurité suppose un partage des responsabilités et des actions. Par conséquent une perte du monopole légitime de la violence. L'espace public devient en même temps le lieu des violences urbaines et l'enjeu des actions de sécurité.

Il existe donc un schéma complexe où face à cette situation où la sécurisation des formes des villes, la régulation des problèmes urbains à travers le renforcement des fragmentations sociales et spatiales sont simultanément des causes et des conséquences de la violence dans les villes. Le fonctionnement social territorial est un juste révélateur des dynamiques urbaines. Tant que les politiques publiques refuseront d'associer leurs actions au travail des formants des territoires à savoir les acteurs locaux et communautaire et tant que les formalités ne sont pas réfléchies de façon conjointe et participative les territoires resteront violents et les violences fabriqueront du territoire.

Dans cette participation la présence des femmes est fondamentale parce que leurs représentations de l'espace est nouvelle, différente et par conséquent pouvant être innovante. La perception de la violence par les individus est très variable. Non seulement selon son intensité mais aussi selon sa forme. Aussi bien dans l'une que dans l'autre, les femmes et les hommes ne sont pas dans une situation similaire face à la violence. Ils n'ont pas le même vécu expérientiel de la violence, ni le même vécu personnel ou collectif.

Quand les femmes étaient cantonnées à la sphère privée, les différentes formes de violence exercées contre elles : physique, psychique, sexuelle ou économique demeuraient dans la sphère privée. Les hommes par contre, développaient et se développaient dans la violence dans l'espace extérieur. C'est cette violence qu'ils pouvaient la transférer à l'intérieur quand c'était nécessaire. La violence masculine activée dans l'espace extérieur trouve sa raison d'être essentiellement dans l'appropriation, l'utilisation et la maîtrise des espaces et des ressources. Dans ce même espace, les femmes peuvent être considérées comme ressources, étant médium de procréation, de renforcement et d'accroissement du groupe.

Actuellement les femmes en accédant à l'espace public perturbent un état ancestral masculin, celui d'avoir le privilège de se retrouver seuls entre hommes à l'extérieur et d'en utiliser les ressources. De plus les femmes en se trouvant à l'extérieur, non plus comme

ressources utilisables, mais comme acteurs, agissant et productrices de richesses dérangent davantage parce que leur présence devient légitime. Inconsciemment mais aussi consciemment les hommes regrettent le temps où l'espace ouvert était fermé aux femmes. Certains acceptent cette présence comme une évolution naturelle des choses, d'autres la rejettent comme une intrusion, sans passer aux actes violents, mais certains passent aux actes et deviennent violents à l'égard de toute femme.